

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13477 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

- SAMEDI 28 MAI 1988

A la veille de l'arrivée de M. Ronald Reagan à Moscou

M. Gorbatchev veut transformer l'Union soviétique en un « Etat socialiste de droit »

Quelle liberté ?

Ce n'est pas un hasard si les « thèses » que M. Gorbatchev va faire adopter dans un mois par la conférence du PC soviétique sont publiées à la veille de l'arrivée à Moscou du président Reagan. Pour le chef du Kremlin, ce long document constitue une double démonstration.

La première est que, au moment où il va aborder avec son hôte les grands dossiers internationaux, il a « tout son monde derrière lui ». Ce programme très gorbatchévien a en effet déjà subi l'examen de passage du bureau politique et celui du comité central. Qu'une opposition sourde subsiste dans ces deux instances, on ne peut en douter. Mais il est clair que, pour le moment au moins, les adversaires du numéro un ne sont pas en position de faire obstacle à ses initiatives.

Deuxième démonstration : il continue d'aller de l'avant dans son entreprise de restructuration et de démocratisation de la société en URSS. Dans un style qui le caractérise, M. Gorbatchev sort de sa crise qui a marqué le printemps - des troubles du Caucase à la querelle avec M. Ligatchev, par presse interposée - avec un dynamisme accru. Non seulement il ne recule pas, mais il franchit quelques pas supplémentaires à la fois dans la critique du passé et dans la définition des projets d'avenir.

Cette fois, l'accent est mis sur l'instauration d'un « Etat de droit » reposant sur l'adhésion aspirée des groupes les plus divers de la population. A la veille de conversations au cours desquelles M. Reagan compte bien faire une large place à la question des droits de l'homme, M. Gorbatchev montre qu'il se préoccupe de ce sujet sur lequel il expose ses propres conceptions.

Reste que l'on ne se fait pas exactement la même idée en URSS et en Occident de ce que liberté veut dire. En témoignage, parmi bien d'autres faits, l'agacement manifesté à Moscou à propos du projet de rencontre entre le président Reagan et quelques dissidents soviétiques. Pour M. Gorbatchev, le débat politique ne saurait se développer qu'« en terrain socialiste ». Hors de celui-ci, on se met en marge de la société, même si le nombre des marginaux a tendance à s'étendre, comme on le voit avec le double réveil des religions et des particularismes nationaux.

Dans les limites mêmes qu'il lui assigne, le projet de M. Gorbatchev se heurte à toutes sortes de difficultés, évoquées d'ailleurs dans les « thèses » qui dénoncent pêle-mêle le bureaucratisme, le conservatisme, le dogmatisme. En bref, les choses ne changent que beaucoup trop lentement. Si l'on ne peut mettre en doute la volonté de réforme du chef du Kremlin ni l'énergie qu'il déploie pour la faire entrer dans les lois, force est de constater que, à de rares exceptions près, elle s'est encore très peu matérialisée dans la vie quotidienne et le fonctionnement de l'économie en URSS. Or c'est sur ce « terrain »-là qu'il joue sa popularité et donc, à plus long terme, sa réussite.

Ratification imminente du traité sur les euromissiles par les Etats-Unis

A deux jours de son arrivée à Moscou, M. Reagan devait prendre la parole, le vendredi 27 mai, au pavillon Finlandia à Helsinki, là où a été signé en 1975 l'acte final de la CSCE. Il devait aborder notamment la question des droits de l'homme. A Moscou, une centaine de juifs soviétiques ont manifesté jeudi pour réclamer le droit à l'émigration. Le traité sur l'élimination des euromissiles, que M.M. Reagan et Gorbatchev avaient signé à Washington en décembre, devait être approuvé par le Sénat américain avant l'ouverture du sommet. A Moscou, la presse a publié, les « thèses » adoptées par le comité

central pour la conférence du parti prévue en juin. M. Gorbatchev y traduit son ambition de transformer l'URSS en un « Etat socialiste de droit » et propose une limitation des mandats. Il y annonce un changement du « style » de la politique étrangère. (Lire page 7 l'article de JACQUES AMALRIC.)

MOSCOU de notre correspondant

M. Gorbatchev veut transformer l'Union soviétique en un « Etat socialiste de droit » dont « le fondement sera la légalité, suprême et triomphante, expression de la volonté du peuple ». Développée dans les thèses qui seront présentées, fin juin, aux cinq mille délégués à la conférence du parti, cette ambition s'accompagne d'un appel au retour aux « principes leninistes » - notion recouvrant notamment le respect de la « liberté de discussion » dans le parti et le pays ainsi que celui de l'autonomie de

l'appareil d'Etat et de ses assemblées élues.

Publiées ce vendredi 27 mai par la Pravda, ces thèses constituent, par le seul énoncé de ce programme, un réquisitoire systématique et sans précédent contre la réalité présente du système politique soviétique. S'il faut, en Europe, à la fin du vingtième siècle, créer dans le pays qui s'est proclamé, pendant soixante-dix ans, le plus « progressiste » du monde, un Etat de droit, c'est bien en effet que l'arbitraire y est la règle jusqu'à aujourd'hui.

BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 7.)



Un point de vue de l'ancien président de la République

L'ouverture, au-delà des mots

par Valéry Giscard d'Estaing

La classe politique continue, à l'occasion des élections législatives, de débattre d'une hypothétique « ouverture » politique. M. Mauroy estime qu'elle s'adresse autant à une partie de la droite qu'à la « société civile », thèse développée par M. Rocard. M. Raymond Barre a plaidé, le jeudi 26 mai, « pour une attitude bipartite sur certains sujets d'intérêt national », afin que la France échappe « aux guerres de religion ». M. Valéry Giscard d'Estaing donne ci-contre son analyse sur les conditions et les réalités de l'ouverture. (Lire nos informations page 10.)

L'enjeu des élections législatives est parfois simple, et parfois complexe. En 1978 et en 1981, il s'agissait de décider, ou non, de l'application du programme commun. En 1986, il fallait choisir entre l'interdiction, ou la poursuite, de la politique socialiste.

En juin 1988, le débat est centré sur l'« ouverture ». Mais il est compliqué d'ambiguïtés et de confusions au point que, pour faciliter cette ouverture, on recommande aux électeurs de confier la totalité des pouvoirs de notre pays aux représentants d'un seul parti politique!

Pour essayer de voir clair, il faut s'interroger sur le contenu véritable de l'ouverture, et aussi sur le mouvement en profondeur

qui est en train de redessiner le paysage politique de la France. Il faut enfin se poser la question devant laquelle on se dérobe : l'ouverture, pour faire quoi ?

L'ouverture consiste à proposer aux formations politiques de rechercher s'il est possible, et à quelles conditions, de conduire une action commune. Ces conversations peuvent aboutir à des solutions bien connues, mises en œuvre dans d'autres pays, et qui sont soit le soutien au gouvernement sans participation, soit la formation d'un gouvernement de coalition.

Les ralliements individuels sont de tout autre nature. Ils expriment le fait que des personnes, jusque-là classées dans un camp, décident de servir la cause du camp adverse. Si leurs convictions

les y conduisent, il n'y a là rien de surprenant, car les convictions politiques ne sont pas nécessairement figées. Mais l'expérience constante enseigne que ces ralliés sont des voyageurs sans bagages, n'engageant qu'eux-mêmes et qui se perdent assez vite dans l'environnement du camp qu'ils rejoignent.

L'ouverture n'a pas été tentée au lendemain de l'élection présidentielle. Malgré les affirmations répétées des dirigeants socialistes, aucune conversation n'a été nouée avec les représentants qualifiés de l'UDF ou du RPR avant l'annonce de la dissolution de l'Assemblée. Je l'ai vérifié après de chacun d'eux, et je puis affirmer, sans risque de démenti, que l'ouverture n'a pas été proposée. (Lire la suite page 11.)

Aides au reclassement et à la reconversion

Les « décrutements » en douceur de Renault

La régie Renault ne compte plus sur les seuls plans sociaux ou les mesures d'âge (prétraitements, FNE) pour réduire ses effectifs. Depuis des mois maintenant, et de façon plus insistante ces derniers temps, l'entreprise automobile pratique les départs en souplesse. Elle utilise des techniques sophistiquées pour éviter la coupure brutale des licenciements. Avec le temps, les méthodes se sont perfectionnées et, sans être indolores, elles ne provoquent pas de traumatismes à défaut de passer totalement inaperçues.

Quelques rares syndicalistes le disent. Depuis un moment, la politique de la régie Renault pour diminuer les effectifs repose sur des formules incitatives et discrètes. « Les mesures d'âge ont été supprimées ou ne peuvent plus produire leur effet massif. Les possibilités offertes par la mobilité interne ou externe - les aides au retour - s'épuisent progressivement ».

« Désormais, on fait dans la mesure, on traite le problème au cas par cas, en douceur. »

Certains militants d'ailleurs, et notamment à la CFDT, ne s'offusquent pas vraiment. Si l'usine de Boulogne-Billancourt doit inéluctablement fermer, comme ils le redoutent, il faut peut-être en passer par là.

Présent depuis peu dans l'île Seguin, le cabinet de « décrutement collectif » MOA (Mobilité et orientation active), créé il y a à peine quatre ans, symbolise ce changement d'orientation, même si l'ampleur du mouvement dépasse les capacités d'intervention de cette équipe de trente consultants.

« On l'utilise depuis deux ans », reconnaît-on à la direction des affaires sociales du groupe où l'on a voulu tester ces méthodes nouvelles d'abord à doses homéopathiques. La première mission qui lui a été confiée consistait en la fermeture, sans casse, de Renault-Sport. Ensuite, on lui a confié le reclassement du personnel de certaines filiales périphé-

riques dont une dans le nord à Hénil-Baumont. Depuis, enhardi, le cabinet MOA intervient à Grand-Couronne, à Cléon, en Seine-Maritime, à Meudon aussi, et, plus récemment, au cœur de l'île symbolique à Billancourt avec une antenne installée rue de la Ferme. « Ils sont là pour former des conseillers de conversion, des spécialistes de l'emploi », explique la direction sociale. « Ils nous fournissent une assistance et nous apprennent des techniques dont nous aurons toujours besoin. »

A Billancourt, tout commence avec « un groupe témoin » en y mettant les moyens nécessaires. Début février, cinquante cas sont sélectionnés pour un départ prochain. Ils ne seront finalement que vingt-cinq quand l'opération commencera vraiment. Entretiens, il y a eu des réunions, des discussions avec les élus du personnel au cours desquelles MOA expliquera sa démarche et dédramatisera son intervention.

ALAIN LEBEAUE. (Lire la suite page 33.)

Costumes légers
Grande collection
Chemises à la mode
LA VEGUE

M 0147 - 0528 0 - 4,50 F



3790147004500 05280

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,80 DA; Maroc, 4,50 dir.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 155 pes.; G.-B., 80 p.; Grèce, 180 dr.; Irlande, 90 p.; Italie, 1 700 L.; Libye, 6 400 DL.; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 130 esc.; République, 335 F CFA; Suède, 12,50 cr.; Suisse, 1,80 S.; USA, 1,80 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Débats

COHÉSION SOCIALE

Les villes sont à réinventer

par GERARD BLANC (*)

COMMENTATEURS et hommes politiques ont rivalisé dans l'analyse du score du Front national au premier tour de l'élection présidentielle. Les artisans de la ville, professionnels ou élus locaux, se sont peu exprimés sur ce sujet. Pourtant l'importance d'un vote traduisant la crainte ou la réaction devant les incertitudes de l'avenir les concerne au premier chef.

Une analyse fine de ce scrutin ressemble bien souvent à une cartographie des défauts et des outrances de l'urbanisation massive des quarante dernières années. Qu'il s'agisse des grands ensembles plus ou moins sociaux, de ces vastes secteurs urbains apparus par la monofonctionnalité ou des banlieues dortoirs. Tout avait été dit, ou presque, sur ce mal-vivre qu'entraînent encore l'étalage du luxe des hypercentres et l'appel à la consommation des hypermarchés. Il restait à le vérifier au fond des urnes : voilà qui est fait.

Cette carte électorale, c'est aussi la carte du chômage en ville. Longtemps, venir à la ville, en provenance de sa campagne ou d'un autre pays, signifiait trouver un emploi. La croissance de la ville pendant plus d'un siècle a correspondu à l'industrialisation. Aujourd'hui, on est en ville sans espoir quelconque d'un retour à la campagne ou dans son pays d'origine et sans assurance d'un emploi. Dans ce qui est perçu comme une impasse, se trouvent confrontés aussi bien les enfants de l'exode national que ceux de l'exode rural.

Quant aux différences sociales, il n'y a plus de haine, de bois ou de marais pour les dissimuler. Elles s'étaient sur les trottoirs, laissant aux plus nantis la possibilité du recours chronique à la campagne, à la ruralité et à ses charmes.

Un réveil très brutal

A la différence de la plupart des grands pays industrialisés, la France est devenue récemment un pays quasi exclusivement urbain. Qu'il s'agisse de la démographie, de la localisation de la production, de la localisation des références culturelles. L'excellent indicateur que constituent les messages publicitaires montre à quel point ce basculement est récent qui a fait disparaître de nos écrans, depuis quelques années seulement, les références promotionnelles à la campagne, au village, à la ruralité.

Les facteurs modérateurs qu'avait entretenus, il faut bien le dire, un embellissement incontestable des qualités de la vie rurale jusqu'à ces dernières années, ont très rapidement perdu de leur efficacité. En dépit des évidences quantitatives et économiques, la campagne apparaît jusqu'à nos jours dans les années 70 comme un composant actif et équilibrant de la vie collective en général. La France s'est brutalement réveillée urbaine, sans se l'avouer. Cette société urbaine n'a pas jusqu'ici suscité des éléments de cohésion sociale à la fois dynamiques et secrets. Les prémisses sont identifiées, qu'il s'agisse de mouvements tels que « touche pas à mon pote » ou le recours au lan-

gage musical, la plénitude est loin d'être atteinte et partagée par toutes les générations.

Le discours politique, quant à lui, est bien souvent décalé, il continue à manier les symboles ruraux et diverses flatteries à cet endroit qui expliquent pour une large part son inefficacité, par erreur sur la cible urbaine.

La banalisation du vote de rejet inquiet le 24 avril et son élargissement aux petites villes et aux pays ruraux n'est pas contradictoire mais symbolique de ce que l'ensemble de la population française, indépendamment de son lieu de résidence, vit aujourd'hui de références culturelles urbaines. Les moyens de communications comme l'élévation du niveau d'instruction ont rendu caduques l'opposition villes et campagnes jusque dans les urnes.

Diversifier les fonctions

La France n'a jamais été un pays très urbain dans le passé, contrairement à l'Europe du nord par exemple. L'urbanisation s'est produite dans la foulée de la révolution industrielle plus tard que chez nos voisins. De ce fait, en partie, a survécu tardivement chez nous une vision très négative de la ville et une vision mythique de la ruralité.

A la fin des années 40, l'urbanisation française a été d'autant plus brutale et massive et a certainement conduit, en matière de réalisation architecturale et urbaine, aux pires excès.

Dans le même temps, la France entretenait, contrairement aux autres pays industrialisés, un système de pouvoir centralisé et étatique et les médiations institutionnelles et politiques locales variaient à se mettre en place. La décentralisation a précipité cette émergence d'un pouvoir local — un moment même où l'environnement économique tendait les rapports sociaux en ville — et a mis sur le devant de la scène un personnel politique mal préparé à assumer tout son pouvoir et disposant en propre de peu de moyens. A l'affaiblissement des réponses technocratiques de l'Etat, mais réputées « neutres », correspondait dans les premières années de la décentralisation un titonnement des réponses politiques locales.

C'est pourtant bien du côté de l'enrichissement du pouvoir local que doit être recherchée une bonne partie des réponses aux inquiétudes urbaines. A côté des propositions politiques ou philosophiques, pour répondre à ces inquiétudes, les artisans de la ville détiennent un certain nombre de clés pour l'avenir.

Au premier rang des propositions de solution il y a l'investissement urbain, l'investissement dans la qualité de la ville. La compétition internationale, qui met les villes sur le devant de la scène, a surtout promu l'investissement

de rassurer ceux qui n'ont aucune représentation de l'avenir.

Si la responsabilité en incombe principalement aux collectivités locales elle ne doit pas faire oublier les responsabilités de l'Etat dans ce domaine, qu'il s'agisse de l'aménagement du territoire ou des politiques de solidarité nationale. Dans cette complémentarité de l'action des collectivités et de l'Etat, la mise en place des moyens financiers et des moyens techniques et professionnels suffisants doit trouver des éléments de réponse.

L'exacerbation de la compétitivité internationale ne doit pas constituer l'exclusivité de la promotion des villes. Tous les moyens doivent être mobilisés pour promouvoir une culture urbaine dans la sérénité, seule capable d'apporter le réconfort aux « passés du progrès ». Promouvoir cette culture urbaine, c'est ériger la ville en objet de musée vivant, mettre en scène les qualités architecturales, urbanistiques, morales, sociales et intellectuelles de la ville, c'est donner toute sa place à la créativité artistique dans les transformations de la ville.

Si la ville n'est que compétition, elle oublie tous ceux que la sauvegarde économique exclue.

L'Europe urbaine

A tous ceux qui pensent qu'un tel effort est une luxe par les temps qui courent, il faut rappeler que l'Europe qui se construit c'est l'Europe des villes et des urbains, que la qualité des villes européennes constitue leur meilleur atout dans la compétition internationale. Or cette qualité n'est pas seulement représentée par les technopoles, les laboratoires de pointe ou les carrefours de câbles et de satellites, elle est aussi faite d'équilibre, de sérénité sociale et culturelle.

Harlem Désir identifie clairement dans son « Heures de vérité » combien le fonctionnement des ascenseurs ou l'isolation phonique des appartements pouvaient constituer des éléments de réponse à l'intolérance. Les artisans de la ville doivent élargir ce raisonnement à l'ensemble du milieu urbain.

Une ambition collective passe par la cohésion du tissu social. Dans la France de cette fin de siècle, d'ex en ville, par et pour les urbains, que ce tissu se déchire ou se tisse.

La démocratie locale, la vitalité des contre-pouvoirs, le pluralisme de la presse locale, l'adaptation du système juridique à ce fantasme de déplacement de pouvoir que constitue la décentralisation ont aussi un des éléments de réponse à l'inquiétude collective des citoyens. Le recours massif à la publicité est loin d'être satisfaisant au regard des attentes de communication, de pédagogie, de compréhension par les citoyens des enjeux urbains seuls capables

(*) Urbain.

L'implacable érosion de la droite

par PIERRE DE BOISDEFRE

La droite ne se fait pas à l'idée qu'elle a perdu les élections. Ce n'est pas nouveau. La droite a toujours cru qu'elle seule savait gouverner, que la France lui appartenait de droit divin ; les révolutions n'étaient que de mauvais moments à passer, après quoi on revenait aux affaires sérieuses, au profit et à l'enrichissement ! Elle a été confortée dans cette illusion par un Parti communiste pulvérisé dont la seule existence constituait un épouvantail comode, puis par l'appel d'un homme trop grand pour elle, recours miraculeux quand tout paraissait perdu. Mais cette manœuvre et ce recours ne pouvaient durer éternellement.

Certes, dans l'échec de Jacques Chirac, il y a des raisons circonstancielles. Deux candidats se réclamant du gaullisme, s'affrontant sans que leurs électeurs voient de différences entre leurs programmes. L'un et l'autre parlaient la langue des technocrates, sans rien qui pût s'adresser au cœur : discours pour conférences Météo, que le bon peuple ne pouvait comprendre ; langue pauvre, sans imagination, sans ces néologismes qui avaient fait la fortune de de Gaulle.

Mais, à droite, ne voyait que le Mitterrand de 1988, n'était plus le Mitterrand de 1965. L'homme gardait sa séduction française, sa belle langue barbaquienne, mais il avait manqué l'aventurier charismatique s'était mué en homme d'Etat, reconnu comme tel par ses pairs. Lui aussi, comme naguère Mitterrand, avait épousé la France. Les slogans du type « la France unie contre Mitterrand » ne passaient plus, et même ils précisaient à l'excès.

Certes, il y avait le piège de l'Etat, reconnu comme tel par ses pairs. Lui aussi, comme naguère Mitterrand, avait épousé la France. Les slogans du type « la France unie contre Mitterrand » ne passaient plus, et même ils précisaient à l'excès.

Cartes, il y a eu les erreurs de la campagne, la débâcle d'Alain Juppé, l'agitation du candidat qui courait d'un meeting à un autre, multipliant les « coups » qui se retournaient finalement contre lui, Guillever impuissant devant la force tranquille du président.

Mais à côté de ces raisons conjoncturelles, il y a une explication structurelle, des erreurs dramatiques sur la société française. Parce qu'elle n'est gagnée que les élections législatives en mai

1986 — par trois voix de majorité au Parlement — la droite n'est que majoritaire. Mais elle ne l'était qu'avec Le Pen ; sans lui, elle était minoritaire. Première erreur.

Elle crut que le socialisme était mort, comme était mort le communisme, confondant les fautes des socialistes, en 1981-1983, avec le décès du socialisme. Elle a brandi le drapeau du libéralisme sans voir qu'une société en crise, avec deux millions et demi de chômeurs, et sans d'efforts inquiets de leur avenir, préférerait le socialisme, en tant qu'idée de justice, à la loi de la jungle libérale. Deuxième erreur.

Elle crut aussi, oubliant les leçons de mai 1968, que le peuple français s'était soulevé pour toujours aux lois de la société de consommation. Privatisant à outrance, livrant la radio et la télévision aux dictés de la publicité, la droite sapait les valeurs moyennes dont ses créateurs avaient plein le bouche, et la langue française n'y trouvait pas son compte. Car à quel bon défendre la francophonie sur les bords de la Seine et sur ceux de Saint-Laurent, si c'est pour imposer aux Français un saie à base de français et de volapük ? A quel bon défendre une certaine idée de la France et de sa civilisation, si c'est pour proposer à toute heure films pornos et littéral rose ? Troisième erreur.

Mais, plus fondamentalement, la droite n'a pas vu qu'une société moderne ne peut se fonder ni progresser sur le refus, le rejet et l'exclusion, mais qu'elle ne peut pas non plus ignorer les problèmes dont les créateurs de l'industrialisation ont fait que l'industrialisation de cinq millions d'étrangers exige un effort gigantesque, et que cette indigence ne pourra se révéler heureusement si la natalité française continue à baisser, elle a laissé le « Parti-père » sans vrai problème, sans espoir de solution.

Ainsi le visage, caractéristique des yeux baissés, est-elle venue de plus grands malheurs. Plus inquiète, elle accepterait de reconnaître qu'elle n'est pas la seule à avoir le pouvoir et la société civile ne suit pas. Plus courageuse, elle se séparerait des chefs qui l'ont conduite au désastre. La veut-elle ? La réponse, hélas, est non. Aussi la droite va-t-elle, comme les cavaliers d'Azoucou, continuer à se précipiter sur les arches ennemies, quitte à tomber dans une fosse d'où elle risque de ne pas se relever.

DÉLAI

Quels immigrés faire voter ?

Les partisans du droit de vote des immigrés aux élections municipales s'appuient volontiers sur la notion de « citoyenneté locale ». Mais suffit-il d'habiter une commune pour en être un « citoyen » ? Dans la cité, les étrangers sont certes astreints aux mêmes devoirs que les Français (à celui notamment de payer des impôts) et qu'il s'agisse par exemple de l'école des services sociaux ou encore des équipements culturels et sportifs, ils bénéficient des mêmes droits. Au-delà, pourtant, de cette identité dans le quotidien, immigrés et Français ne peuvent qu'être fort

dissimilables face aux questions qui s'inscrivent dans le long terme. Bien des aspects de la gestion municipale engagent, en effet, la collectivité pour plusieurs décennies : actions d'urbanisme, remboursement des emprunts, acquisitions foncières, projets d'industrialisation, etc.

Plutôt que d'accorder le droit de vote à un immigré qui, habitant une commune depuis dix ans, envisagerait de la quitter à bref délai, mieux vaudrait en faire bénéficier le résident de France dans des délais de s'installer définitivement. Autre-

ment dit, un étranger soucieux de s'intégrer à la communauté. Mais, si les mots ont un sens, un tel étranger ne manquera pas de souhai-ter — et d'obtenir rapidement — sa naturalisation.

Le droit de vote des immigrés ? Il est d'ores et déjà inscrit, et sans la moindre réserve, dans la Constitution : c'est leur droit de devenir Français.

LOUIS GIRBAU, ancien maire de Saint-Pris (Rhône).

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél: (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAF 650572 F
Télécopieur: (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde
Gérant: André Fontana, directeur de la publication
Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Lemaître (1982-1985)
Date de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social: 620 000 F
Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, La Monde-Éditions, M.D. André Fontana, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général: Bernard Wouts
Rédacteur en chef: Daniel Veret
Correspondant en chef: Claude Sala

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapes LEMONDE
code d'accès ABO

Imprimé de France
Le Monde
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN: 0395-2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél: (1) 45-93-91-82 et 45-93-91-71
Télex: MONDFUS 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél: (1) 42-47-98-72

Mois	FRANCE	EUROPE	RESTE DU MONDE
3	304 F	309 F	304 F
6	612 F	763 F	712 F
9	904 F	1067 F	1041 F
12	1200 F	1367 F	1330 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

Nom: _____
Prénom: _____
Adresse: _____
Code postal: _____
Localité: _____
Pays: _____

Envoyer avec l'obligance d'envoyer ce bulletin par avion et expédier l'impression.

Dans mes veines à moi coule maintenant un autre sang, mêlé de défaite et de résignation, et dans les veines de cette terre traïtesse, un sang qui donnera aux anémones une autre couleur, le rouge juf. "Rahat Palestine"; la Palestine est perdue, perdue à jamais.

Anton Shammas
ARABESQUES

roman traduit de l'hébreu par Guy Sézizik

UNESAGA
BALESTINIENNE
RITIBEN HEBREU

ACTES
SUD

1550 من الأصل

Etranger

AFRIQUE DU SUD

Deux policiers blancs condamnés à mort pour le meurtre d'un Noir

Pour la première fois dans l'histoire de la police sud-africaine, deux de ses membres blancs, coupables de l'assassinat d'un Noir, ont été condamnés à mort, le jeudi 26 mai, par un juge de Grahamstown (sud du pays).

La Cour suprême de cette ville, présidée par le juge Neville Zietsman, n'a accordé aucune circonstance atténuante à l'adjutant Léon de Villiers, trente-sept ans, et à l'un des hommes de son unité, David P. Goosen, vingt-sept ans, et a conclu qu'ils avaient prémédité le meurtre de Mlungisi Stuurman, le 26 juillet 1986, dans la cité noire de Cradock (150 kilomètres au nord de Grahamstown). Les faits se sont déroulés un mois et demi après l'instauration de l'état d'urgence en réaction aux émeutes qui avaient embrasé les cités noires de tout le pays pendant plus de vingt mois.

Envoyés à Cradock pour surveiller les obéques d'un militant du Congrès national africain (ANC), ces policiers, basés à Port-Elizabeth (200 kilomètres plus au sud), avaient auparavant effectué une razzia dans les shebeens (bars clandestins) de cette ville pour se procurer de l'alcool. La victime, Mlungisi Stuurman (dix-huit ans), avait apparemment été arrêtée par les

policiers parce qu'elle avait refusé de venir vers le car de police lorsque l'ordre lui en avait été donné.

Selon les témoignages de plusieurs collègues des deux accusés, ces derniers avaient passé à tabac le jeune homme si brutalement que l'adjutant de Villiers aurait décidé que la seule solution était de le « liquider », chargeant Goosen de la besogne.

L'avocat de la défense a fait valoir que les deux accusés étaient quotidiennement la violence et la mort. Il a aussi insisté sur le fait que l'abus de boissons, et son intelligence inférieure à la moyenne, avaient influé sur la décision de l'adjutant de Villiers de faire abattre la victime. Mais le magistrat a rejeté ces arguments, soulignant « le manque total de discipline et de contrôle » au sein de l'unité.

Ces deux condamnations portent à quatre le nombre des policiers actuellement condamnés à être pendus en Afrique du Sud. Le 31 mars, à l'issue d'un procès qui avait défrayé la chronique, deux détectives de la brigade criminelle de la banlieue de Johannesburg avaient été condamnés à mort pour l'assassinat de deux trafiquants de drogue présumés. — (AFP, UPL)

Deuxième rencontre entre l'ANC et des Afrikaners libéraux

Pour la deuxième fois, des représentants du Congrès national africain (ANC, interdit en Afrique du Sud) ont rencontré, le jeudi 26 mai, à Francfort, des personnalités libérales blanches sud-africaines.

Conduite par M. Wynand Malan, ancien député du Parti gouvernemental et leader du Mouvement démocratique national (NDM, essentiellement constitué d'Afrikaners « éclairés »), la délégation blanche comprenait aussi M. Frederick Van Zyl Slabbert, ancien chef de l'opposition libérale-paysaniste et aujourd'hui dirigeant de l'Institut pour une alternative démocratique en Afrique du Sud (IDASA). C'est l'IDASA qui avait notamment mis sur pied la première rencontre avec l'ANC en juillet dernier à Dakar.

A l'issue de la première séance à Francfort, un communiqué émis par l'ANC — dont la représentation était conduite par M. Thabo Mbeki, numéro deux de l'organisation — a indiqué : « Nous avons trouvé un terrain d'entente sur le genre d'Afrique du Sud que nous souhaitons. Cela implique la protection des langues, des cultures et des religions, et la protection des droits individuels dans une démocratie multipartite. » Le communiqué poursuit :

« Malgré d'importantes divergences concernant la stratégie à adopter pour parvenir à ce but, nous nous sommes mis d'accord pour poursuivre nos discussions sur ce sujet et sur d'autres. Les deux formations considèrent que « tous les Sud-Africains doivent prendre part au processus de développement d'un avenir juste ».

M. Mbeki a affirmé que cette rencontre constituait « le début d'un processus dont l'ANC espère la poursuite ». M. Mbeki a salué dans le NDM « un groupe politique important qui représente un point de vue de poids dans la communauté afrikaner ». « Nous souhaitons, a-t-il ajouté, que les Afrikaners aient leur part dans le combat contre l'apartheid ».

« Nous devons agir ensemble », a-t-il encore dit. Evoquant l'utilisation par l'ANC de la violence, qui constituait le principal point de discorde avec le NDM, M. Mbeki a dit qu'elle pourrait être reconsidérée « si les conditions changeaient ». — (AFP)

Le sommet de l'OUA à Addis-Abeba

M. Hissène Habré réagit avec circonspection aux propositions libyennes

La reconnaissance du régime de N'Djamena par le colonel Kadafi et les multiples questions que soulèvent les déclarations du numéro un libyen (le Monde du 27 mai) ont occupé le devant de la scène à l'ouverture officielle du vingt-quatrième sommet de l'Organisation de l'unité africaine, le jeudi 26 mai à Addis-Abeba.

Encore président en exercice de l'organisation, le chef de l'Etat zambien, M. Kenneth Kaunda, a lu à la tribune les propositions du dirigeant libyen. Les Afrikaners, pris de court par ce nouveau coup de théâtre, n'ont pas réagi dans la journée de jeudi, le plénier attendant entre-temps à s'informer davantage auprès de journalistes étrangers présents au sommet et auprès des délégués libyens, très souriants et accessibles, indique l'AFP.

Pour sa part, Hissène Habré a réagi avec circonspection. « Je ne suis pas en possession du contenu exact des déclarations du colonel Kadafi. Néanmoins, il semble qu'il aurait dit qu'il était disposé à renouer les relations diplomatiques avec le Tchad, en somme à ignorer une page », a-t-il déclaré à l'AFP et à Radio-France internationale. « S'il est vérifié que cette déclaration est exacte, nous pensons que c'est quelque chose de positif, a-t-il ajouté. Le Tchad a toujours cherché à ce que la guerre cesse entre les deux pays et qu'ils puissent inaugurer une ère de relations de bon voisinage et, pourquoi pas, de coopération ».

« Convenez, a toutefois dit M. Hissène Habré, que Kadafi nous a habitués à ce genre de déclarations contradictoires, d'autant plus qu'il n'a pas su, une fois de plus, éviter d'insérer dans nos affaires libyennes et, sur ce point, nous ne permettons ni à Kadafi ni à personne d'autre de se mêler des affaires du Tchad, qui est assez grand ».

M. Hissène Habré faisait ainsi allusion à la proposition libyenne de rencontre entre lui-même et les chefs des autres « factions tchadiennes » à Tripoli, ce qui est évidemment inacceptable pour lui si ces entretiens sont organisés sur un pied d'égalité.

Selon certains délégués, l'appareil de tête du colonel Kadafi se serait pas étrangéré aux conseils de l'Algérie, qui souhaiterait voir participer au prochain sommet arabe d'Alger, à partir du 7 juin, une Libye plus crédible sur le plan international. Cela n'aurait pas été le cas si l'OUA avait eu à condamner l'autorité du colonel Kadafi, qui ne s'était pas rendu à Addis-Abeba pour dialoguer avec son rival tchadien dans le cadre de la réunion du comité ad hoc

de l'organisation saisi du contentieux sur la bande d'Azouzi.

M. Moussa Traoré nouveau président de l'Organisation

De nombreuses rencontres ont eu lieu jeudi, en marge des débats. Toutefois, le président Moubarak a quitté Addis-Abeba quelques heures après l'ouverture du sommet sans avoir rencontré le président Chadli, comme de nombreux délégués lui prélaient l'intention de le faire, dans la perspective d'une prochaine normalisation algéro-égyptienne.

Comme on pouvait s'y attendre, un francophone succède à un anglophone pour la présidence de l'organisation, assurée à tour de rôle par les chefs d'Etat des pays membres, pendant un an. C'est le président du Mali, le général Moussa Traoré, au pouvoir depuis le putsch qui renversa Modibo Keita en 1968.

La France

« accueille favorablement » l'initiative de Tripoli

Le porte-parole du Quai d'Orsay a réagi en ces termes, le jeudi 26 mai, à l'initiative du colonel Kadafi : « La France accueille favorablement l'intention exprimée par les autorités libyennes d'établir des relations normales avec le gouvernement tchadien. Elle espère que cette décision conduira au règlement positif des problèmes de la région dans le respect des principes et du droit international ».

Le porte-parole a précisé que l'ambassadeur libyen à Paris, porteur d'un message, avait été reçu à sa demande par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères.

« Rétablissement des relations diplomatiques entre la Tunisie et l'Éthiopie. — La Tunisie et l'Éthiopie ont rétabli, le jeudi 26 mai, de rétablir leurs relations diplomatiques après une rupture de plus de dix ans, a-t-on annoncé de source officielle à Tunis. Cette décision a été prise par le président Ben Ali et le chef de l'Etat éthiopien, M. Mengistu Haile Mariam, lors d'une rencontre jeudi à Addis-Abeba à l'occasion du sommet de l'OUA. La rupture avait été décidée par Addis-Abeba après la reconnaissance par la Tunisie, en juillet 1976, du Front de libération de l'Érythrie (FLE), qui dispose depuis cette date d'un bureau et d'un statut diplomatique à Tunis. — (AFP)

Le Sahara occidental après la normalisation algéro-marocaine

La prospérité pour gagner les suffrages

DAKHA
de notre envoyé spécial

Installés avec un certain confort dans les tranchées du mur de défense qui entoure désormais la quasi-totalité du Sahara occidental, les soldats marocains boivent du thé à la menthe et jouent avec leurs chiens. À Aouzou, sur le versant sud-est de la ligne de défense, les seules détonations sont celles d'une séance d'entraînement, alors que l'immensité du désert survole en hélicoptère semble plongée dans un silence que ne rompent que les colonnes de camions de ravitaillement.

« Ici et là une roquette nous parvient de l'autre côté, tirée d'une distance de plusieurs kilomètres », affirme le commandant de la base, le colonel Mzard Housni. L'effort d'agir sur le terrain ne manie pas laissé entre le mur et la frontière, et sur les territoires algériens et mauritaniens voisins, les maquisards sahraouis ne se manifestent plus guère. La dernière attaque d'envahisseurs a eu lieu le 30 janvier, nous affirmant que le commandement de la « zone sud », à Agadir.

Le responsable des opérations militaires, le général Abdelaziz Bennani, souligne néanmoins que « le travail reste le même », car il s'agit de surveiller près de 2 500 kilomètres de lignes de défense à travers le désert. Certes, « l'endroit est plus calme qu'il y a quelques années mais ce n'est toujours pas la paix ».

« Nous sommes prêts à attendre le règlement pendant vingt ans encore s'il le faut », déclare un membre important du gouverne-

ment marocain à propos du Sahara occidental. En effet, les « provinces récupérées » semblent installées désormais dans l'attente d'une pause officielle à laquelle personne ne semble croire mais dont les bienfaits sont déjà manifestes. Laisés dans un état de sous-développement profond par l'autorité coloniale, le Sahara a pris son essor grâce à une paix de facto et à des investissements si importants qu'ils provoquent déjà quelques remous au Nord.

Selon des chiffres officiels, près de 10 milliards de francs auraient déjà été investis au Sahara occidental depuis 1976 tant par l'Etat que par le secteur privé. La capitale, Laayoune, est indomestiquée et attire un grand nombre de migrants du Nord mais aussi certains nomades sahraouis, qui, après avoir passé plusieurs années avec les maquisards indépendantistes à Tindouf, en territoire algérien, ont tendance à utiliser les subterfuges des hommes du désert pour quitter ce certain d'entre eux affirmant être des « camps de concentration ».

Outil de ce développement, la route bitumée entre Tafaya et Dakhla, inaugurée le mois dernier, est ouverte à la circulation sans aucune restriction. Parallèlement, la compagnie d'aviation nationale assure des vols réguliers entre les villes du Nord et les trois principales localités du Sahara, alors que les autorités mettent en place un réseau téléphonique automatique. « Grâce à l'élevation manifeste du niveau de vie, constate un diplomate, la Couronne s'est assurée de grands frais le concours de la majorité des Sahraouis en cas de référendum ».

CHARLES LESCAUT.

MAROC

Création d'une organisation des droits de l'homme

Rabat. — Un groupe de juristes et d'intellectuels marocains a décidé la création d'une Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) totalement indépendante des partis politiques, a-t-on appris à Rabat, le jeudi 26 mai.

Elle tiendra samedi, à Rabat, sa réunion constitutive en présence des membres fondateurs, parmi lesquels M. Mehdi El Mandjra, professeur d'économie à l'université Mohammed-V de Rabat et membre de l'Académie du royaume ; M. Mohamed Bouzouba, parlementaire socialiste, et M. Fatima Merzouq, écrivain et professeur de sociologie également à l'université Mohammed-V.

Dans un communiqué remis à la presse, cette organisation déclare s'être fixé pour objectif d'approfondir la prise de conscience des droits de l'homme individuels et collectifs, d'œuvrer en vue de l'abrogation de certaines dispositions législatives et réglementaires marocaines qu'elle

estime « contraires aux libertés individuelles et publiques », de renforcer l'autorité et l'indépendance du secteur judiciaire, et de défendre les victimes des violations des droits de l'homme tant au Maroc qu'à l'étranger.

Si elle affiche sa détermination à garder ses distances vis-à-vis du pouvoir public et des partis politiques, l'OMDH déclare néanmoins chercher « à garantir une large représentativité de toutes les tendances intellectuelles, politiques et syndicales engagées en faveur des droits de l'homme, ainsi que la participation de toutes les personnes se préoccupant de cette cause ».

Plusieurs organisations humanitaires existent déjà au Maroc, mais elles ne se manifestent que très rarement. Parmi elles figurent l'Association marocaine des droits de l'homme (progressiste) et la Ligue marocaine pour la défense des droits de l'homme, proche du parti de l'istiqal. — (AFP)

SENÉGAL

MM. Diouf et Wade se sont mis d'accord sur une « table ronde nationale »

Dakar. — Le président Abdou Diouf et le chef de file de l'opposition sénégalaise, M. Abdoulaye Wade, se sont rencontrés le jeudi 26 mai et se sont mis d'accord sur l'organisation d'une « table ronde nationale » pour évoquer tous les problèmes du pays.

Le principal adversaire du chef de l'Etat a été reçu pendant deux heures par M. Diouf. Il a précisé à sa sortie du palais présidentiel que

cette table ronde, à laquelle sera convié l'ensemble de l'opposition, se traduira par l'installation d'ici une quinzaine de jours de trois ou quatre commissions qui se pencheront sur les questions politiques, économiques et sociales ainsi que sur les problèmes d'éducation et de la jeunesse.

« Tous les problèmes, sans exclusion, seront évoqués dans ces commissions », a déclaré le chef du Parti démocratique sénégalais

(PDS), il a précisé qu'il n'avait pas été question d'une quelconque participation au gouvernement.

Il a souligné d'autre part que le démarrage qu'il veut effectuer n'engageait que son parti, mais il a ajouté qu'il allait prendre contact avec l'ensemble de l'opposition sénégalaise, car « il est tout à fait exclu que le PDS discute de manière bilatérale de ces problèmes ». — (AFP)

Proche-Orient

ISRAËL

Une journaliste se plaint de mauvais traitements lors de son interrogatoire

Jérusalem. — Une journaliste de l'hébdomadaire israélien d'extrême gauche Derekh Hanitzotz, M. Hadas Lahav, libérée mercredi 25 mai sous caution, a dénoncé les « mauvais traitements » et les « pressions psychologiques » qu'elle aurait fait subir ses interrogateurs du Shin Beth, les services de sécurité intérieure israéliens.

« J'ai été interrogée jour et nuit pendant soixante-douze heures après mon arrestation le 3 mai. Pour me déstabiliser psychologiquement, ils m'ont mis un bandouille sur les yeux et des écouteurs sur les oreilles, diffusant des bruits assourdissants », a déclaré M. Lahav, trente-quatre ans, à l'AFP. La jeune femme, chargée des pages culturelles du journal, était soupçonnée d'être en contact avec le Front démocratique de libération de la Palestine, le FDLP de Nayef Hawatmeh.

« J'ai été enfermée pendant deux jours au secret dans une cellule minuscule, sans fenêtre », a-t-elle ajouté. Elle a accusé ses interrogateurs d'avoir excoré sur elle un véri-

table « chantage à la torture » en la mettant en présence d'un prisonnier palestinien qui l'a suppliée de « passer aux aveux pour mettre fin aux mauvais traitements qu'on lui faisait subir ».

« Mes compagnons sont innocents. Nous sommes victimes d'une chasse aux sorcières », a poursuivi M. Lahav, qui rejette catégoriquement les accusations portées contre le groupe Derekh Hanitzotz (citant le journal du même nom) d'être de méchante avec le FDLP. — (AFP)

« Vingt-sept suspects palestiniens arrêtés après une émeute contre un Israélien. — La police israélienne a arrêté vingt-sept suspects arabes palestiniens, le jeudi 27 mai, dans la vieille ville de Jérusalem, après qu'un Israélien de soixante ans eut été blessé dans la matinée d'un coup de couteau dans le dos. Le blessé, Hannech Albek, étudiant dans une Yéchiva (école talmudique) du quartier juif de la vieille ville, a été transporté à l'hôpital Hadassah. Son

La guerre du Golfe

Des vedettes iraniennes attaquent un méthanier

Téhéran a annoncé, le jeudi 26 mai, l'envoi de milliers de vedettes sur le front après la défaite enregistrée par ses forces à l'est de Bassorah, tandis que trois vedettes iraniennes attaquent un méthanier norvégien dans le détroit d'Ormuz.

L'Irak, qui a annoncé de nouvelles offensives, a affirmé de son côté que sa DCA avait abattu un chasseur-bombardier iranien F-5, tandis que les combats continuaient de faire rage dans la région de Chalamech, ville reprise par les Irakiens mercredi.

« Un méthanier de 15 530 tonnes, appartenant à un armateur norvégien et battant pavillon libérien, a été attaqué au moment où il sortait du détroit d'Ormuz. Un petit incendie s'est déclaré à bord du Mundag-Rio, qui transporte du gaz liquéfié, mais on ne signalait aucun blessé parmi les membres d'équipage ».

L'Iran a proposé à plusieurs Etats arabes du Golfe de leur revendre des missiles anti-aériens Stinger de fabrication américaine, écrit vendredi le Times de Londres. Selon une source arabe « haut placée » citée par le quotidien britannique, Téhéran a actuellement en sa possession suffisamment de missiles Stinger fournis par les moudjahidins de la résistance afghane, sympathisants du régime iranien, pour en revendre une partie à ses voisins arabes. L'Iran a déjà revendu plusieurs de ces missiles au Qatar et vient d'entamer des pourparlers avec un autre pays arabe, précise cette source. — (AP, AFP)



LES DOM-TOM

Par Jean-Luc Mathieu

Sous-emploi massif, économie moribonde, inégalités, revendications indépendantistes : Jean-Luc Mathieu nous permet de comprendre l'origine des difficultés des DOM-TOM et leur actualité particulièrement préoccupante.

Collection « Politique d'aujourd'hui » PUF
272 pages - 149 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

L'UNE DE CES DEUX PAGES



Ogilvy & Mather • NutraSweet est une marque déposée de The NutraSweet Company

Il aura fallu attendre des siècles pour savourer des sodas, des yaourts aux fruits ou des desserts... avec si peu de calories et autant de

plaisir. Heureusement maintenant il y a NutraSweet.* NutraSweet ne sera jamais en vente mais vous le trouverez partout. Dans tout ce que

vous aimez, il apporte toute la douceur, et peu de calories. NutraSweet est un édulcorant composé de constituants protéiques similaires

à ceux des aliments que vous consommez habituellement. Il vous apporte le plaisir du goût et seulement le plaisir du goût.

صكنا من الأصل

AUSSE

CORANT

صكنا من الأصل

EST AUSSI PEU CALORIQUE QUE L'AUTRE.

Ogilvy & Mather NutraSweet est une marque déposée de The NutraSweet Company

ÉDULCORANT FORT EN GOÛT FAIBLE EN CALORIES.



Diplomatie

Europe

et les réformes en Union soviétique

« Le style de notre politique étrangère a changé »

MOSCOU
de notre envoyé spécial

La politique étrangère peut-elle être un atout pour M. Gorbatchev dans la lutte sourde qu'il mène contre les éléments conservateurs de la société et du pouvoir soviétiques ? Le secrétaire général, manifestement, le pense. La manière dont on se prépare ici à accueillir, dimanche, M. Reagan est d'ores et déjà une indication : presse, radio et télévision consacrent tous leurs efforts à l'événement. Certes, on connaît le fait et là, aucun document fondamental ne sera signé lors de ce quatrièmes sommet Reagan-Gorbatchev, mais qu'importe puisque la volonté d'améliorer les relations américano-soviétiques est un fait accompli et que de nouveaux progrès en matière de réduction des armements sont à portée de la main.

Ne discute-t-on pas déjà dans les couloirs des avantages et des inconvénients de Genève et de Helsinki pour une cinquième rencontre entre deux « amis » que sont levez l'ancien pourfendeur de l'« empire du mal » et le « messie de la transparence » ? L'importance que M. Gorbatchev accorde à la politique étrangère dans sa stratégie ressort tout à fait clairement des thèmes déjà approuvés par le comité central et qui seront soumis à la fin du mois de juin à la conférence du parti.

Sur vingt-huit feuillets que compte ce document publié le jeudi 26 mai, trois seulement sont consacrés à l'action de l'Union soviétique à l'extérieur, mais le ton de ces trois pages est révélateur : alors que toute la partie consacrée à la société soviétique n'est que critiques, dénonciations des insuffisances et exhortations non pas à faire mieux mais à faire différemment, le chapitre politique étrangère est empreint d'auto-satisfaction. La reconstruction n'a-t-elle pas déjà permis « deux grandes réalisations pratiques : la

signature du traité sur l'élimination des armes intermédiaires (FNI) et le début du retrait de nos troupes d'Afghanistan » demandent les rédacteurs des thèses de la conférence.

Mais ils vont beaucoup plus loin dans l'analyse, et cela fera certainement tout aussi chaud au cœur de M. Reagan que froid à celui de M. Andreï Gromyko, puisqu'ils se livrent, pour la première fois, dans un document qui engage le parti, à une critique de la diplomatie des années de stagnation, c'est-à-dire de la période Brejnev. « Notre ancienne politique étrangère, écrit-on, n'a pas échappé au dogmatisme et au subjectivisme ; elle était en retard par rapport aux changements fondamentaux qui se produisaient dans le monde, et a traité des occasions de résoudre les tensions internationales et de renforcer la compréhension entre les nations. Dans nos efforts pour atteindre la parité militaire stratégique, nous n'avons parfois pas su utiliser les occasions qui se présentaient d'assurer notre sécurité par des moyens politiques ; en conséquence, nous nous sommes laissés tenter par la course aux armements, ce qui n'a pu qu'effacer notre progrès économique et social et notre prestige sur la scène internationale ».

Aucun exemple précis n'est cité, mais on pense inévitablement à la décision de Brejnev d'autoriser, au milieu des années 70, l'implantation des SS-20 et à l'invasion de l'Afghanistan. On pense aussi à l'exploitation par Moscou de divers conflits régionaux comme ceux du Cambodge, de l'Afrique australe, de l'Amérique centrale, du Proche-Orient, ainsi qu'au soutien à l'Éthiopie. Le document n'affirme-t-il pas, en effet, que notre mode comporte « un potentiel formidable pour la coexistence, la coopération et la recherche de solutions politiques aux problèmes urgents ».

Voilà qui nous éloigne de l'exaltation de naguère d'un « devoir internationaliste », puisque « le style tout entier de notre politique étrangère a changé ; sa marque caractéristique est le dialogue ». « Durant les années de la reconstruction, les relations avec un grand nombre d'États voisins ou éloignés ont été améliorées ou établies. Et nos relations ne se sont dégradées avec aucun État ».

« Tournaient fondamental »

La principale amélioration concerne bien sûr les États-Unis. Elle est d'ailleurs qualifiée non sans optimisme de « définitive » dans les thèses de la conférence, qui soulignent l'aspect « symbolique » des rencontres au sommet et le « tournant fondamental » pris en direction de la suppression du danger nucléaire au bénéfice d'un monde qui serait régi « par le respect de la loi, de la moralité et des obligations internationales ».

Le respect, bien tardif, d'auspices principes n'a pas empêché l'URSS d'améliorer nettement son image internationale « en renforçant la confiance en notre pays plutôt qu'en augmentant sa puissance », font remarquer les rédacteurs du texte. A se demander si on n'est pas en présence de cette déclaration de non-agressivité émise à plusieurs reprises par M. Reagan.

Qui vivra verra, et on en saura plus au lendemain de la visite du président américain. Non qu'il faille l'attendre encore une fois à des événements sensationnels mais parce qu'il est vrai que l'établissement de la confiance entre deux États comme l'Union soviétique et les États-Unis ne peut pas reposer seulement sur des mesures de réduction des armements. Il dépend aussi d'un nouveau comportement de l'URSS, tant dans les crises régionales déjà citées, qu'à l'égard de ses propres citoyens.

Même si M. Shultz arrive ici avec de nouvelles idées pour débloquer les négociations sur la réduction de 50 % des armes stratégiques (START), même si M. Gorbatchev relance le jeu en promettant pour bientôt une réduction des forces conventionnelles soviétiques en Europe de l'Est, il n'en faudra pas pour autant négliger les conversations beaucoup plus discrètes (parfois au niveau des experts) qui seront consacrées pendant le sommet à l'Afrique australe, au Proche-Orient et au Cambodge. Ce n'est bien sûr pas un hasard si Hanoi a choisi d'annoncer, la veille de la rencontre, le retrait du Cambodge de la moitié de son contingent.

Le remorqueur va également pour le président Najibullah qui vient de se lancer dans une opération d'ouverture de la dernière chance et qui a décidé enfin de rendre la liberté au journaliste français Alain Guillo. D'autres gestes du même genre vont sans doute émailler les jours qui viennent.

Le grand communicateur qu'est M. Gorbatchev n'a pas d'autre choix, en effet, que de convaincre de sa bonne volonté l'opinion publique occidentale en général, américaine en particulier. Pour cela, il lui faut le plus loin possible avec M. Reagan, que bien peu soupçonneront aux États-Unis d'avoir cédé au chant des sirènes rouges. De nouveaux sacrifices fructueux seront sans doute nécessaires puisqu'il faut pouvoir faire état de nouveaux résultats pour convaincre les Soviétiques que la « perestroïka » comporte des avantages, et faire faire les grossissements d'un bureaucratie tentée par le sabotage. Et ce n'est pas sur la scène intérieure que M. Gorbatchev peut obtenir à court terme le succès « c'est-à-dire l'amélioration des conditions de vie de ses concitoyens » qui mettrait ses adversaires en débandade.

JACQUES AMALRIC.

La limitation des mandats Une victoire posthume de Khrouchtchev

La limitation des mandats décrite qui sera ratifiée par la prochaine conférence du parti soviétique présente plusieurs similitudes avec la réforme que Khrouchtchev avait introduite au vingt-deuxième congrès, en octobre 1961, et que Brejnev s'était empressé d'annuler. Il avait été décidé à l'époque que les membres de la direction suprême (le Politburo, que l'on appelait alors présidium) ne pourraient pas exercer plus de trois mandats consécutifs : comme la durée d'un congrès à un autre était alors de quatre ans (contre cinq aujourd'hui), la limite était donc de douze ans.

On était même allé un peu plus loin qu'aujourd'hui en prévoyant également que chaque congrès devrait obligatoirement renouveler d'un quart le comité central et le Politburo d'un tiers les mêmes instances au niveau des républiques et pour moitié les organismes dirigeants des cellules de base.

Sur bien d'autres aspects, en revanche, les dispositions d'aujourd'hui vont plus loin : d'abord parce qu'elles sont étendues aux fonctions parlementaires et pas seulement au parti, ensuite parce qu'elles s'appliquent à toutes les instances, alors que, en 1961, le comité central, principal endroit où les responsables s'accrochaient à leur siège, était tenu à l'écart.

Enfin, l'exception est désormais le troisième mandat (voté à la majorité des trois quarts) et rien d'autre, alors que Khrouchtchev avait admis le maintien au-delà de trois mandats de « personnalités jouissant d'une autorité reconnue pour leurs hautes qualités politiques et de gestion ».

A l'époque, on pensait que le premier secrétaire serait le premier bénéficiaire de cette exception, alors qu'il fut en fait le premier et unique victime de la règle qu'il avait dictée. Et l'on a appris depuis lors, grâce à un de ses conseillers de l'époque, que Khrouchtchev voulait aller beaucoup plus loin : dans son projet initial, a raconté Fedor Bouratinski en février dernier dans la *Litvinskaya Gazeta*, il était question

de limiter les mandats à deux et non trois, mais les opinions « différaient radicalement » et le projet fut « modifié jusqu'à en être méconnaissable ». Curieusement, les plus ardents protestataires n'étaient pas les vieux, mais « les responsables plus jeunes, qui trouvaient tout à fait injuste que les représentants de la vieille génération, qui avaient déjà fait leur temps, tentent de limiter leurs possibilités ».

Vers un renouvellement systématique du comité central

L'impact des changements annoncés est encore théorique, puisque ceux-ci n'entreront en vigueur qu'à partir du prochain congrès, en 1991, et qu'une application rétroactive reste douteuse. Même dans ce cas, l'arrivée de M. Gorbatchev au poste de secrétaire général serait datée de mars 1985, date du premier congrès qui a ratifié son élection par le comité central un an plus tôt, ce qui assure son maintien en fonctions jusqu'en 2001, pour peu qu'il trouve, en 1996, les 75 % de voix nécessaires à un troisième mandat... Si la nouvelle loi n'est pas rétroactive, le secrétaire général est assuré d'être en poste encore cinq ans de plus, soit jusqu'à l'âge de soixante-quinze ans.

En revanche, si les nouvelles dispositions trouvent leur rythme de croisière, le renouvellement du comité central devrait devenir beaucoup plus systématique. Une simulation effectuée grâce aux ordinateurs du système SOVT montre que 66 membres titulaires du comité central du dernier congrès de 1986 (sur 307) auraient été éliminés d'office pour avoir déjà accompli trois mandats, et que 111 autres auraient dû faire l'objet d'une réélection exceptionnelle à 75 % des voix. La même règle appliquée au dernier congrès brejnevien de 1981 aurait écarté pas moins de 85 titulaires réélus, soit un quart de l'effectif, et même la moitié si l'on avait appliqué la règle des deux mandats.

MICHEL TATU.

Les intentions du secrétaire général

(Suite de la première page.)

Si l'on veut respecter la liberté de discussion et le pouvoir des soviets, c'est bien sûr qu'ils ne le sont pas, et si « toutes les organisations du parti devraient agir dans le respect de la Constitution et des lois », c'est bien que ce n'est pas le cas.

A la seule condition de le vouloir, on pouvait le savoir depuis soixante-dix ans. C'était, de par le monde, de plus en plus largement admis depuis trente ans. Mais que cela soit dit, fit-ce en creux, dans un document officiel du comité central destiné à l'adoption par une conférence du parti, marque une rupture fondamentale dans l'histoire de l'Union soviétique.

C'est en effet la première fois qu'on sort de la seule dénonciation de la dernière des « erreurs » en date pour reconnaître la réalité du non-droit et proposer non pas une condamnation de la conférence du parti, mais une « réforme du système politique ». M. Gorbatchev n'a en ce sens pas tort de déclarer régulièrement qu'une « révolution » est en cours dans son pays, et cela bien que ses propositions de réformes constituent beaucoup plus une déclaration d'intention qu'un arsenal de mesures concrètes.

Hormis la limitation (deux fois cinq ans) du nombre des mandats électifs consécutifs qui pourront être brigués dans les appareils du parti et de l'État, la plupart de ces propositions sont d'ailleurs formulées de manière assez vague quand elles ne sont pas seulement brièvement énoncées. La raison en est que ces thèses sont le fruit d'un compromis entre modernistes et conservateurs de la direction aux termes duquel les seconds ne les ont acceptées qu'à condition qu'elles se donnent pas lieu à des décisions immédiates de la conférence (le Monde du 21 mai).

Les délégués seront donc seulement appelés à donner mandat au bureau politique de réaliser ces « réformes de portée historique » dont la rapidité et l'ampleur dépendent essentiellement des rapports de forces politiques qui prévaudront dans les années à venir. Actuellement favorables aux modernistes, ils ne l'ont pas toujours été depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, et rien ne garantit qu'ils le resteront demain.

Consacrée à la création de l'État de droit, la huitième thèse affirme que « le devoir de l'État est de veiller au renforcement de la garantie des droits et des libertés des citoyens », ce qui implique la création de « conditions matérielles et juridiques pour l'exercice des libertés constitutionnelles (liberté d'expression, de presse, de conscience, de réunion, de meeting, de défilé de rue, de manifestation, etc.) et des garanties plus strictes des droits individuels tels que l'inviolabilité de la personne et du domicile et le secret de la correspondance et des communications téléphoniques ».

Une « profonde réforme judiciaire » est en conséquence nécessaire, et il est dit, dans les « priorités », qu'il y a un « renforcement spectaculaire du rôle de la justice » fondé sur la « stricte observation des règles de procédure, de la publicité des débats et de la présomption d'innocence » ; sur la garantie de l'indépendance de la magistrature (« subordonnée à la loi et à la loi seule ») ; sur le développement des activités du barreau et sur une réforme du fonctionnement du parquet dont le chef, le procureur général de l'URSS, a été limogé jeudi.

Des lois et des circulaires devront être abrogées, de nouvelles adoptées, et le principe général à respecter dans ce domaine législatif est que « tout est permis, sauf ce qui est interdit par la loi ».

Le rôle du parti

Consacrée au fonctionnement interne et au rôle du parti, la cinquième thèse propose en premier lieu de « restaurer pleinement la conception marxiste du centralisme démocratique » qui garantirait, est-il dit, la libre discussion politique jusqu'à l'adoption des décisions « par la majorité ». Les fonctions respectives du parti et de l'État devront, en deuxième lieu, être « précisément délimitées », ce qui implique que les comités du parti ne devraient plus adresser d'instructions directes aux organes de l'État et de l'économie, mais faire valoir leurs points de vue via les membres du parti appartenant à ces organes.

Cela semble relever de la simple nuance, mais l'objectif est néanmoins fondamental : empêcher des bureaucrates ignorants d'imposer, comme c'est aujourd'hui le cas, leur volonté aux gestionnaires, qu'ils soient membres ou non du parti. D'ici au prochain congrès, en 1991, l'appartenance au parti de chacun de ses membres devrait d'ailleurs être réexaminée à la lumière de « sa contribution à la cause de la « perestroïka », et des changements devraient parallèlement être introduits dans les procédures électorales dont « la véritable compétition, la large discussion des candidatures et le vote secret devraient devenir la norme ».

Le nombre des candidats devrait enfin « exister » le nombre de postes à pourvoir, et tous ces principes devraient s'appliquer du haut en bas de la hiérarchie — tout comme la limitation des mandats à laquelle il est toutefois prévu une entorse possible : si les trois quarts des électeurs concernés en sont d'accord, un troisième mandat peut être brigué. Cette règle ne pouvant être ni rétroactive ni adoptée avant le congrès de 1991, chaque responsable, y compris M. Gorbatchev, peut encore avoir devant soi douze ans, plus éventuellement cinq, ce qui est à peine plus cruel que la biologie.

Consacrée à la « pleine restauration du rôle et des pouvoirs des

Adoption du projet de loi sur les coopératives

Le Soviet suprême — le Parlement soviétique — a voté, le jeudi 26 mai, à l'unanimité et à main levée, comme il est de coutume, un projet de loi sur l'activité des coopératives, désormais placées sur un pied d'égalité avec les entreprises d'État.

Les députés soviétiques se sont tout de même permis de retarder de une journée le vote du projet de loi, qui aurait dû être adopté dès mardi. Plusieurs d'entre eux ont, en effet, réclamé l'examen d'amendements visant à atténuer certaines restrictions au développement du mouvement coopératif.

Le député Alexei Ponomarev, qui présidait une commission parlementaire chargée d'étudier ces amendements, a indiqué que les députés avaient surtout critiqué un décret fiscal promulgué le 1^{er} avril. Ce décret, qui institue un système d'imposition progressif des coopératives allant jusqu'à un taux d'imposition de 90 % des bénéfices, aurait eu pour effet de priver les coopératives les plus rentables d'une grande partie de leurs gains, supprimant ainsi la fonction d'incitation au profit.

Selon M. Ponomarev, le gouvernement a accepté de revoir le décret sur les intérêts de l'État ni sur ceux des coopératives.

Les critiques sont venues en particulier de députés d'Estonie, l'une des républiques baltes qui ont été jusqu'ici les plus innovatrices dans la promotion du secteur privé.

La nouvelle loi votée jeudi entrera en vigueur le 1^{er} juillet. Les coopératives n'ont connu jusqu'ici qu'un succès limité : seules neuf mille d'entre elles ont été créées en République de Russie, par exemple, employant cent sept mille personnes pour cent quarante-huit millions d'habitants. — (AFP, Reuters.)

● IRLANDE DU NORD : dix-sept inculpés pour le lynchage de deux soldats. — Deux nouveaux suspects ont été inculpés, jeudi 26 mai, à Belfast, dans le cadre de l'enquête sur le lynchage et l'assassinat de deux soldats britanniques lors des funérailles d'un militant de l'IRA, le 19 mars dernier. Ces deux inculpations portent sur dix-sept personnes appartenant à des milices de ce type, dont deux pour meurtre. Par ailleurs, un ancien commandant-adjoint de l'Ulster Volunteer Force (UVF), groupe para-

● TURQUIE : cinq militaires et deux rebelles tués au Kurdistan. — Deux militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et deux militaires turcs ont été tués dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 mai lors d'un accrochage dans la province de Bingöl, à l'est de la Turquie.

PARFUM
Panthère de Cartier
Paris

Les « associations informelles »

Particulièrement novatrice, la neuvième thèse appelle à encourager et non pas à détruire, à museler ou à noyer les organisations créées par l'initiative publique. Cette extension récente en fait tout ce qui n'a pas été créé par le parti-État, c'est-à-dire les Églises et les « associations informelles », qui se sont multipliées depuis trois ans. Les uns et les autres devraient avoir « un plus grand mot à dire dans le processus politique », pouvoir déposer des projets de loi, « envoyer des représentants dans les instances de l'État et être les partenaires du gouvernement dans le développement des programmes sociaux, la résolution des questions de logement, de santé, d'éducation... ».

En clair, il serait souhaitable que le monopole du parti, vigoureusement réaffirmé, n'exclue pas l'existence d'autres organisations représentatives et agissantes, bien sûr, « dans le cadre de la Constitution ».

Chaque thèse se réfère aux principes leninistes, pour bien marquer qu'il ne s'agit aucunement d'élir vers une démocratie parlementaire pluraliste. L'État de droit, qui est à fonder, serait en ce sens bel et bien « socialiste », et les thèses ne laissent aucun doute sur les difficultés qu'il y aura à créer cet hybride. « La « perestroïka », disent-elles, est un processus complexe, mais dans les difficultés et la lutte entre l'ancien et le nouveau, [car] les survivances de la mentalité conservatrice et bureaucratique se sont révélées tenaces, les adeptes des conceptions dogmatiques sont lents à céder, et des tentatives sont faites pour préserver les vieilles méthodes de gestion par le haut ».

Toutes les révolutions ne sont pas victorieuses, mais toutes sont très longues.

BERNARD GUETTA.

Offre fantastique
NEUBAUER
 Votre **205** berline (3 ou 5 portes) en livraison immédiate avec l'intérieur en CUIR c'est GRATUIT du 1^{er} au 30 juin



NEUBAUER
 227, hd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
 4, rue de Châteauneuf 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
 chaque mercredi (éditions datées jeudi)
 Renseignements : 45-55-91-82 - Poste 4138

10 HEURES : LE MINI-JOURNAL
L'ACTUALITÉ DU MONDE
 Toute l'actualité en direct sur minitel
ACTUALITÉ
36.15 LEMONDE

Europe

ESPAGNE : les élections régionales en Catalogne

Une région où les conservateurs coulent des jours heureux

BARCELONE de notre envoyé spécial

Il est au moins une région d'Espagne où les conservateurs coulent des jours heureux : la Catalogne. Tous les sondages indiquent, en effet, que le coalition nationaliste modérée Convergència i Unió, de ceinture droite, remportera à nouveau la majorité absolue lors des élections pour le Parlement autonome qui s'y dérouleront le dimanche 29 mai. Son secrétaire général, Jordi Pujol, se maintiendra donc, selon toute vraisemblance, à la tête de la Generalitat, le gouvernement autonome catalan entamant ainsi son troisième mandat consécutif, un record toutes catégories dans l'histoire de la jeune démocratie espagnole.

Le « pujoisme » serait-il donc invincible dans cette Catalogne, qui fut pourtant, traditionnellement, l'un des fiefs de la gauche ? Tout porte à le croire... tant qu'il s'agit, en tout cas, de voter pour la Generalitat. Car les Catalans semblent en proie à une étrange « schizophrénie électorale », comme la qualifie le directeur d'un journal de Barcelone : lorsqu'il s'agit de voter pour le Parlement de Madrid, c'est aux socialistes qu'ils accordent la majorité de leurs voix. Mais lorsqu'il s'agit d'élire leur propre Parlement autonome, M. Pujol, alors, n'a guère de rival.

La clef du mystère est pourtant simple. C'est son principal rival, le candidat socialiste Raimon Obiols, qui la livre : « Jordi Pujol a réussi à personifier, aux yeux des électeurs, l'image de la Catalogne. Voter catalan, en un mot, c'est voter pour lui. »

Rien d'étonnant si, dans ces conditions, sa base électorale dépasse amplement, lors des consultations régionales, le cadre de ce nationalisme modérément conservateur qu'il incarne. Il compte également de solides appuis au sein de l'électorat catalan de gauche, qui, lui aussi, se veut nationaliste et n'est donc pas mécontent de voir à la tête de la Generalitat le candidat le plus « catalaniste » de tous. Il fait en

outre, pour de toutes autres raisons, le plein du « vote utile » au sein de la droite, qui voit en lui un rempart contre le socialisme. Il tire profit, enfin, de l'excellente conjoncture économique que connaît aujourd'hui la Catalogne.

M. Pujol, pourtant, affecte la modestie. « Ce que j'essaie simplement de faire, c'est d'offrir aux Catalans une espèce de cadre commun, où chacun peut se sentir chez lui, nous affirme-t-il. Notre nationalisme prétend être celui de l'intégration, et non de l'exclusion. Dans mes meetings, pour expliquer notre philosophie, j'ai coutume de comparer la Catalogne avec la place d'un village où les habitants se rassemblent le soir venu pour discuter tous ensemble : tous ont des idées différentes, mais chacun sait qu'il pourra les défendre sans être exclu de la place. »

Un style populiste

Conscient de son avantage, M. Pujol a fait une campagne tranquille, prêchant, avec des accents méditerranéens, les vertus du rassemblement. Son style populiste, en outre, a fait à nouveau merveille. Il fallait par exemple le voir, l'autre soir, à La Mina, l'un des quartiers les plus misérables de Barcelone, où s'est progressivement agglomérée, en alluvions successives, toute la population venue des bidonvilles des alentours : immigrés d'autres régions du pays pour la plupart, gitans dans leur majorité. Un public particulièrement difficile, donc, pour un nationaliste catalan. « Je connais votre détresse, mais j'aurais honte de vous faire des promesses à la veille des élections, comme tant d'autres, se contente de dire M. Pujol à la tribune. Je vous propose donc un marché : je reviendrai après, en juin, et nous parlerons de ce dont vous avez besoin. » Le public applaudit à tout rompre, la partie est gagnée : les gitans, eux aussi, voteront pour Convergència i Unió.

Face à la « force tranquille » pujoïenne, les socialistes catalans,

de leur côté, font une campagne davantage teintée d'idéologie. « Le véritable choix, c'est entre une Generalitat de droite ou une Generalitat de gauche », assure dans ses meetings M. Obiols, qui accuse M. Pujol de pratiquer le clientélisme au sein de l'administration autonome, et de favoriser, en matière de répartition des ressources, les maires dominés par son parti aux dépens de celles gérées par la gauche. « La situation du gouvernement catalan est de plus en plus comique, tempère M. Obiols, c'est lui qui dépense, mais c'est le gouvernement socialiste de Madrid qui récolte les impôts. C'est Pujol qui a le beau rôle, et nous le mauvais. » Un argument de poids, si l'on songe que le budget annuel de la Generalitat atteint aujourd'hui quelque 700 milliards de pesetas (35 milliards de francs).

Quant aux autres formations, elles semblent condamnées au rôle de comparses : seuls les communistes (dont la Catalogne fut longtemps l'un des fiefs) pourraient enregistrer une poussée sensible : pour la première fois depuis le début de leur interminable crise, ils se présentent, en effet, unis devant les électeurs. Quant aux nationalistes de gauche de la formation Esquerra republicana, laminée par le « pujoisme », ils ne jouent plus guère, désormais, qu'un rôle marginal.

À droite et au centre, tant l'Alliance populaire que le Centre démocratique et social de M. Adolfo Suarez demandent aux électeurs de voter en fonction de considérations « nationales » et non pas seulement régionales : il s'agit, affirment-ils, de franchir en Catalogne le premier pas vers l'éviction des socialistes du pouvoir à Madrid. Un langage qui restreint peu d'écarts dans cette région, où l'on n'aime guère servir de « laboratoire » de la politique nationale : lorsqu'il s'agit de choisir le président de la Generalitat, les Catalans ne se préoccupent guère de ce qui se passe à Madrid. Sans doute est-ce là, d'ailleurs, l'une des principales raisons du succès de M. Pujol.

THÉRIER MALINIAK.

SUISSE : malgré l'augmentation du nombre des immigrés

Les mouvements xénophobes sont en perte de vitesse

BERNE de notre correspondant

La population étrangère est à nouveau en légère progression en Suisse : selon les derniers chiffres publiés par l'Office fédéral des étrangers, le nombre d'immigrés s'élevait à 986 491 personnes à la fin du mois d'avril - 2,5 % de plus qu'un an plus tôt - soit, pour une population de 16,6 millions d'habitants, une proportion de 15,1 %.

Ces statistiques ne tiennent compte ni des fonctionnaires internationaux ni des saisonniers, ni des demandeurs d'asile. On compte en outre 138 292 frontaliers (en augmentation de 10,3 %). D'une année à l'autre, la population étrangère active s'est accrue de 3,5 % pour atteindre 592 202 personnes.

A court de main-d'œuvre

Alors que le nombre d'étrangers s'était élevé jusqu'à 16 % au début des années 70, les autorités helvétiques avaient été amenées à prendre des mesures de stabilisation sous les pressions conjuguées de la récession économique et des milieux xénophobes.

Aujourd'hui, la situation est sensiblement différente. Avec un taux de chômage inférieur à 1 %, la Suisse est plutôt à court de main-d'œuvre. Conséquence de cette évolution : les partis xénophobes sont en perte de vitesse et leur croisade contre la « surpopulation étrangère » ne semble plus guère faire recette du moins pour l'instant.

J.-C. B.

RÉSULTATS (suite)

GRAND CONCOURS

LE MONDE DU VIN



avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA



DU 98^e AU 500^e PRIX

Douze bouteilles de grands vins de France AOC

Eve ADAM, 75 Paris • Karen AGOU, 75 Paris • Victor AMBROGI, 33 Bruges • Sylvie ABOINE, 50 Cherbourg • Frédéric ANKOLABEHÈRE, 75 Paris • Guy ARBON, 94 Villejuif • Bernard ARNOULD, 93 Montreuil • Alain ASPECT, 91 Gif/Yvette • Jacqueline ASSAËL, 75 Paris • Sybille ATCHOUËL, 78 Méry • Béatrice AUDREN, 75 Paris • Gérard AYMERIC, 71 Le Croisot • Marcelle AYMERIC, 12 Aubin • Isabelle BACHELARD, 75 Paris • Claire BAJARD, 75 Paris • Jacques BALLERY, 18 Bouges • Bernard BARBIER, 77 Avon • Josette BARBIER, 91 Ste-Geneviève-des-Bois • Mario BARBOSA, 14 Livarot • Jacques BARET, 93 Cagny • Michel BARET, 75 Paris • Louis BARRET, 91 Boulogny/Essoonne • Jean-Philippe BARTHET, 33 Bordeaux • Alain BEAUFREY, 08 Triz-les-Mézières • Paulette BELAUD, 21 Besançon • Maurice BELARD, 59 Mons-en-Barœul • Gérard BENOTTI, 75 Paris • Pierre BERNADAC, 54 Ludres • André BERNAL, 95 Gonesse • Roger BERNARD, 41 La Chaussée-St-Victor • Suzanne BERNARD, 27 Evreux • Jacques BERTHET, 69 Villefranche • Alain BESNARD, 41 Les Monnaies • Sophie BETHENOD, 92 Antony • Jean-Pierre BETTON, 14 Livarot • M. BEWIG, 78 Rambouillet • Marcel BILLA, 60 Maignelay • Patricia BINET, 13 Marignane • Patrick BINET, 13 Marignane • Jean BIRCK, 57 Metz • Philippe BONDANO, 38 Grenoble • Thierry BONIFACE, 91 Chilly-Mazarin • Hélène BONNAMY, 94 Arcueil • Suzanne BONNAMY, 36 Châteauneuf • Jean-Marc BONNEFOY, 71 Chagny • Michel BONNEFOY, 69 Lyon • Serge BONNEFOY, 38 Brignaud • Alain BONNET, 75 Paris • Marcel BONTEMPS, 78 Le Perray-en-Yvelines • Patrice BOSQ, 94 Juvy/Seine • Geneviève BOUCHE, 56 Pontivy • J.-M. BOUTET, 72 La Mlesse • BOUYET, 72 Le Mans • Christian BRASSEUR, 54 Nancy • Jacqueline BREMONT, 93 Rosny • Colette BRIGANT, 75 Paris • Jean-Louis BRÔ, 41 Blois • BRUNY, 13 La Clotat • Jean-Emmanuel BRUYNE, 75 Paris • Madeleine BUDIN, 71 Chalons/Seine • Paulette BULCOURT, 06 Nice • Daniel BURIN, 76 Sotteville • Bernard BURTSCHY, 75 Paris • Alain BUSATO, 91 Morsang/Orge • Eugène CALVEZ, 29 Brest • GAQUET, 75 Paris • Abel CARNOT, 29 Scàër • Michel CARRE, 75 Paris • Joël CAUSSE, 12 Villefranche-de-Rouergue • Claude CHARLARD, 78 Montigny-le-Bretonneux • Philippe CHALOT, 31 Lacroix-Falgarde • René CHALET, 60 Lamorlaye • Emile CHAMBRIER, 38 Fontaine • Jean-Louis CHAMPEAUX, 92 Colombes • Pascal CHANTON, 92 Clamart • Alain CHARPENTIER, 91 Arpajon • Joséphine CHASTANG, 78 Rambouillet • Françoise CHAUVAUT, 75 Paris • Elisabeth CHAVATTE, 08 Charleville-Mézières • Etienne CHAZAL, 75 Paris • Jean-Pierre CHAZAL, 75 Paris • Monique CHAZAL, 75 Paris • René CHAZAL, 94 Arcueil • Catherine CHILIN, 95 Vétheuil • Jean-Rémy CLAUSSE, 75 Paris • Joël COCHE, 56 Guidel •

J.-C. COINTEPAS, 75 Paris • Robert COINTEPAS, 75 Paris • Jeannine COQUIAND, 98 Sassenage • Claude CONQUET, 46 Cahors • Muriel CONSTANT, 75 Paris • Jacky CORBONNOIS, 92 Rueil-Malmaison • Corinne COUDERT, 68 Courmayeur • A. COUPÈRE, 75 Paris • Michèle COUTIN, 92 Sceaux • Roland COUTOULY, 91 Palaiseau • Pierre COMBRUDDIE, 1640 Rhode-St-Genese (Belgique) • Véronique CROIZET, 69 Lyon • Lucien CRUZ, 94 Le Cers • Raphaël CLARTERO, 78 Andrézy • Bernard DAHAN, 78 Veillottes • Franck DANVY, 13 Marseille • Eric DANDRIEUX, 75 Paris • Gilbert DANION, 22 Rostrenet • Martine DESBERRE, 92 Puteaux • Patrick DECHART, 75 Paris • Robert DECOURT, 75 Paris • Roger DEGAS, 33 Bordeaux • Denise DEMAIN, 16 Rufres • Guy DEMICHEL, 92 Orsay • Sylvie DEPAUW, 92 Meudon • Christophe DERAMBURE, 50 Commenegies • Gilbert DERAMBURE, 59 St-Sauve • Louis DE ROSSI, 94 Montpon • Marie-Thérèse DESBORDES, 56 Quetzentert • Penny DESBORDES, 94 Fontenay-sous-Bois • Alain DESCHAMPS, 33 Bordeaux • Anne DESCHAMPS, 93 Episy • M. DESCHAMPS, 75 Paris • Alain DESROQUES, 95 Eaubonne • Gérard DESVAUX, 75 Paris • Ronald DEJUBONNE, 1180 Bruxelles (Belgique) • Jean-Claude DIQUELOU, 29 Quimper • Georges DOUGER, 50 La Haye-Pesset • Michel DOUGER, 78 Epone • Robert DOUTEAU, 16 Le Gond-Pontouvre • Francis GRAM, 78 Le Perray-en-Yvelines • J.-C. DUBOIS, 41 Blois • Maryvonne DUBOIS, 41 St-Amand-Longpré • Marie-Alice DUCHET, 45 St-Denis-de-l'Hôtel • Constant DUFOUR, 59 Warechain-sous-Denan • François DUMONTEIL, 30 Ales • Maurice DUMONTEIL, 95 Argenteuil • Christian DUMUR, 75 Paris • Jeanne DUPRE, 59 St-Sauve • Jean-Louis DUPONT, 56 Lanester • Lysiane DUPONT, 50 Equeurdreville • Pierre DUPONT, 50 Cherbourg • Gérard DUPRE, 92 Boulogne-Billancourt • Michel DUPUY, 94 Nogent/Seine • Jean DUPAT, 93 Sevran • Michel DUTAT, 93 La Courneuve • Louis DUVAL, ARNOULD, 00186 Rome (Italie) • Monique DUVERNOY, 93 Rosny-sous-Bois • Charles ENGELMANN, 92120 Montreuil • Françoise ESTIENNE, 60 Hermès • Michel ESTIQ, 38 Chartres • Roland FABY, 50 Heugneville/Sienne • Gustave FARENC, 92 Meudon • Jean FAYE, 75 Paris • Claudine FAYRE, 78 Neauphle-le-Château • Alain FAYE, 78 Andrézy • Jacqueline FAYE, 78 Tril/Seine • Maria FERNANDES, 92 Rueil-Malmaison • Janine FONTAINE, 75 Paris • Raymond FONTAINE, 78 Andrézy • Bernard FOUCHER, 45 Orléans • Monique FOUCHER, 75 Paris • Didier FOUNTENTRAUX, 93 Montreuil • Edouard FOURMOIS, 1160 Bruxelles (Belgique) • Jacques FOURNIER, 78 Maisons-Laffitte • Pierre FRADIM, 89 Orléans • Jacques FRANCHI, 75 Paris • Fa FRAULLI, 75 Paris • René FREMIN, 94 Fontenay-sous-Bois • Claude GABARD, 78 Sonchamp • Régine GAC, 77 Lieusaint • Jean GANIAGE, 75 Paris • Monique GANIAGE, 75 Paris • Jean-Michel GARNIER, 90 Valdoie • Raymond GARNIER, 35 Noyat-sur-Vilaine • Jean-Marc GATTERON, 57 As/Moselle • Madeleine GAUDINOT, 77 Thorigny-Marne • Monique GAUDINOT, Lagny-Marne • Gilles GUCCA, 13 La Clotat • Régine GAUTHIER, 61 Vincennes • Louis GAYBAUD, 15 St-Flour • Michel GELINEAU, 72 Arnaux • Jean-Jacques GHOUSSE, 75 Paris • Denise GICCOLINI, 74 Arnaux-le-Vieux • Marie-France GILBERT, 89 Auxerre • Françoise GIRON, 75 Paris • Françoise GRUCHET, 75 Paris • Annie GRUOT, 75 Paris • Pierre GOUSSEAU, 17 Royan • Geneviève GOUSSET, 95 Taverny • Jean-Claude GOUY, 77 Champs-Marne • Françoise GOYARD, 18 Vierzon • Marie-France GUEDI, 75 Paris • Louis GUEDI GUERLINZE, 51 Reims • Mayline GUERLINZE, 51 Reims • Claude GUBON, 75 Paris • GUIDERDONI, 89 Auxerre • Jean-Yves GUIGUEN, 29 Comay • Mireille GUILLET, 41 Blois • Dominique GUILLOIS, 29 Brest • François-Xavier GUITTER, 61 Fiers • Claude GUITTIN, 75 Paris • Jean GUITTIN, 75 Paris • Pierre GUITTIN, 91 Balançourt • Bruno GUYOT, 91 Ste-Geneviève-des-Bois • Jean-Frédéric HANSENS, 1050 Bruxelles (Belgique) • Catherine HAUDOIN, 69 Lyon • Anne-Marie HAUDOIN, 38 Grenoble • Simone HEILBRONN, 75 Paris • Christian HENRY, 91 Yerres • Raymond HERTWIG, 30 Langlade • Ellette HERVOIN, 12 Aubin • Yannick HERVOIN, 12 Aubin • Ursula HIBNER, 75 Paris • Eric HOLTOF, 72 Le Mans • Yolande HOSPICE, 13 Cassis • Bernard HOZE, 94 Maisons-Alfort • Gilles HYBERT, 92 St-Cloud • Martine HUGOT, 10 St-André-les-Vergers • Anissa IGHIL, 92 Asnières • Marie IGHIL, 93 Rosny-sous-Bois • Françoise ILCKINKAS, 75 Paris • Micheline JAUNAUX, 92 Vannes • Alice JEAN, 60 St-Just-en-Chaussée • Mathilde JEAN, 75 Paris • Dominique JEAN, 75 Paris • François JEHL, 75 Paris • André JOLY, 75 Paris • Hervé JOLY, 92 Rueil-Malmaison • Michel JOLY, 80 Cayeux/Mer • Louis JOURDAN, 38 Montaleau • Raymond JULES, 33 Le Hallain • Maxime JULIAN GAUFRES, 75 Paris • Frédéric KASPROVIC, 01 Serrières-Daniard • Rozenn KERREST, 75 Paris • Serge KIBLER, 77 Avon • Paul-Joseph KRISER, 75 Paris • Colette LABRIE, 33 St-Seurin/Isle • Denis LACOSTE, 31 Toulouse • LAFFORQUE, 09 Foix • Josiane LAIGO, 56 Ploemeur • Christophe LALO, 95 Le Plessis-Bouchard • Irène DE LAMOTTE, 75 Paris • Anna LAPLACE, 78 Le Perray-en-Yvelines • Anne-Caroline LASCoux, 75 Paris • Gérard LECOMTE, 75 Paris • Rémi LEDOUX, 94 St-Maur • Michel LE GALL, 75 Paris • R. LEJEUNE, 38 Echirolles • Mariette LEPLAT, 83 Toulon • Christine LELEUX, 10 St-Benoît/Luc • Jean LEPUSANT, 75 Paris • LE NAOUR, 29 Brest • LE PAGE, 41 La Chapelle-Vendômoise.

Demain, suite du classement du 98^e au 500^e prix et du 501^e au 600^e prix

سكزانت الاصل

Asie

AFGHANISTAN

M. Hassan Sharq a été nommé premier ministre

L'explosion d'un important dépôt de munitions de l'armée afghane, le dimanche 22 mai à Hérat, au nord-ouest du pays, aurait fait plusieurs centaines de morts et de blessés, selon un communiqué du mouvement Joundal-Islami, publié le jeudi 26 mai à Peshawar. Ce communiqué indique que l'attentat a détruit la totalité des armes et munitions stockées dans le dépôt du 11^e régiment de la division de Hérat, y compris des dizaines de chars et de blindés.

NEW-DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

La nomination du docteur Hassan Sharq au poste de premier ministre du gouvernement afghan était attendue depuis plusieurs semaines. Il y a une quinzaine de jours, à Kaboul, nous avions évoqué avec lui cette éventualité. Le docteur Sharq, bien sûr, avait répondu qu'il n'était pas au courant de ces « rumeurs de Kaboul » et qu'« on » ne lui avait rien dit (Le Monde du 14 mai). Puis il avait insisté sur un point à ses

yeux essentiels : « Je ne suis pas membre du parti » (le PDPA, le parti communiste au pouvoir). Cette spécificité est l'une des raisons expliquant la promotion de celui qui cumulait jusqu'à présent les fonctions de vice-premier ministre et de ministre des réfugiés. M. Sharq a en effet le profil idéal pour tenter de rendre un peu plus crédible la politique de « réconciliation nationale », c'est-à-dire d'ouverture en direction des partis et des commandants de la résistance, qui est devenue le thème central (à défaut de résultats très probants) des discours du président Najibullah. M. Sharq remplace M. Sultan Ali Kochmand, à qui échoit le titre de secrétaire du comité central du PDPA. M. Kochmand, réputé pro-soviétique, et qui, comme le président Najibullah, est de tendance parochamni (l'une des deux factions rivales du parti, avec le Khalq) est déjà membre du bureau politique du PDPA.

Ancien chef de cabinet du prince Daoud (alors premier ministre du roi Zahir Chah) de 1953 à 1963, puis vice-premier ministre de Daoud devenu chef de l'Etat (1973-1977), M. Hassan Sharq a été successivement ambassadeur au Japon puis en Inde (1980-1986).

Resté à l'écart des luttes internes du PDPA, le nouveau premier ministre, comme l'a montré sa carrière, est capable d'une grande faculté d'adaptation, mais aussi de dialogue, deux qualités qui vont être particulièrement importantes dans les mois à venir. Devant le défi que représente pour la survie de son régime le départ des troupes soviétiques, le président Najibullah a besoin d'une cohésion sans faille dans son propre camp. Or, jusqu'à présent, celle-ci n'existait pas, chacun sachant à Kaboul que le ministre de l'Intérieur et chef de la tendance Khalq du PDPA, le général Gulabzoi, ambitionne de remplacer le président « Najib ». Celui-ci a tiré les leçons du rapport des forces politico-militaires : l'armée et la lésardoy, la police militaire, sont majoritairement contrôlés par le Khalq, c'est-à-dire par le général Gulabzoi.

Pour rester au pouvoir, le chef de l'Etat doit donc composer avec son principal rival, il essaie de se créer un quelque sorte une « nouvelle majorité » au sein du PDPA, même si celle-ci n'est que de circonstance. Depuis un mois, plusieurs dizaines de militants du Khalq ont été libérés de prison, alors que bon nombre de

parochamis restent incarcérés. Ces « petits gestes », et surtout le remplacement au poste de premier ministre d'un parochami par une personnalité « ocuménique », sont destinés à se concilier les bonnes grâces des chefs de l'armée (quarante-huit officiers supérieurs ont été nommés généraux à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution, le mois dernier).

Cette redistribution des cartes au sein du PC afghan ne semble pas avoir de conséquences sur les liens avec le « parti frère » soviétique. D'autant que Moscou souhaite également qu'un régime acceptable, sinon par tous, du moins par le plus grand nombre, soit mis en place à Kaboul. Entre parochamis et Khalq, les divergences se sont en outre beaucoup atténuées ces dernières années. Comme nous l'expliquions récemment un intellectuel afghan, « la tradition afghane et les appétits de pouvoir des uns et des autres l'emportent toujours sur les convictions idéologiques ». « Et puis, aujourd'hui, ajoutait-il, beaucoup de cadres du parti pensent à l'avenir et au moyen, si cela tourne mal, de sauver leur peau ».

LAURENT ZECCHINI

La libération d'Alain Guillo serait imminente

L'Humanité du vendredi 27 mai a confirmé les informations faisant état de la libération prochaine du photographe français Alain Guillo, détenu par le régime de Kaboul. Le Monde était informé des négociations en cours entre Kaboul et Paris, mais n'en avait pas fait état jusqu'à présent, afin de ne pas gêner le déroulement. Jeudi en début d'après-midi, l'envoyé spécial dans la capitale afghane du quotidien communiste, Francis Créteux, a été courvoisé par un « proche collaborateur du président Najibullah » qui lui a déclaré : « Nous venons de décider la libération de votre concitoyen Alain Guillo, condamné pour atteinte à la sécurité de l'Etat et franchissement illégal de nos frontières. Je tiens à vous préciser que l'intervention de Georges Marchais et le dernier message du directeur de votre journal, Roland Leroy, ont joué un rôle déterminant dans la prise de notre décision. Ce responsable afghan précisait qu'Alain Guillo serait libéré « dans deux ou trois jours ».

NEW DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

M. Gilbert Péro, secrétaire général du Quai d'Orsay, est arrivé le jeudi 26 mai à Kaboul, porteur d'un message de M. Mitterrand au président afghan, M. Najibullah. Cette visite, dont l'objet est d'obtenir la libération du photographe français Alain Guillo, détenu depuis le 12 septembre 1987, est à rapprocher des propos relativement conciliants tenus récemment par le chef de l'Etat afghan. Le 14 mai, à l'occasion d'une conférence de presse à Kaboul, M. Najibullah, interrogé sur son attitude si une demande de grâce pour Alain Guillo lui était présentée par le président de la République française, avait répondu qu'il était prêt à examiner celle-ci avec « bienveillance » (Le Monde du 17 mai).

M. Najibullah envoyait ainsi un « signal » à Paris, et les autorités françaises ont apparemment décidé de saisir la balle au bond. Les dirigeants afghans — et, selon des informations recueillies à Kaboul, plus encore les autorités soviétiques, en cette période de glasnost — ne souhaitent pas qu'Alain Guillo purge ses dix ans de prison. Leur souci était de « faire un exemple » pour éviter que d'autres « journalistes » entrèrent en Afghanistan avec les mouvements de la résistance. Mais ni la condamnation de Jacques Aboucher ni celles d'Alain Guillo et de Fausto Bilocalvo (le journaliste italien condamné en février 1988 à sept ans de prison et détenu avec Alain Guillo), n'ont été vraiment dissuasives.

Le gouvernement du président Najibullah est par ailleurs soucieux, au moment où s'amorce le départ des troupes soviétiques et où le maître mot de la politique gouvernementale est la « réconciliation nationale », d'acquiescer une reconnaissance internationale, que la France, comme la plupart des pays occidentaux, n'a jamais accepté de lui accorder.

Paris, comme les autres capitales de la Communauté européenne, souffrent — mais sans ostentation — le combat des moudjahidins. Cette position n'a pas changé bien que, à tort ou à raison, le président Najibullah puisse tenter de se servir de la présence à Kaboul du secrétaire général du Quai d'Orsay (le plus haut représentant du gouvernement français à se rendre dans la capitale afghane depuis la « révolution » de 1978) et aussi de la lettre que lui a adressée M. Mitterrand pour prétendre à une certaine « légitimité ».

Une « parodie » de procès

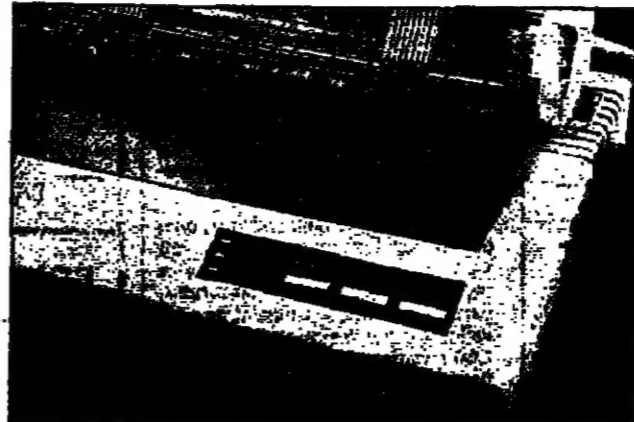
Dans l'immédiat, l'important est la libération d'Alain Guillo. Celui-ci est emprisonné à Pul-i-Charki, au centre-ouest de la capitale, dans une cellule où sont enfermés plusieurs milliers de prisonniers, notamment des « politiques ». Le 15 mai, en compagnie de quelques confrères français et italiens, nous avions rencontré Alain Guillo (Le Monde du 17 mai). Si son apparence physique était celle d'un homme affaibli, sa détermination et son moral semblaient apparemment intacts. Photographe et journaliste indépendant, il travaillait pour plusieurs agences, notamment l'agence Sygma. Arrêté aux environs de Daoudabad, près de Maymana, dans le nord de l'Afghanistan, à la suite de la trahison d'un « petit commandant local de la résistance », Alain Guillo est un habitué des reportages dangereux. Avant son arrestation, il s'était rendu une dizaine de fois en Afghanistan dans les mêmes conditions.

Après trois mois d'interrogatoires d'aveuglement, il avait pu rencontrer un chargé d'affaires français à Kaboul, M. Christian Lambert, dont les visites, devenues par la suite hebdomadaires, contribuaient à atténuer les conditions de détention extrêmement dures. Le 4 janvier dernier, Alain Guillo avait été condamné à

dix ans de prison par le tribunal révolutionnaire pour « activités subversives et espionnage pour le compte de puissances occidentales ». En prison, l'intéressé nous avait parlé de cette « parodie » de procès. Il se considérait comme « un journaliste arrêté dans le cadre de son travail » et aussi comme un « otage ».

LAURENT ZECCHINI

Montre en main, citez le fabricant de l'imprimante qui affiche la plus forte progression des ventes en France.



Europe

Conservateurs

heureux

Les mouvements xénophobes sont en perte de vitesse

URS

Politique

La préparation des élections législatives

A Longjumeau, M. Barre dans un théâtre d'ombres

Echappé pour une soirée de sa campagne lyonnaise, M. Raymond Barre était, le jeudi 26 mai, à Longjumeau pour soutenir son directeur de cabinet, M. Pierre-André Wiltzer, candidat de l'URC dans la quatrième circonscription de l'Essonne.

L'ancien premier ministre ne s'était plus produit à une tribune depuis le grand meeting communiste de Bercy avec M. Jacques Chirac, le 29 avril dernier, entre les deux tours de l'élection présidentielle. Ce meeting d'entretenir la dernière flamme de l'illusion. A peine un mois après, le rendez-vous barriste de Longjumeau paraissait se produire à des années-lumière. Plus de deux heures, plus de foule : à peine trois cents personnes dispersées dans un théâtre d'ombres.

La droite semblait soudainement être revenue au temps du cinéma muet, réfugiée déjà frileusement dans une opposition des catacombes. Sur ce bateau touchant le fond, le capitaine Barre tente aujourd'hui de ramer comme il peut, ce qui, avant tout, consiste pour lui à se faire comprendre par une opinion quelque peu désemparée par ses prises de position depuis le 8 mai.

L'ancien premier ministre a donc remis son ouvrage sur le métier. Oui, « il était normal » que le président de la République dissolve l'Assemblée nationale, surtout « après la période d'incohérence que nous avons vécue pendant deux ans (...). Sous la 1^{re} République le principe est la cohérence entre la majorité parlementaire, le président de la République et le premier ministre. Je préfère que la France soit gouvernée plutôt qu'elle reste dans cette espèce de confusionnisme ou des gens qui ne pensent pas la même chose se mettent ensemble pour ne rien faire ».

Fin des guerres de religion

Un raisonnement qui, pour répondre aux « propos prompts, légers et stupides » des commentateurs, ne peut être en rien assimilé, selon lui, à un appel à voter socialiste.

M. Barre a ensuite répété que la politique d'ouverture de M. Mitterrand « ne devait pas être jugée au niveau des paroles mais au niveau des actes ». S'il estime que le gouvernement Rocard a les allures « d'un

gag temporaire », il ne souhaite pas pour autant que l'opposition se réfugie « dans une attitude frileuse et fermée ». Entre l'« opposition irrédicible » et une ouverture qui ne serait que de la « complaisance », il y a, selon lui, comme aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, place « pour une attitude bipartite sur certains sujets d'intérêt national », afin que la France en finisse avec les « guerres de religion » et les « attitudes systématiques ». M. Barre a déploré la polémique qui s'est récemment engagée entre M. Rocard et le gouvernement précédent sur les chiffres et le traitement du chômage.

Education, emploi, défense, sur ces priorités l'ancien premier ministre juge que majorité et opposition peuvent se retrouver. Évoquant plus particulièrement la situation en Nouvelle-Calédonie, il a insisté sur la nécessité d'une « politique de développement économique, social et humain au profit de toutes les communautés », en souhaitant toutefois que le vote « de l'immense majorité de la population qui a souhaité le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France soit respecté ».

Enfin, M. Barre s'est employé à corriger les impressions de pessimisme que certains avaient retenues de ses dernières déclarations. Une correction quand même toute en nuances. Il ne croit pas à un « ras-de-marée socialiste », provoquant « une hécatombe et un holocauste » pour la droite. « Les ras-de-marée, a-t-il dit, sont souvent liés au temps des illusions et des rêves ». Bref, il y a peu de chances, selon lui, que 1988 ressemble à 1981. Pour autant, a-t-il repris, « je ne vous dirai pas que nous pouvons gagner les législatives » comme cela fut aussi fait en 1981 par les promoteurs de l'Union pour la nouvelle majorité (UNM) ou plutôt, a-t-il plaisanté, « union pour la nouvelle minorité ». Son vote est d'avis à l'Assemblée nationale « une opposition forte, capable d'affirmer sa présence pour que l'on ne puisse pas l'ignorer. Au lieu de nous démolir, a-t-il conclu, je souhaite que les résultats que nous obtiendrons montrent une force puissante qui ne laissera pas faire l'importer quel ». Avant de proposer ce slogan, comme on le verra, entre un optimisme minimum ou un pessimisme débridé.

DANIEL CARTON.

Marseille, cible du Front national

Des universitaires et des scientifiques marseillais ont lancé, le jeudi 26 mai, un appel contre la candidature de M. Le Pen dans la huitième circonscription des Bouches-du-Rhône. « Il ne peut pas y avoir d'histoire d'amour entre Marseille et Jean-Marie Le Pen (...). Il n'amènerait à Marseille que la violence et la haine. Il voudrait notre ville à un isolement mortel en France comme en Europe », écrivent-ils.

Toujours en lutte contre l'institut de sondages BVA, qui le donne largement battu dans la circonscription qu'il a choisie (le Monde du 27 mai), M. Le Pen a parié 100 000 francs avec le directeur de cet institut, qu'il lui versera s'il est vaincu. M. Michel Pazet a relevé le défi. « Bien, volontiers ! » a-t-il dit, vendredi, à Europe 1.

Une place pour 89

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Yves Montand tourne en ce moment à Marseille, cité de son enfance, une comédie musicale intitulée *Trois places pour le 26*. Tranquillement, au gré des prises de vues, la ville regarde se fabriquer sous ses yeux une vision de ce qu'elle fut quand les colonies, la prospérité maritime, les ports imaginaires d'une autre immigration et une sauterelle méditerranéenne à couper au couteau, la faisaient palpiter à un rythme aujourd'hui révolu.

Pendant ce temps-là, la plupart des quelques quarante-cinq candidats, aux huit sièges marseillais de députés, courent les quartiers et, d'espérances en réunions, tissent leur toile ou en vérifient la solidité. Bernard Tapie ne cesse de traquer Jean-Marie Le Pen de « dégoûté » car ce dernier ne veut pas le rencontrer. Jean-Marie Le Pen a, en termes assez fleuris, autant à son service « à « dégoûté », beaucoup et de dents.

Le tout sur fond de vague terror ou d'inquiétude diversement formulées de voir cette ville qui aime l'école en commettre un de trop et laisser le patron du Front national s'installer dans ses murs. L'angoisse et le dégoût de tous ceux qui, ici, ont parié si fort pour Jean-Marie Le Pen se retournent maintenant contre son principal bénéficiaire. Jusqu'à quel point ?

Marseille ne s'en tient pas là. Elle se fait un autre cinéma, vu des fois mois, le scapula de Michel Pazet tracer l'histoire fatale : l'actuel maire de Marseille ajoute probablement son nom à la longue liste des échecs de la politique marseillaise. Pitoyable lever de rideau de ces législatives : l'annonce surprise d'une possible candidature contre Jean-Marie Le Pen et le retrait immédiat de cette hypothèse, n'ont pas arrangé la cause de ce maire qui rêve de l'être encore en 1989.

Douze mille fonctionnaires

Pour prévenir toute autre velléité, Michel Pazet a immédiatement contre-attaqué et entend obtenir avant l'été une investiture de la future tête de liste socialiste marseillaise qui, sauf malheur phocéan, lui est acquise. Car il tient solidement en main le PS local, directement ou par homme lige inaperçu, tandis que le PS, dont la surpuissance, largement fictive, puisait surtout aux sources d'un clientélisme des plus traditionnels (le maire emploie douze mille fonctionnaires municipaux) pèse lourd dans le vote de toute décision nationale importante du parti. Ce qui explique la discrète ostentation et quelquefois l'insolite déférence dont Lionel Jospin, Laurent Fabius ou Michel Rocard ont, en des circonstances différentes, fait preuve à l'égard de l'exceptionnelle fédération des Bouches-du-Rhône.

Mais pour obtenir l'unique et fameuse place de 1989, Michel Pazet est tributaire de bien d'autres séquelles qui se jouent en ce moment même. Si Jean-Marie Le Pen et l'outsider local du Front national, Pascal Arrighi, sont tous les deux sortis du circuit marseillais lors de ces législatives, le mensage direct du Front, propice aux combinaisons variées d'un autre Front, républicain celui-là sera écarté.

Le patron du PS, sûr pour ce qui le concerne d'être député et qui a même failli être ministre dans le premier gouvernement Rocard, ne sera pas en peine de faire voter en dehors une éventuelle et ultime velléité de Robert Vigoroux : une liste dissidente. Le maire de Marseille se contente pour l'instant de trouver « inacceptable » l'accélération voulue par Michel Pazet, ses amis et ceux qui sont bien contraints de composer avec lui. Enfin, ce de-

MICHEL KAJMAN.

Chez les socialistes : variations sur l'ouverture

« L'ouverture reste à l'ordre du jour, quelle que soit la solidité de ses fondements », a déclaré, le jeudi 26 mai sur le perron de l'Hôtel Matignon, M. Michel Rocard, qui venait de s'entretenir avec M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière.

Certes, a rappelé le premier ministre, « on ne peut ouvrir une majorité que si elle existe ». « Même en son sein », a-t-il poursuivi, il faut être sûr de soi et très conscient de sa force pour pouvoir jouer un jeu ouvert ».

Pour M. Rocard, cette ouverture doit se réaliser non seulement « dans la gestion des personnels de la fonction publique, dans la négociation sociale et dans le respect de l'autre », mais « également dans le travail législatif en acceptant des amendements de l'opposition qui, pour être l'opposition, peut avoir le sens de l'Etat ».

Interrogé, le même jour, par le Club de la presse d'Europe 1, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, a lui aussi, pris « un esprit d'ouverture généralisé dans les méthodes », à l'égard de l'opposition, mais également « vis-à-vis de ceux qui veulent rejoindre la majorité parlementaire ». « Je ne leur propose pas de venir à Paris », a-t-il dit, « mais M. Mauroy, mais de créer, comme ils voudront, une formation nouvelle et moderne au centre ». Néan-

moins, « ne nous demandez pas, a-t-il ajouté, d'animer cette grande formation centrée qui va se constituer ».

Interrogé sur les propos de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, qui voyait dans l'attribution de la présidence de l'Assemblée nationale à M. Valéry Giscard d'Estaing un symbole d'ouverture, M. Mauroy n'a pas rejeté cette éventualité, répondant simplement : « Pourquoi pas ? »

Rappelant, par ailleurs, que « les socialistes ont fait un effort sans précédent [...] pour réserver des circonscriptions à des personnalités [...] et pour constituer cette fameuse formation du centre », M. Mauroy a envisagé « une espèce de front républicain » entre les deux tours des élections législatives. Dans l'hypothèse d'« une bataille caractérisée contre le Front national », le premier secrétaire du PS a évoqué la possibilité d'une ouverture vers des candidats « incapables d'accepter que le FN puisse arbitrer » entre les deux tours du scrutin.

M. Laurent Fabius a pour sa part, insisté jeudi au cours de l'émission télévisée réservée aux groupes parlementaires de l'Assemblée nationale, sur la nécessité d'« une majorité solide » pour « donner les moyens de gouverner ». La dissolution selon lui « s'imposait, car on ne peut se faire tirer comme un pigeon ».

Naissance de l'IRC

Un nouveau sigle est né dans le monde communiste français, qui en connaît déjà un pléiade : IRC. Il signifie Initiative pour la reconstruction communiste et se retrouve au bas du premier communiqué publié par ceux que l'on appelle le « groupe des cinquante-quatre » qui ont lancé récemment un appel à la « reconstruction » du PCF (le Monde du 18 et du 19 mai). Ce texte, signé notamment par M. Claude Foppen, ancien membre du bureau politique du parti, a été rédigé à la suite d'une réunion tenue le mardi 24 mai à Paris.

Il affirme que « l'appel à la reconstruction du PCF rencontre un large écho. (...) Une situation nouvelle est en train de se créer ». Les auteurs appellent « tous les communistes à s'engager résolument dans la bataille des législatives », car, selon eux, « un bon résultat de nos candidats à ces élections créera de meilleures conditions pour la reconstruction du grand parti communiste que nous voulons ».

On précise, de bonne source, que, depuis son lancement, le texte du « groupe des cinquante-quatre » a reçu « près de mille signatures », parmi lesquelles se trouvent de nouvelles figures historiques du parti. Cette initiative, analysée dans un premier temps dans l'Humanité comme une tentative de fraction ou de création de tendance, n'a, dans un second temps, reçu qu'une désapprobation très molle de la part du comité central du PCF. Certains des signataires ont même été investis par la direction du PCF comme candidats aux élections législatives.

Selon divers sondages

La gauche obtiendrait une majorité écrasante à l'Assemblée nationale

Avec 384 élus, la gauche obtiendrait aux élections législatives près d'une centaine de députés supplémentaires par rapport à la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale (289), selon le résultat d'une projection réalisée par la SOFRES et publiée le vendredi 27 mai dans le *Tribune de l'Expansion* (1). La droite serait, elle, représentée par 171 députés.

Selon cette enquête, 51,5 % des électeurs auraient l'intention de se prononcer en faveur d'un candidat de gauche, alors que 48 % étaient dans ce cas, selon l'enquête SOFRES-Nouve! Observateur parue le 26 mai. Parmi eux, 42 % (au lieu de 40 %) choisiraient un représentant de la majorité présidentielle et 9 % (au lieu de 7 %) un membre du Parti communiste.

Les candidats de droite et d'extrême droite seraient pour leur part crédités, comme la semaine dernière, de 48 % des suffrages ; 38,5 % de ces électeurs se prononceraient en faveur d'un représentant de l'URC ou divers droite, tandis que 9,5 % voterait en faveur d'un partisan de M. Jean-Marie Le Pen.

Si 65 % des personnes interrogées souhaitent que l'URC se concilie avec le Front national, 46 % des interviewés reconnaissent que, si tel était le cas dans leur circonscription, « cela ne changerait rien à leur vote ». 30 % se sentaient alors incités à se prononcer en faveur du candidat socialiste.

Par ailleurs, M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti

communiste français, a estimé, jeudi sur FR 3, que le dernier sondage BVA-Paris-Match, n'attribuant aucun député au PCF dans la nouvelle Assemblée, est « trafiqué ». « En ce qui concerne les autres partis, a expliqué M. Marchais, le sondage a porté sur le nom des candidats, mais, pour ce qui concerne le Parti communiste (...), on a simplement utilisé le nom « Parti communiste ». M. Jacques Chaban-Delmas a, pour sa part, jugé cette projection « inquiétante » sur le fond car, selon lui, « plus le nombre de députés socialistes sera élevé à l'Assemblée nationale, plus l'ouverture sera difficile et plus elle sera limitée ».

(1) Sondage effectué les 24 et 25 mai auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

« Les tensions » de M. Le Pen. — M. Le Pen a déclaré le jeudi 26 mai sur TF 1 que si le Front national n'avait pas d'élus dans la prochaine Assemblée il y aurait risque de « tensions dans le pays ». A propos d'éventuels désistements en faveur des candidats de l'URC au second tour, le président du Front national a ajouté : « Il y a un certain nombre d'hommes politiques qui ont témoigné de tant de hargne, de tant d'hostilité à notre égard qu'ils ne doivent pas s'attendre à un traitement de faveur de notre part. Il ne faut pas qu'ils s'écartent que nous ne fassions rien pour les aider ».

TRENTE ANNÉES DE RELATIONS INTERNATIONALES

Un voyage à travers l'histoire

INDEX ANALYTIQUE DU JOURNAL "LE MONDE DIPLOMATIQUE" 1954-1983

BON DE COMMANDE INDEX ANALYTIQUE DU "MONDE DIPLOMATIQUE"

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL [] [] [] [] VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) X 1 500 FF (Prix d'expédition inclus) FF

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE, M^{me} LAFFETTER 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

OU VA L'EDUCATION NATIONALE ?

Avec notamment des articles de :

LAURENT FABIUS, YANNICK SIMONON, FRANCOISE BEST, JEAN-PIERRE MAILLES

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138

صكياتن الأصل

Politique

L'ouverture, au-delà des mots

(Suite de la première page.)

Elle était pourtant souhaitable, et s'inscrivait dans la logique de la situation. Le président Mitterrand avait répété avant le début de la campagne son intention de ne pas dissoudre l'Assemblée nationale si celle-ci ne faisait pas obstacle à l'action du gouvernement. Le débat ouvert sur ce sujet au sein du Parti socialiste, en décembre dernier, avait été orienté de manière à écarter une motion trop pressante en faveur de la dissolution. Dans les jours qui ont suivi la présentation de sa candidature, François Mitterrand a confirmé sa intention de ne pas procéder immédiatement à la dissolution.

Cette intention était naturelle, car l'Assemblée nationale en place n'était pas née du hasard. Elle a été élue il y a juste deux ans, alors que François Mitterrand était président de la République, et selon une loi électorale largement influencée par lui. La majorité de cette Assemblée avait accepté de soutenir une formule de collaboration, au moment où le président de la République commettait une position affaiblie. Le président réélu la retrouvait, mais dans une position renforcée. Il était légitime de vouloir tester ses dispositions.

Cela pouvait se faire de deux manières : soit en nommant un gouvernement issu de la majorité parlementaire, soit en désignant un gouvernement socialiste, qui aurait alors été minoritaire.

La première solution était la plus conforme à la lecture « parlementaire » de la Constitution. Elle constituait une tentative authentique pour faire travailler ensemble les deux moitiés - dans ce cas les deux majorités - de la France. François Mitterrand l'avait sans doute envisagée si la marge avec laquelle il était élu avait été étroite. A partir du moment où cette marge était confortable, un tel choix devenait quasi inacceptable pour ses amis politiques, et peu compréhensible pour l'opinion publique, qui aurait difficilement admis que « la dernière majorité qui se soit exprimée » ne gouvernât pas la France.

L'autre solution consistait à nommer un gouvernement à direction socialiste, comprenant un certain nombre de parlementaires non politiques, voire des élus rattachés. Ce gouvernement eût été minoritaire à l'Assemblée. A-t-il été en état de travailler ? Je pense que oui.

Les terres arides du réel

J'avais pris soin, dès le soir du 8 mai, d'indiquer que nous ne voterions pas de motion de censure préalable, et que nous nous prononcions sans parti pris sur les projets de gouvernement. Les contacts que j'avais pris avec les dirigeants de l'UDF et ceux du RPR me permettaient de penser que cette position serait largement suivie. Les réactions de l'opinion indiquaient que cette attitude était approuvée.

Le gouvernement aurait présenté ses propositions. On peut penser à une loi-cadre pour la préparation de l'économie française à l'échéance européenne de 1992 ; à un projet de développement et de décentralisation de l'éducation et de la formation ; à un texte prévoyant un dispositif de solidarité pour la réinsertion sociale. Le débat se serait déplacé du mirage des mots vers les terres plus arides de la réalité. Nous aurions discuté ces projets, les aurions amendés, et sans doute votés. Le texte suivant eût été celui de la réforme électorale, fixant un seuil de députés par département au-delà duquel ceux-ci seraient élus à la proportionnelle. Ce texte eût été adopté, je crois, à une large majorité, incluant notamment les députés de l'UDF.

Ainsi, à l'automne, les données de l'évolution politique auraient été clarifiées : deux majorités alternatives et, entre elles, la possibilité d'une ouverture. En cas de crise fondamentale, dissolution avec la nouvelle loi électorale.

On aperçoit les motifs pour lesquels François Mitterrand a finalement écarté cette formule. Il a pensé que, le temps aidant, la majorité de l'opinion publique refluerait du camp socialiste en direction de notre majorité, que nous maintiendrions le gouvernement sous la pression d'un vote de censure et que, lorsqu'il dissoudrait l'Assemblée, nous risquions de gagner les élections. Sans doute était-ce exact. Mais il est également vrai qu'un gouvernement peut réussir que des députés hésitent toujours à voter la censure qui les renvoie devant les électeurs, et que la nouvelle loi électorale aurait interdit les coups de balancier excessifs.

En fait, lorsque François Mitterrand a coéquilibré l'échec de son succès, l'occasion lui a paru trop

bonne pour le laisser échapper. La dissolution pouvait lui assurer un large soutien du Parlement. Du coup, il l'a saisie. Avant même que le gouvernement ne soit formé, il a décidé la dissolution. Il fallait éviter que le gouvernement ne se présentât devant une Assemblée, qui ne l'aurait pas renversé ! Le calendrier a été précipité.

C'était aussi renoncer dans un premier temps à l'ouverture, ou du moins la rendre paradoxale ! Car plus le Parti socialiste gagnera de sièges aux élections, moins l'ouverture sera de consistance ! En quoi un Parti socialiste disposant d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale sera-t-il incité à ouvrir une discussion authentique avec d'autres formations pour obtenir leur soutien à une politique qu'il pourra, de toute façon, appliquer sans eux ? Et comment un parti qui viendrait de triompher aux élections renoncera-t-il à conserver les ministères de l'économie et des finances, de l'intérieur, de l'éducation, des affaires sociales et des affaires étrangères qui lui ont été attribués et qui lui assurent la conduite exclusive de la politique du gouvernement ?

Enfin, il faut compter avec deux éléments : les risques de crise, et la durée. Si un parti politique détient la totalité des pouvoirs, il est inévitable que, en temps de crise, il se replie sur lui-même et ignore les demandes ou les conseils de ses faibles alliés. Et l'écoulement du temps, dans un deuxième mandat présidentiel - expérience inconnue en France mais familière aux Etats-Unis - fait dériver le centre du pouvoir de la présidence en direction du parti majoritaire, au fur et à mesure que se développe en son sein la compétition successorale.

Pour qu'existe une réelle possibilité d'ouverture, il est souhaitable que le Parti socialiste ne décline pas la majorité absolue de la prochaine Assemblée nationale.

Ceux qui souhaitent associer les deux moitiés de la France à la conduite des affaires du pays doivent voter pour les candidats du centre.

Nous voyons se moderniser le paysage politique français.

A gauche, l'effacement du Parti communiste et le développement

d'un grand parti, dont on ne sait pas encore s'il sera socialiste ou social-démocrate.

Au centre et à droite, une structure plus confuse : les électeurs souhaitent l'union, mais les partis cherchent à conserver leur identité, et les candidats à l'élection présidentielle ont préféré jouer leur chance séparément, au risque de la perdre.

La démarche vers l'ouverture, telle qu'elle est conduite par les dirigeants socialistes, accroît cette confusion. Elle ne s'adresse pas à l'UDF, dont on ignore le nom, ni au RPR, qu'on paraît récuser. Elle fait allusion aux « centristes ». Quels centristes ? Les quelques ralliés viennent du centre gauche ou ont appartenu au Parti républicain ! Veut-on faire éclater l'UDF ? Quelle sera la signification durable d'une ouverture faite en direction d'un centre qui serait réduit en miettes, et où on chercherait à faire naître un « parti de ralliement » ?

L'authenticité de l'ouverture suppose le respect de son partenaire tel qu'il est, c'est-à-dire, par essence, différent.

Contrairement à ce qui se dit, l'ouverture n'est pas à titre principal

une affaire d'hommes ou de places. Les ralliements ne résoudront pas les problèmes de fond de la société française.

En fin de compte, l'ouverture c'est pour faire quoi ?

Le débat quittera-t-il enfin le paradis sécurisant des mots ?

Un débat rhétorique

Dans le passé, les tentatives d'ouverture ont fini par exploser sur des problèmes concrets : celui de l'école libre sous la IV^e République ; celui de l'Europe du temps du général de Gaulle. Peut-on définir aujourd'hui une politique économique et fiscale adaptée au marché européen, une politique de formation et d'éducation, un régime de solidarité facilitant la réinsertion des exclus, une stratégie nucléaire pour l'Europe, qui soient mutuellement acceptables par les deux moitiés de la France ?

Je pense sincèrement que oui. C'est pourquoi je regrette que le premier ministre ne soit pas venu en parler devant le Parlement. Je regrette qu'aucun de ces problèmes ne soit sérieusement traité au cours

de la campagne électorale, alors qu'ils resurgiront dès le lendemain !

Et je craindrais qu'avec une majorité monocolor les prochains débats parlementaires ne nous offrent qu'un modèle réduit des discussions qui auraient dû s'engager sur le fond !

Tant que ces sujets se seront pas directement abordés, le débat sur la nature de l'ouverture gardera un caractère rhétorique.

Le problème réel est celui de la répartition des pouvoirs. Si le président de la République est d'origine socialiste, l'Assemblée nationale à majorité socialiste, le gouvernement à dominante socialiste, il y aura contrôle d'un seul parti sur l'ensemble des décisions politiques, et non pas répartition des responsabilités et des efforts. Or c'est cela, l'ouverture.

Et pendant tout le temps que nous consacrons à voter, pendant tout ce temps, dans le monde, nos grands concurrents sont au travail.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.
(Les intertitres sont de la rédaction.)

Arrêtez vos montres, c'est Citizen.

Vous connaissez sans doute Citizen pour son secteur horlogerie. Ce n'est pas étonnant, car Citizen est le plus important fabricant de montres au monde.

Aux Armes Citizen!

Mais vous ne savez peut-être pas que Citizen Europe offre une gamme complète d'imprimantes pour répondre à tous les besoins du monde des affaires. Elle comprend des imprimantes matricielles à 9 aiguilles et à 24 aiguilles, des imprimantes à marguerite et l'ouverture 110+, notre nouvelle imprimante à laser.

D'ailleurs, en l'espace de deux ans, notre société est devenue le quatrième fabricant d'imprimantes matricielles sur le marché français. Et notre 120D est le numéro un des imprimantes dans sa catégorie (Source IDC Rapport de 1988).

Vers L'Europe

En Europe, Citizen se classe en quatrième position pour la vente d'imprimantes matricielles, un résultat impressionnant pour une société qui n'a pas encore trois ans d'existence.

Nous tirons le meilleur profit de nos investissements en Europe, et l'usine que nous avons implantée en Grande-Bretagne fabrique 10.000 imprimantes par mois. De plus, d'ici la fin de l'année, toutes nos imprimantes matricielles seront fabriquées en Europe. Pour l'Europe.

L'Assurance Du Succès

Dès le début, nous avons offert à nos clients une garantie unique de deux ans. Comme nous venons de célébrer notre deuxième anniversaire, vous devez vous demander si nous sommes maintenant en mesure de déterminer la fiabilité de notre matériel. Le taux d'anomalies ne dépasse pas 1 sur 1.000. Du sérieux. Du solide.

Offre Exclusive

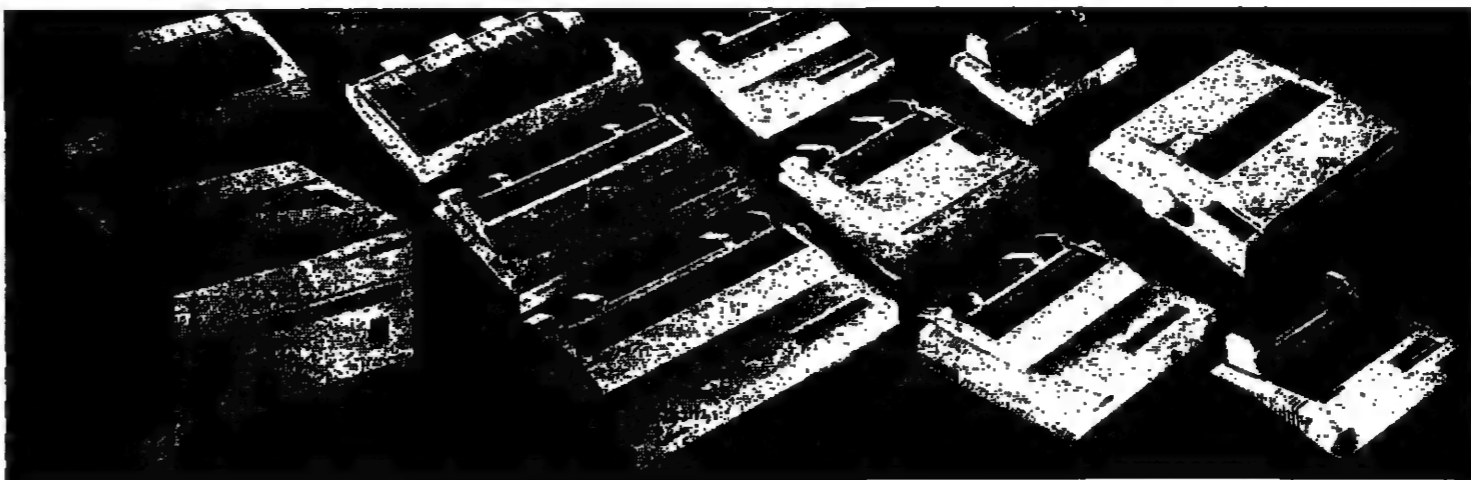
Sans plus tarder - et jusqu'à épuisement des stocks - profitez de notre offre exclusive qui combine deux géants de l'informatique: Citizen et GEM Desktop Publisher.

Si vous achetez une Citizen HQP40, 45 ou encore une MSP40, 45, 50 ou 55, nous vous offrons, sans supplément, le logiciel GEM Desktop Publisher (Valeur: 3540 FF H.T.).

Mais dépêchez-vous, le temps c'est de l'argent.

Les imprimantes Citizen sont distribuées en France par Alfatronic (t) 69 07 78 08 Omnilogic (t) 45 21 15 50

* GEM Desktop Publisher est une marque déposée de Digital Research.



Dépêchez-vous, le temps s'écoule.
Prête de m'envoyer de plus amples détails sur l'offre exclusive Citizen/ GEM Desktop Publisher.
A renvoyer rempli à l'adresse suivante:
OPERATION CITIZEN/GEM - 176, av. Ch. de Gaulle - 92522 Neuilly Cedex.
Nom:
Prénom:
Société: Fonction:
Adresse:
Code Postal: Ville:
Téléphone:
CJM



relatives

dans un théâtre d'ombres

[Faded text from a newspaper page, likely related to the 'relatives' headline]

La gauche prendrait une majorité écrasante à l'Assemblée nationale

[Faded text from a newspaper page, likely related to the 'La gauche' headline]

après-coup

[Faded text from a newspaper page, likely related to the 'après-coup' headline]

Politique

La situation en Nouvelle-Calédonie et la polémique sur les événements d'Ouvéa Le Front national refuse de rencontrer la mission de dialogue

La polémique sur les événements d'Ouvéa est aujourd'hui renforcée par de nouveaux témoignages sur les circonstances de la mort de trois des dix-neuf Canaques tués lors de l'assaut mené pour libérer les otages détenus par un commando du FLNKS. L'Agence France-Presse cite des « médecins militaires et des officiers de l'état-major », qui ont tenu à garder l'anonymat, tandis

que le *Nouvel Observateur* a recueilli les témoignages de dix-huit Canaques ayant participé à la prise d'otages et aujourd'hui détenus en région parisienne.

A Nouméa, le chef de file du Front national en Nouvelle-Calédonie, M. Guy Georges, a refusé de rencontrer la mission

chargée par le premier ministre de « rétablir le dialogue ». « Il n'est pas question de cantonner », cette mission, dont « les conclusions sont déjà faites », a-t-il déclaré, affirmant que le ministre des DOM-TOM, M. Olivier Stirn, veut « l'annulation du statut Posé, le retour des terres aux Mélanésiens et des mesures fiscales arbitraires ».

Recueillis par l'AFP et « le *Nouvel Observateur* »

De nouveaux témoignages sur les trois morts contestées

Trois semaines après l'assaut lancé le 5 mai sur la grotte de Gossana, la version officielle des morts de trois des preneurs d'otage d'Ouvéa est de plus en plus mise à mal. Le doute grandit aujourd'hui avec les nouvelles informations diffusées par l'Agence France-Presse (AFP) et le *Nouvel Observateur*. L'AFP a recueilli, le jeudi 26 mai à Paris, les témoignages « de médecins militaires et d'officiers de l'état-major » sur les circonstances du décès d'Alphonse Dianou, le chef des ravisseurs ; le *Nouvel Observateur* publie, vendredi 27 mai, les récits de dix-huit des vingt-neuf Canaques transférés dans des prisons de la région parisienne après la prise d'otages.

Selon les sources citées par le chroniqueur militaire de l'AFP, Alphonse Dianou « est mort d'un infarctus provoqué par une thrombose due à un garrot posé trop longtemps sur sa jambe blessée ». Ces médecins militaires et ces membres de l'état-major, assure l'Agence, « n'ont pu être formels que sur les raisons pure-

ment médicales du décès », se disant incapables de préciser si Dianou avait été blessé durant l'assaut contre la grotte ou si un gendarme du GIGN lui avait volontairement tiré une balle dans le genou après sa reddition, comme l'affirment plusieurs témoignages.

« Les gens, expliquent l'une des sources de l'AFP, ont laissé le garrot deux heures, peut-être un peu plus. Quand ils l'ont retiré, les tissus veineux étaient nécrosés et un caillot est remonté vers le cœur. Une phlébite, en somme. »

Ce témoignage confirme deux récits, l'un d'une source liée au 11^e choc, l'autre d'une source du GIGN, dont le *Monde* avait fait état dans ses éditions datées 22-23 mai. Ces deux sources assuraient, écrivions-nous, que Dianou « serait mort lorsqu'on lui a brutalement retiré le garrot : son cœur aurait alors lâché ». Or ce sont ces mêmes informateurs, proches des militaires ayant participé à l'assaut, qui précisent que Dianou a été volontairement blessé, après qu'il se fut rendu, d'une balle Brenneke de calibre 12, tirée avec un fusil à pompe par un membre du GIGN. Les mêmes sources, enfin, confirment les « exécutions » de Wenceslas Lavello - chef militaire des preneurs d'otages - et de Waina Amossa - l'un des « porteurs de thé » chargés du ravitaillement.

Sans soins sans perfusion

Le rapport du commandant Philippe Legorjus, chef du GIGN, s'en tenait, à propos d'Alphonse Dianou, au propos suivant : « Au fond de la cuvette, Dianou Alphonse, blessé à une jambe est allongé sur un brancard. Le médecin de la force spéciale [le 11^e Choc] lui a administré des premiers soins : garrot, perfusion, pansement. Dianou sera évacué une demi-heure plus tard. » Or les sources militaires anonymes citées par l'AFP, ainsi que d'autres sources médicales, assurent que « le maintien du garrot au-delà de quelques minutes a constitué une grave erreur ». « Aujourd'hui, a précisé l'une d'elles, on recommande de ne plus poser de garrot, mais de faire des points de compression. » De plus, la photo publiée par *Paris-Match*, puis par le *Monde*, prise quelque trois heures après la fin de l'assaut à Saint-Joseph (nos éditions du 26 mai) montre, qu'Alphonse Dianou, loin d'être

transféré à l'antenne médicale, est laissé, à côté de huit prisonniers sains et saufs, sans soins et, surtout, sans perfusion.

Le *Nouvel Observateur* publie les récits, recueillis dans les prisons de la Santé, de Fresnes et de Fleury-Mérogis, de dix-huit Canaques, qui recourent, avec des détails supplémentaires, ceux recueillis sur l'île d'Ouvéa par les journalistes. Six de ces témoignages - ceux de Xavier Tangopi, David Adjoumpie, Benoît Tangopi, Alexandre Walepe, Hilaire Dianou et Jacob Wamo - assurent qu'un gendarme otage, prénommé « Alberto », a été blessé par les assaillants de l'opération « Victor » alors qu'il tentait de parlementer. Ce serait le cas également, assurent-ils, d'un second otage, adjudant-chef de la brigade de Fayaoé. « Ils ont été blessés ou tués, je ne sais pas, au moment de la deuxième attaque », affirme l'un de ces militants du FLNKS.

Ce nouvel élément est très mystérieux. En effet, il n'y a eu, officiellement, que trois blessés parmi les militaires français (deux membres du GIGN, Laurent Timothée et Jean-Marie Grivel, un membre de l'EPIGN, Marc Le Drenne) et, toujours officiellement, tous les otages ont été libérés sains et saufs. Dans ce décompte, aucune trace d'un Alberto ou d'un adjudant-chef blessés.

E. P.

La drôle de guerre qui n'a pas de visage

CANALA de notre envoyée spéciale

L'hélicoptère Puma s'est posé à 12 h 50 sur un terrain vague de Canala, tenu aux quatre coins par des gendarmes mobiles. Les « missionnaires du dialogue » sont descendus. Ils n'étaient plus six, ce vendredi, mais onze, accompagnés de cinq gendarmes en civil munis chacun d'un sac de sport.

Les membres de la mission ont marché vers Canala, dernière étape de leur périple de trois jours en brousse. Au lieu de la mobilisation indépendantiste du début des événements d'avril, Canala, sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, vit toujours sous un drôle d'état de guerre, où rien ne fonctionne mais où on ne signale aucun « incident particulier » depuis une dizaine de jours. Il n'y a plus d'eau, plus d'électricité, plus d'école. L'armée, qui ravitaillait en eau les communes, ne vient plus depuis l'affaire de Toaho, où un Mélanésien a été tué par un soldat. La gendarmerie ne s'aventure plus, hormis opérations de police judiciaire, dans certaines tribus qui ont fait sécession derrière leurs tranchées ; une bande-roule à l'entrée : « Ni pleurs, ni larmes, la lutte continue. »

En tête du cortège, le coordinateur de la mission, le préfet Christian Blanc, a accéléré le pas. Derrière l'ancien directeur de la gendarmerie nationale, Jean-Claude Périer, s'est demandé pourquoi tout le monde était si pressé.

Cette drôle de guerre n'a pas de visage. Le barrage du pont de Negropo, à une quinzaine de kilomètres de Canala, n'est fait que de quelques cailloux, à aller, et, une heure plus tard, il est devenu infranchissable : troncs et pierres entassés. On n'aperçoit personne pourtant derrière les « nationalistes ». Réfugiés autour de la gendarmerie, les anti-indépendantistes se plaignent du manque de ravitaillement, pendant qu'on les surprend en train de déjeuner de riz, de viande et de bœuf. Ils ne peuvent pas sortir, disent-ils, mais ils vont pourtant en commandos, le soir, garder leurs fermes isolées. Celui qui quitte sa maison à Canala s'expose à la retrouver calcinée.

Le fusil à la main

Les gendarmes, dans leur lutte contre les bâtisseurs de barrages, en armes, ont brûlé, fin avril, une dizaine de cases appartenant à des indépendantistes. Des « bandes armées », selon l'expression officielle, ont, en retour, incendié les maisons des « indicateurs » présumés, ainsi que d'autres, soit au total une quinzaine. Des familles RPCR ont été menacées. La lutte qui « continue » à Canala s'apparente à une guerre civile et sème la terreur avec ces « bandes armées » qu'il ne convient pas de confondre avec les indépendantistes, selon le commandant des forces de gendarmerie, le général Jérôme, mais que le FLNKS n'a jamais désavouées.

La mission a parcouru quelques centaines de mètres dans

Canala désert. L'épicerie était fermée, mais c'était l'heure du déjeuner. Les gendarmes ont klaxonné au passage pour prévenir Augustin Choochan, président du comité de survie de Canala. Dans le préau de l'ancienne école où logent une trentaine d'entre eux, les réfugiés anti-indépendantistes ont témoigné.

« Vous les connaissez, ces personnes ? », a demandé Christian Blanc. « Vous les connaissez peut-être mieux que nous », a répondu un réfugié, tee-shirt marqué d'un cœur rouge : « J'aime le FLN. Nouvelle-Calédonie. »

Christian Blanc s'est adressé au président du conseil des anciennes tribus de Gélitma, Mattéo Joredié, membre du RPCR et cousin de l'un des principaux responsables du FLNKS, Léopold Joredié. Il a montré la cicatrice au bras causée par le ricochet d'une balle tirée dans sa cuisine. « C'est la réaction du FLNKS. Ils ne veulent plus nous voir. Ils disent que je donne des tuyaux à la gendarmerie. »

Parmi les réfugiés figurent beaucoup d'anti-indépendantistes, mais aussi désormais des membres du LKS (parti indépendantiste modéré) et des femmes venues de tribus FLNKS. « Ce n'est pas politique », a dit Augustin Choochan. « Nous sommes tous bloqués par des barrages. Les femmes ne sont plus contrôlées. Ils nous ont le fusil à la main. Une fois qu'ils ont goûté à ça, on ne peut plus les guérir. Cela va continuer. »

M. Blanc a poursuivi : « Comment aider à décrire la situation ? » « Vous pouvez trouver Tjibaou, mon cousin Joredié et organiser une table ronde avec les dirigeants FLNKS », a proposé le président du conseil des anciens.

En partant, M. Blanc a promis aux réfugiés de parler de la situation « à qui de droit ». A Hienghène, la veille, les membres de la mission avaient évoqué devant Jean-Marie Tjibaou les problèmes de sécurité des populations, mais le président du FLNKS les avait renvoyés à son bureau politique.

L'hélicoptère Puma a décollé moins d'une heure plus tard. Tout était dit et la mission ne souhaitait pas s'attarder. Une femme a fait une photo de son mari sur fond d'hélicoptère, de terrain vague et de fusils d'assaut de la gendarmerie.

CORINE LESNES.

Brenneke : une munition, pas un fusil

Brenneke est une marque de munition et non de fusil. Nous avons écrit par erreur, dans nos éditions du 26 mai, que le tir qui blessa mortellement Alphonse Dianou, chef des ravisseurs d'Ouvéa, avait été effectué avec un fusil de marque Brenneke, avec une munition de calibre 12, qui provoqua d'importantes blessures. Vérification faite, la munition Brenneke de calibre 12, utilisée notamment pour la chasse au sanglier, est tirée par le GIGN avec des « riot-guns », qui peuvent aussi tirer des chevrotines, des balles en caoutchouc, etc. Ici, le calibre 12 ne signifie pas 12 mm, mais que la balle est d'une grosseur telle qu'on en coule douze dans une seule livre de plomb.

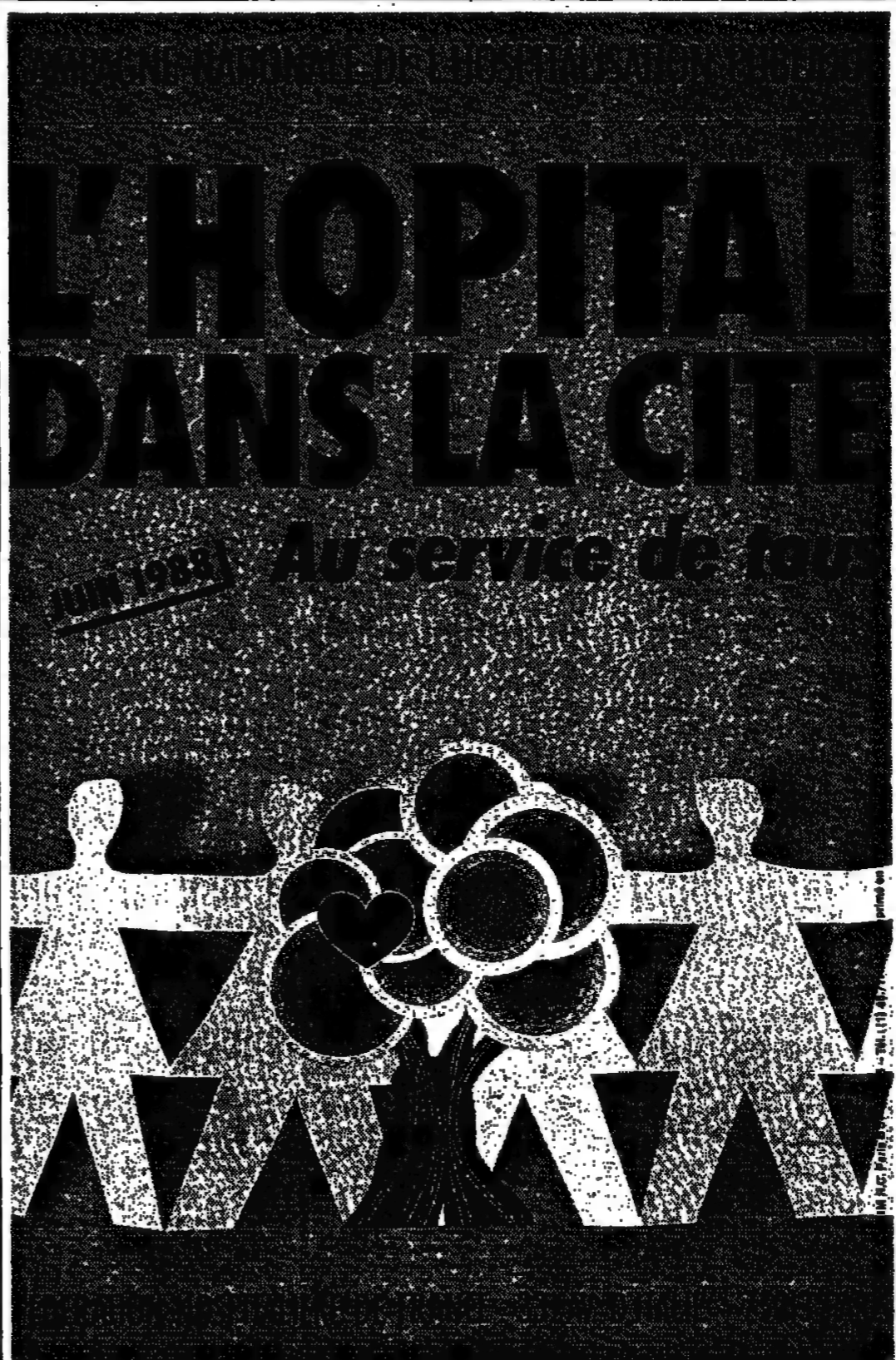
C'est l'hésitation qui, dans nos éditions du 26 mai, a relevé notre erreur, ajoutant : « Si Alphonse Dianou a effectivement été blessé avec une telle munition, une simple perfusion ne pouvait le sauver. Le blessé pendant des heures sur un brancard, après lui avoir pulvérisé ainsi le garrot, était le condamner à une mort inévitable. »

Odile Ruzelle MAI 58 De Gaulle et la République



Mai 1958 : la France est au bord de la guerre civile. Tous les regards se tournent vers Colombey : que pense, que fait, que va faire de Gaulle ?

Collection Espoir / PLON



Faibles et forts selon André Frossard

Dans son billet quotidien du *Figaro*, André Frossard évoque, le vendredi 27 mai, sous le titre « Drama », la situation en Nouvelle-Calédonie qui, à son avis, intéresse la morale, et la politique en second lieu seulement.

Il écrit : « La morale veut, me semble-t-il, que le communautarisme le plus évolué, qui est aussi le plus nombreux, n'use pas de ses droits pour imposer ses vues à l'autre, que la République n'a pas pu ou n'a pas su amener au même niveau de développement, à quelques exceptions près. »

« Le principe majoritaire est bon lorsque les compétiteurs sont égaux. Si ce n'est pas le cas, la majorité ne doit pas partager ses pouvoirs de telle façon que la minorité ne se sente ni exclue ni dédaignée. Aux politiques de faire en sorte que la communauté la plus faible n'aille pas chercher dans la violence ce que lui doit la justice. Je reconnais que ce n'est pas facile. »

« Je crois qu'un chrétien est tenu, en conscience, de parler comme je viens de le faire. »

Société

RELIGIONS

Après douze ans de polémiques

La difficile recherche d'un accord entre Mgr Lefebvre et le Vatican

C'est dans les derniers jours de mai que le Vatican...

grises et des évêques diocésains, on imagine mal qu'un tel cas de figure...

ont partie liée avec le Front national. Mgr Plateau, archevêque de Bourges...

Mgr Lefebvre, depuis sa suspension par Paul VI en 1976, est illicite, mais valide...

Quelles garanties ?

Quelle contrepartie sera exigée par Mgr Lefebvre pour qu'il puisse obtenir la levée de sa suspension...

La décision a été prise par les autorités romaines que la nouvelle Fraternité Saint-Pie X serait son évêque...

L'opus Dei et la Mission de France peuvent avoir des institutions propres et être présentes dans tous les diocèses...

La Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, fondée en 1970 par Mgr Lefebvre...

Deux voies pouvaient être ouvertes en vue de sa régularisation : celle de la société de vie apostolique...

La future Fraternité Saint-Pie X devrait être placée sous la tutelle de la congrégation romaine de l'éducation catholique...

De telles associations de prêtres sont nombreuses. Il en existe au moins quatre dans le seul diocèse de Paris...

Trouver un évêque acceptable

Rares sont les diocèses en France où la Fraternité n'est pas représentée, par une chapelle, une église cédée ou occupée...

Beaucoup d'observateurs en France imaginent mal que le pape puisse nommer, comme on l'a dit et écrit, l'évêque successeur de Mgr Lefebvre...

Dès le début de cette année, Mgr Lefebvre avait présenté au Vatican une liste de quatre noms (dont celui de deux prêtres français), qui avaient été immédiatement refusés...

Beaucoup d'observateurs en France imaginent mal que le pape puisse nommer, comme on l'a dit et écrit, l'évêque successeur de Mgr Lefebvre...

L'annonce de l'accord serait aujourd'hui suspendue à ce choix de l'évêque successeur de Mgr Lefebvre. Pas plus tard que le samedi 21 mai...

On est donc loin ici du droit de célébrer la messe selon l'ancienne rite. Celui-ci sera en toute hypothèse acquis à la nouvelle Fraternité Saint-Pie X...

Cette double transplantation a également été effectuée avec une autre technique, par l'équipe du professeur Pichelmann à Hanovre, en République fédérale d'Allemagne...

MÉDECINE

De nouvelles perspectives pour la transplantation du foie

Le bilan positif de la double transplantation hépatique, réalisée à partir d'un seul donneur par le professeur Henri Bismuth (hôpital Paul-Brousse, Villejuif, Val-de-Marne)...

Le bilan positif de la double transplantation hépatique, réalisée à partir d'un seul donneur par le professeur Henri Bismuth...

EN BREF

Mort de la gérontologue Ana Aslan. - La célèbre gérontologue roumaine Ana Aslan, cofondatrice, en 1952, du premier institut de gériatrie au monde à Bucarest...

Des coquillages à l'origine de l'épidémie d'hépatite A en Chine. - Selon le Journal chinois de la santé, l'épidémie d'hépatite A qui a officiellement atteint plus de 290 000 personnes et fait 11 morts...

Le Bénin candidat aux déchets industriels. - L'Entente européenne pour l'environnement (EEC) a révisé, le 24 mai, l'existence d'un contrat, signé le 12 janvier dernier, passé entre le Bénin et une société de courtage de déchets, la Sexpo...

ENVIRONNEMENT

Près de New-York

Une centrale nucléaire neuve va être démantelée

Est-ce un signe ? Pour la première fois aux Etats-Unis, une centrale nucléaire va être démantelée avant d'avoir produit un seul kilowatt-heure...

de sérieuses difficultés à travers les Etats-Unis. A Sacramento, en Californie, les électeurs doivent se prononcer, en juin, sur une proposition demandant la fermeture de la centrale de Rancho-Secco...

Judi 26 mai, la compagnie d'électricité Lico, qui a construit la centrale de Shoreham (coût : 5,3 milliards de dollars) a donc signé un accord avec l'Etat de New-York pour son démantèlement (coût : 500 millions de dollars)...

Un sort similaire pourrait être réservé à la centrale nucléaire de Seabrook, dans l'Etat voisin du New-Hampshire, car elle cristallise aussi une forte opposition locale...

L'année 1987 n'a pourtant pas été une mauvaise année pour l'industrie nucléaire américaine. Les arrêts momentanés de réacteurs sont tombés à 2,7 par unité, contre 3,9 en 1986 et 7,4 en 1980...

L'association Terre des hommes va réorganiser ses activités

STRASBOURG

de notre correspondant

L'association Terre des hommes France a, pour la première fois, présenté un budget 1988 en baisse à son assemblée générale de Strasbourg...

fondir son travail avec les autres organisations non gouvernementales, que ce soit par le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID), qui en rassemble la majorité, ou en renforçant ses liens directs Frères des hommes ou Peuples solidaires...

Ainsi, l'association a décidé de privilégier les projets qui, dans le tiers-monde, pourront devenir autonomes dans un temps assez court et ne demanderont plus un excès de soutien financier...

Un appel de scientifiques pour Temps nouveaux

Parce qu'ils constatent qu'une majorité de contemporains, les des injustices et des faux-semblants, éprouvent le besoin de changer la vie - et qu'il est urgent, désormais, que la politique prenne dans le meilleur des cas changer la politique mais point changer la vie...

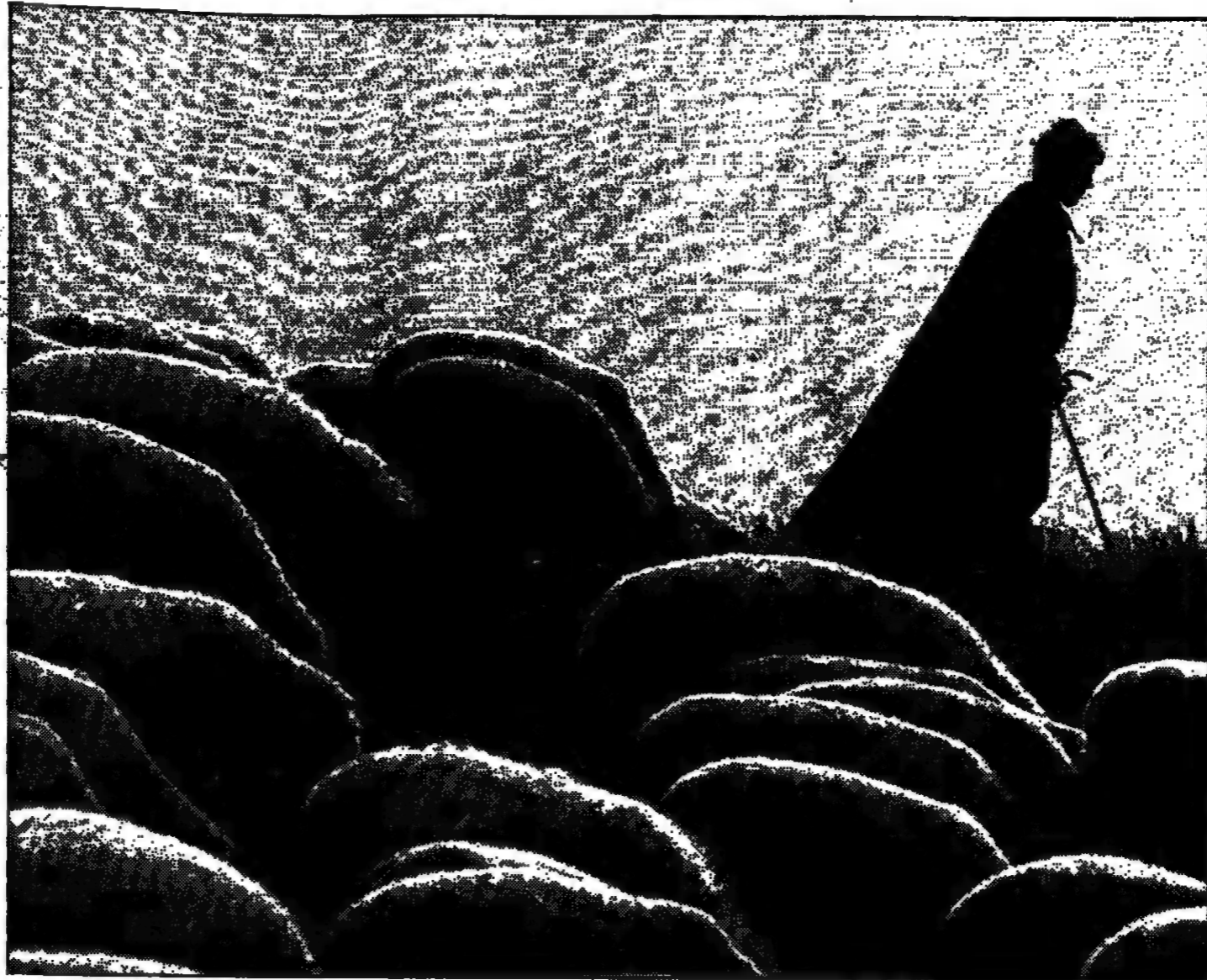
Temps nouveaux n'a pas de programme mais propose des thèmes de réflexion comme : l'électromagnétique et l'élimination des déchets nucléaires, le développement des associations d'intérêt collectif, le rôle accru à accorder aux pouvoirs locaux et régionaux...

Dans un appel publié dans l'hebdomadaire Politis daté jeudi 26 mai, les fondateurs de ce mouvement expliquent : « Il ne s'agit pas pour nous de lutter contre les partis qui sont aujourd'hui, malgré tout, le meilleur barrage contre le totalitarisme, mais de ne pas accepter qu'ils configurent toute la vie démocratique, et de créer parallèlement une formation indépendante de proposition qui n'imposera pas de certitudes »...

Temps nouveaux, BP 146, 93163 Noisy-le-Grand Cedex.

Le Monde SANS VISA

Quand les Allemands refusent les Baléares, on peut les voir sur le littoral du Schleswig, où les attendent au tournant une minorité danoise, des écologistes et des paysans-pêcheurs. Une ambiance.



Une Allemagne entre deux mers

par Marie-France Calle

LES montagnes en moins, la mer en plus, le Schleswig du Sud aurait quelque chose de la Suisse. Un coin de campagne avec des vaches, de vastes étendues d'herbe en bonne santé et des champs de colza, taches jaunes au printemps. La mer, omniprésente; un pays plat comme la main, où même les arbres se courbent vers l'est, obéissant au vent qui jette, avec violence parfois, des paquets de vagues contre les terres. Le vent, un élément sans lequel le Schleswig ne serait pas ce qu'il est, ce que les Allemands appellent un « Luftkurort » — un lieu où l'on peut faire des cures d'air...

Le vent, c'est vrai, garantit la pureté de l'atmosphère à ce pays posé entre deux mers : la mer du Nord à l'ouest, la Baltique à l'est. Il balaye le « smog », le brouillard industriel dont souffrent trop souvent les autres régions de l'Allemagne fédérale. Et il donne à l'air la « légèreté du champagne », comme disent les habitants. On va donc avant tout respirer au Schleswig, se griser de vent et de mer. Heureusement, les habitants du Schleswig du Sud — le Schleswig du Nord se trouve au Danemark — ont les pieds sur terre. Des paysans pour la plupart, qui ont appris très tôt que le sol qu'ils cultivent et où paissent leurs animaux est une perpétuelle conquête. La tradition veut qu'ils soient grands et solidement bâtis, blonds et peu bavards. Une population à 90 % protestante.

Terre allemande aux confins septentrionaux de la République fédérale, le Schleswig du Sud forme, avec le Holstein dont il est séparé par le cours d'eau de l'Eider, un « Land » de 16 000 kilomètres carrés environ, la seule région de RFA où l'horizon franchit les frontières et où le ciel est plus vaste que la terre. L'une des contrées ouest-allemandes les moins peuplées aussi. A sillonner les petites routes de campagne qui relient un clocher à un autre — on repère les flèches des églises, pourtant modestes, à 10 kilomètres par temps clair — on rencontre plus de vaches, de chevaux et de moutons que d'êtres humains : cent soixante-six habitants au kilomètre carré; dans la Ruhr, on en compte plus de mille!

« Dans ce pays, ceux qui refusent de construire des digues peuvent battre en retraite. » Le dicton remonte sans doute à l'époque où il n'était pas rare que la mer du Nord, déchaînée, s'engouffrait loin dans les terres pour y engloutir hommes et biens. La catastrophe

de 1362, par exemple, est gravée dans la mémoire collective. Cette année-là, le petit port de Rungholt, en Frise du Nord, fut rayé de la carte, entièrement emporté par les flots. Les chants folkloriques contiennent encore aujourd'hui en « plattdeutsch » — bas-allemand, un dialecte incompréhensible pour les non-initiés, — en de longues complaintes, le destin tragique de Rungholt. La légende

Wadden alimente une polémique politico-écologique. Ce territoire amphibie de 2 500 kilomètres carrés, ni mer ni terre, vit au rythme des fortes marées de la mer du Nord. Son nom vient de Watt (Wattenmeer) qui donne en français le très peu poétique « vasières ». Et pourtant, c'est dans ces vasières qu'une faune extraordinaire s'épanouit : six cents espèces de petits animaux



veut aussi que l'Atlantide ait disparu au large des côtes du Schleswig... et non en Grèce. Pourtant, les premières digues ont été construites dans la région au dix-septième siècle seulement et encore, avec le concours des Hollandais. C'est pourquoi les habitants du Schleswig ne comprennent pas très bien que, alors que la technique moderne permet d'opposer à la mer des remparts inébranlables, les écologistes soient contre.

Les Verts contre la digue

Il y a une dizaine d'années, après une nouvelle incursion particulièrement meurtrière de la mer du Nord, les autorités allemandes, en accord avec les autorités danoises, ont résolu de construire une digue plus avancée dans la mer. Ce qui a soulevé un tollé dans les milieux écologiques, persuadés qu'une telle mesure mettrait en danger l'équilibre biologique de la mer des Wadden, l'espace marin situé entre les îles Frisonnes du Nord et la côte du Schleswig. Selon les estimations des écologistes en effet, 90 % de la faune serait détruite. La digue a tout de même été construite, avec quelques compromis : 7 kilomètres au lieu de 20 en face de Husum, petite ville pittoresque de Frise du Nord.

Cela fait donc bien une quinzaine d'années que la mer des

Wadden offre un plancton aussi riche que celui des mangroves tropicales : quarante mille petits crabes, dix mille escargots miniatures et neuf cents vers au mètre carré. De quoi rassasier les chasseurs les plus gourmands! C'est pour préserver ce plancton animal extraordinaire, et donc les oiseaux qui s'en nourrissent, que les écologistes sont partis en guerre contre les touristes friands de « Wattenwanderungen » — mot à mot, balades dans les vasières. Ces promenades à marée basse sont en réalité conçues comme un bain de jouvence. Quoi de plus sain qu'une longue randonnée au petit-pied, pieds nus dans la boue salée...

Mais les animaux microscopiques ne s'en remettent pas et les écologistes, furieux et impuissants, constatent qu'aujourd'hui encore les quatre cinquièmes de la mer des Wadden sont foulés aux pieds par les touristes, bien que la zone de la Frise du Nord ait été déclarée réserve nationale en 1985. Une décision qui a par ailleurs fortement mécontenté les paysans. « Que se passera-t-il si l'on chasse les touristes et si l'on

nous interdit de pêcher dans la mer des Wadden? » disent-ils. La plupart des fermiers de cette région vivent, il est vrai, de ces activités annexes que sont le tourisme et la pêche.

Pourtant les experts sont formels : la mer des Wadden est un réservoir de richesses pour la mer du Nord car elle sert de lieu d'incubation à vingt sortes de poissons dont les soles, les limandes, les anguilles et les harengs. Mais pour combien de temps encore? Il a été reconnu que des fleuves comme l'Elbe charriaient des déchets à forte concentration de dioxine et que la chair des poissons fixait particulièrement bien cette substance. Selon l'Institut fédéral de l'environnement de Berlin, une teneur en dioxine six mille fois supérieure dans certains poissons à celle relevée dans l'eau elle-même a été constatée.

La frontière ferme à 22 heures

Tout cela n'empêche pas les touristes d'affluer vers les îles Frisonnes du Nord dès le printemps. Et notamment vers Sylt, la plus prisée d'entre elles. La plus snob aussi : il est de bon ton, pour ce que l'on appelle en RFA la « schikeria », de passer ses vacances sur cette île de 93 kilomètres carrés, reliée au continent par un chemin de fer mis en service dans les années 1920 et qui porte le nom du général Hindenburg, dernier président de la République de Weimar.

On embarque à Niebüll, petite bourgade située à quelques kilomètres de la frontière danoise. Les voitures sont chargées sur le train et les passagers restent dans leur véhicule pendant la durée du trajet, une heure environ. Lorsqu'on se rend à Sylt pour la journée, on a la possibilité d'acheter un « combi-ticket », un billet qui permet de rentrer par le Danemark. Il suffit alors de conduire jusqu'à List, le port le plus au nord de Sylt, et d'embarquer sur le ferry qui dessert l'île danoise de Rømø. De là on rejoint le Jutland par une digue de 9 kilomètres.

Cela vaut le détour. Le contraste entre Sylt la surpeuplée, la sur-civilisée et les immenses plages danoises, restées à l'état sauvage, est saisissant. Hélas! la comparaison n'est pas toujours à l'avantage de l'île allemande. Sylt, sorte de Saint-Tropez avec toits de chaume, offre un mélange curieux de styles, ou d'absence de style, comme Westerland, la station balnéaire où l'on débarque du train. La concentration d'hôtels, de boutiques, de restaurants, d'immeubles y est telle qu'on ne voit pas la mer. Sans compter que

pour se rendre sur la plage, il faut payer. Bref, on ne peut s'empêcher de méditer, en flânant dans la zone piétonne de Westerland — qui ressemble par sa banalité à toutes les zones piétonnes de RFA, — sur cette formule cruelle que le Wall Street Journal attribuait il y a quelques semaines au goût allemand : « Boring is beautiful » (Tout ce qui est ennuyeux est beau). Car, répetons-le, Sylt c'est la Riviera ouest-allemande. Un lieu qui fait référence.

Le fin de fin pour montrer que l'on fait partie du Tout-Sylt, c'est de coller sur sa voiture une carte de l'île. Quant aux toits de chaume, on les retrouve vers le nord de l'île, à Kampen. C'est là que les vrais « schiki-micki », entendez les vrais snobs, ont élu domicile. Et quel domicile! Dans le but louable de conserver une couleur locale de bon aloi, toute bâtisse, privée ou publique, est recouverte de chaume. La boutique Cartier, le Mac Donald, le salon de thé ou l'épicerie du coin, tout a ainsi des allures de maison du Petit Chaperon rouge... Un luxe pourtant que ces toitures nettes et fassément rustiques : la prime d'assurance incendie coûte deux fois plus cher au propriétaire. Mais en règle générale, l'argent n'est pas un problème pour les estivants de Sylt.

Le passage de la frontière entre le Danemark et la RFA est si peu marqué qu'un voyageur distraint peut oublier dans quel pays il se trouve. Les restaurants allemands ont souvent des noms danois et un

fort pourcentage de clientèle danoise. Le soir, au dessert, la serveuse nous demande si nous comptons passer la nuit ici ou « de l'autre côté ». « Ce n'est pas pour vous presser, dit-elle, mais la frontière ici ferme à 22 heures. » Celui qui s'attarde devra faire un grand détour vers un autre poste frontalier ouvert toute la nuit.

Raccourci historique : c'est en 1920, après la défaite de l'empire allemand, qu'est fixé le tracé de la frontière tel qu'il existe encore aujourd'hui. Le Schleswig, que le roi Christian 1^{er} du Danemark avait juré, en 1460, de ne jamais séparer de l'Holstein, se trouve coupé en deux : le nord est rattaché à la couronne danoise, le sud à l'Allemagne.

« Je ne suis pas un Allemand qui parle danois, mais un Danois qui vit en Allemagne », dit sans détour Paul Herrramp, adjoint au maire de Flensburg. Ce port de cent mille habitants, situé à la pointe d'un fjord où pénètre la mer Baltique, est le cerveau de la minorité danoise au Schleswig du Sud. Une minorité qui a un parti politique, le SSW (Association des électeurs du Schleswig), représenté par Karl-Otto Meyer. A Flensburg, le SSW arrive en troisième position après le parti social-démocrate et le parti chrétien-démocrate. Avant les libéraux et les Verts. Et au Parlement de Kiel, Karl-Otto Meyer occupe un siège.

(Lire la suite page 18.)

ACCESS
VOYAGES

NEW YORK 2000^{AR}

	AR	AR
LOS ANGELES	1500	2000
SAN FRANCISCO	1500	2000
MIAMI	1400	2000
CHICAGO	1000	2000
DALLAS	1000	2000
WASHINGTON	1000	2000
ORLANDO	1000	2000
MONTREAL	900	1000
CANARY	2100	3700
BO DE JAMBO	3400	6000
BRUXELLES	2500	4300
BARCELONE	2200	4700
SYDNEY	4000	7000
MELBOURNE	4000	7000

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS
RÉSERVATIONS FORMALES EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AVANCEE.

TÉL: (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94
8, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles

ESCALES

Mendelssohn chez les Touaregs

A nos oreilles parfois blasées, Méloade offre un plaisir d'esthète qui renouvelle l'écoute de la musique. Méloade, une appellation imagée qui unit nomades et mélomanes, le temps d'un voyage dans le désert. Au cœur de ce qui n'est pas une errance, deux concerts. Cet événement, car c'en est un — le premier ayant eu lieu l'an passé à la même époque, — se produira en octobre prochain dans les tentes de Hoggar. Les mélomanes seront des Européens, les nomades des Touaregs.

L'orchestre — l'ensemble d'instruments à vents de Maurice Bourque composé pour la circonstance de dix-sept musiciens dont un violoncelle et une contrebasse — interprétera notamment des sérénades de Dvorak et de Strauss, la *Gran Partita* K 361 de Mozart et un nocturne de Mendelssohn. Une musique pour plaisir donc, une musique destinée à être écoutée en plein air et de nuit. Quel programme pouvait mieux convenir à un concert qui s'ouvre au coucher de soleil et se tait sous les étoiles ?

Pour accompagner et préparer ces moments privilégiés, Explorator (16, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. : 42-66-66-24) et



FNAC Voyages (6, bd de Sébastopol, 75004 Paris, tél. : 42-71-31-25) proposent différentes formules : de l'initiation au désert (6 jours, du 18 au 23 octobre, 8 700 F) à l'expédition de 13 jours dans le Sahara central pour ceux que le désert a définitivement séduits (du 18 au 31 octobre, 13 900 F). Les concerts ont lieu les 20 et 21 octobre. On bivouaque sous les étoiles, dans la paix saharienne. La nourriture est excellente, abondante et adaptée (petit déjeuner copieux, pique-nique à midi, repas chaud le soir). Soirée autour du feu de bois allumé par les Touaregs pour cuire le repas, thé à la menthe. Une forme intelligente de voyage alliant l'art, la vie au grand air et la convivialité.

Théâtre et musique à Chambord

Le Jardin jou d'amour — un spectacle de danse, — le 28 mai ; *Ensemble baroque de Limoges* dans un programme Bach, Lully, Telemann et Vivaldi, le 28 ; *Le Chat botté*, par le Théâtre du Campagnol, le 4 juin ; un unique récital du pianiste Eugène Mogilevsky, qui interprétera des sonates de Scarlatti et de Beethoven, deux préludes de Rachmaninov et les *Tableaux d'une exposition*, de Moussorgski, le 8 juin ; *Le Barbier de Séville*, de Beaumarchais, par le Théâtre des Deux-Rives, le 10... Le programme se poursuit jusqu'au 18 juin,

dans un cadre inhabituel, le château de Chambord.

Le conseil régional du Centre, organisateur du quatrième Festival de Chambord, renoue par cette manifestation, avec une tradition ancienne, puisque Molière donna là la première représentation de son *Bourgeois gentilhomme*. Prix des places : 70 F (40 F pour les jeunes de moins de seize ans et pour les titulaires de la carte Vermeil). Renseignements auprès de l'Office de tourisme de Blois (tél. : 54-74-06-49), à la FNAC Orléans (tél. : 38-53-10-10) et au Centre d'information de Chambord (tél. : 54-20-34-86). Réservation par téléphone au bureau du Festival : 38-83-59-31. Un service gratuit de cars sera assuré au départ de certaines villes, les samedi 4 et 11 juin (tél. : 38-83-59-31).

L'an mille des orthodoxes

An de grâce 988. Vladimir le Grand, prince de Kiev, qui de la Baltique à la mer Noire règne sur la Russie, se fait baptiser dans les eaux du Dniepr. Son peuple l'imita. Le prince, qui vient de voler au secours des empereurs de Byzance, Basile II et Constantin VIII, leur a promis de se convertir au christianisme en échange de la main de la princesse Anne, leur sœur. Le rite orthodoxe russe est celui de Byzance, le slavon remplaçant le grec.

Mille ans se sont écoulés depuis cet événement. Deux agences, Sip voyages (1, rue Garancière, 75006 Paris, tél. : 43-29-56-70) et Procure Voyages (4, rue

Châteaux en Auvergne

Madame, 75006 Paris, tél. : 45-48-63-10) le commémorant par une série de circuits en URSS avec participation à des cérémonies religieuses.

Un premier itinéraire ira de Kiev à Kij en passant par Moscou, Vladimir, Souzdal, Zagorsk, Leningrad, Vovgorod et Petrozavodsk. Deux périodes : du 9 au 23 juillet (11 850 F par personne, tout compris) et du 16 au 30 juillet (11 250 F). D'autre part, à partir d'un tronçon commun qui passe par Kiev, Kharikov et Moscou (du 13 au 20 août, 7 950 F) huit itinéraires différents sont possibles : un en Ukraine ; cinq à travers de vieilles villes russes et la région de Leningrad ; dans les pays Baltes et un, enfin, en Géorgie-mer Noire. Du 6 au 20 août et du 13 au 27 août. Pour ces voyages avec leurs extensions, prix de 11 200 F à 12 260 F.

Châteaux en Auvergne

Château-Dauphin, Auzers, La Vigne, La Roche, Montmorin, Thoury... Difficile de faire plus simple dans la proposition de voyage que cette invitation à aller fréquenter la route des châteaux d'Auvergne qui défend avec ardeur l'association du même nom soutenue par la direction régionale du tourisme et la Damaure historique. Qu'on ne s'y trompe pas : la démarche est tout sauf dérisoire. On imagine qu'il y a quelques difficultés aujourd'hui à promouvoir ces choses simples que sont les grands témoins de notre patrimoine. On peut penser que, sans cette poignée de vibrants qui, en France, s'échangent à vouloir nous les faire rencontrer, ils seraient depuis longtemps tombés dans le vide des mémoires et les ruines de l'oubli.

Vies France (8, rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, Tél. (1) 30-61-23-23) est de ceux-là, qui vient de mettre au point une formule « route des châteaux d'Auvergne » d'une dizaine de jours. Pour tous les autres renseignements : Association des châteaux d'Auvergne, château de la Batisse, 63450 Châlonnat. Tél. : 73-79-43-99.



Où y a-t-il?..

- 5000 VARIETES D'ORCHIDÉES
- UNE FERME AUX PAPILLONS
- UNE RESERVE ZOOLOGIQUE
- 2000 HEURES DE SOLEIL/AN
- DES PLAGES DES PETITS PORTS

Jersey
à Jersey
à Jersey
à Jersey
à Jersey
à Jersey

LA BELLE ANGLO-NORMANDE!



Pour en savoir beaucoup beaucoup plus sur notre ILE FLEUR, et pour recevoir une documentation en couleur, avec le guide de l'île de Jersey, 18, boulevard Beaumarchais, 75006 Paris, Tél. (1) 47 42 93 68. Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 17h30. Année, Code : 28 18 • JERSEY

NON MOINS DE CARRÉS

REPONSE

COEUR POSTAL

VILLE

LM61

Une Allemagne entre deux mers

(Suite de la page 17.)

« Je me sens avant tout citoyenne du Schleswig du Sud », dit Maïke Lohse, qui enseigne dans l'une des cinquante-trois écoles de la minorité danoise. « C'est une question de culture, de langue, de tradition. » Elle-même milite dans un mouvement pour la paix et un mouvement pour l'émancipation de la femme.

« Dans ce contexte, explique-t-elle, je travaille avec des Allemands. Nous défendons les mêmes causes. Pourtant, c'est vrai, je sens parfois une différence de mentalité, notamment pour ce qui est du féminisme. Les Danoises me semblent moins crispées. »

Si le parti de Karl-Otto Meyer compte quatre mille huit cents adhérents, la communauté danoise, réunie en une association, le SSF, apolitique, en compte cinquante mille. Outre les écoles, où l'enseignement est dispensé en danois, la minorité a un journal, des centres culturels, des organisations pour les personnes âgées, des crèches, bref, toute une infrastructure qui permet à certains de vivre... comme s'ils étaient au Danemark. Maïke Lohse affirme que les relations sont harmonieuses entre la minorité danoise et le reste de la population. « Pour moi, c'est un enrichissement dit-elle. Je pense aussi qu'il existe un phénomène d'osmose : les Allemands du Schleswig du Sud ont adopté certains traits du caractère danois,



par exemple, je les trouve plus décontractés que dans le reste de la RFA. »

Elle avoue pourtant qu'il existe des membres de la minorité qui passent leur vie entière sans adresser la parole à un Allemand. Mais on est loin du temps de

l'annexion du Schleswig par la Prusse, époque où les minoritaires danois étaient considérés avec méfiance et comme des traîtres en puissance. Une anecdote à ce propos : les autorités prussiennes avaient interdit aux Danois d'utiliser le ciment blanc pour construire leurs maisons de briques, les briques rouges et les interstices blancs rappelant le drapeau danois, rouge à longue croix blanche ; de la sédition pure et simple pour les Prussiens ! Spontanément aujourd'hui, un chroniqueur felleux pose-t-il tout au plus la question dans les colonnes d'un journal de la loyauté de la minorité, ces « Danois qui ont un passeport allemand », vis-à-vis de la République fédérale, et le problème de la double allégeance.

Il est un homme qui, en 1920, a vécu douloureusement le partage du Schleswig : le peintre expressionniste Emil Nolde. « La frontière passe devant notre porte », écrit-il à l'époque. Emil Nolde, qui s'appelaient en fait Emil Hansen, a pris le nom de son village natal en 1902. Celui-ci se trouve aujourd'hui au Danemark, tandis que l'atelier du peintre est situé à Seebüll, à la frontière... côté allemand. Personne mieux que Nolde n'a su peindre le Schleswig : cieux tourmentés, mer déchaînée, campagne colorée...

Aujourd'hui, l'ancien atelier du

Carnet de route

Le Schleswig-Holstein s'étend entre Hambourg et la frontière danoise. Voici les lieux qui présentent le plus d'intérêt.

- Friedrichstadt : petite ville pittoresque de 2 500 habitants. Fondée au dix-septième siècle à l'initiative du roi Frédéric III du Danemark, pour tous les persécutés en Europe en raison de leur religion : huguenots, juifs, etc. Elle fut construite sur le modèle des villes hollandaises.
- Flensburg : l'un des ports les plus florissants du Schleswig-Holstein à l'époque de la Hanse. Essayez de visiter la plus petite université de RFA, la Nordische Universität, qui compte moins de cent étudiants.
- Husum : petite ville qui remonte au Moyen Âge. Est devenue un port lorsque Rungholt, qui se trouvait sur la

côte, a été emportée par les flots.

- Seebüll : Musée Nolde installé dans l'ancien atelier du peintre.
- Les Bœ : Föhr, où Hans Christian Andersen est venu passer ses vacances en 1844 ; Amrum, qui a, par ailleurs, la plus large plage d'Europe. Et Sylt (quand même...). L'île de Römø, au Danemark, vaut le détour : on peut y rouler sur la plage en voiture ou à moto. Mais attention à l'enlèvement...

Enfin, le Festival de musique du Schleswig-Holstein se déroule cette année entre le 26 juin et 28 août. Les concerts ont lieu dans plusieurs villes du Land ; notamment, à Flensburg, Husum, Föhr, pour ce qui est du Schleswig du Sud. Une adresse pour se procurer de plus amples informations : Kartenzentrale Schleswig-Holstein Musik Festival, Postfach 3810, 2300 Kiel 1 (RFA).

MARIE-FRANCE CALLE.

ZIG ZAGUEZ

RANDONNÉES
(Avec ou sans portage)

MAROC TURQUIE
GRÈCE ESPAGNE
LES GRECQUES ITALIE
MADÈRE ISLANDE
YOUKOSLAVIE NÉPAL

ASSOCIATION ZIG-ZAG
Agrément tourisme LUT N° 77082
BP 342 54008 NANCY CEDEX
Tél. : (16) 82-30-97-78

Veuillez m'envoyer votre brochure

NOM : _____

ADRESSE : _____



صكنا من الأصل

DECOUVERTE

Le roi en costume de jade

La ville de Canton, en Chine du Sud, vient d'inaugurer un musée archéologique qui devrait bientôt devenir l'un des arrêts obligatoires du tourisme culturel en République populaire. Il est construit autour de la tombe du roi de Nanyue des Han occidentaux, dont la capitale, Panyu, était située à l'emplacement de l'actuelle Canton.

Zhao Mei, souverain chinois d'un royaume séparatiste, régnant sur des populations indigènes yue (proches des Protosino-chinois) mort en 122 avant Jésus-Christ (il a été identifié par plusieurs sceaux), fut enterré vêtu d'un costume de jade, dans un véritable petit palais souterrain de sept pièces, creusés dans la roche de la colline de l'Éléphant. Accompagné dans l'au-delà par une quinzaine de personnes sacrifiées dont quatre épouses, un musicien et un enfant, le roi emportait outre-tombe tout un trésor d'objets rituels et usuels en bronze, en argent, en or, en jade, en ivoire, d'une étonnante splendeur.

L'abondance (plus d'un millier de pièces), la variété et la qualité de ce mobilier funéraire — complet car la tombe ne fut jamais pillée — en font une découverte extrêmement intéressante et justifient la création d'un musée sur le site archéologique même.

A l'heure où les polémiques à propos de la pyramide du Louvre attirent l'attention sur l'architecture des musées, il n'est pas inutile d'observer que sur une surface de musée moderne en milieu urbain. L'architecte, Mo Bozhi, a réussi le tour de force, sur une surface au sol assez peu étendue, de conduire le visiteur du niveau de la rue à celui du sommet de l'édifice (50 mètres), en mariant la tradition chinoise et l'architecture contemporaine, la chaleur du grès rose et la fraîcheur de l'acier et du verre.

Tradition chinoise : une double volée d'escaliers symétriques fait, d'une échiffre qui aurait pu être sans intérêt, le mur-écran fréquent en Chine devant les bâtiments officiels. Ce mur est décoré d'une inscription donnant le nom du musée, gravée dans le plus pur style de la calligraphie des Han occidentaux (207 avant J.-C.-09 après J.-C.).

Architecture contemporaine : le parallélépipède de grès rose, dont la façade est animée par une bande de bas-reliefs un peu éolastique, est fondé par une verrière centrale. Une voûte en berceau, de verre et d'acier, éclaire le grand escalier intérieur donnant

accès au sommet érasé de la colline.

Le rez-de-chaussée accueille les salles de conférence et de vidéo, ainsi que les bureaux de la conservation. Les salles d'exposition se trouvent au premier et au deuxième étage. Très bien aménagées, tant du point de vue esthétique que du point de vue muséologique, elles sont bien éclairées (ce qui, en Chine, mérite d'être mentionné), organisées par thème et se réfèrent aux chambres de la tombe, dont une maquette en coupe et un plan sont présentés dès le début de la visite.

Les récipients, ornements, instruments de musique, outils et ustensiles, tous les objets, du plus somptueux au plus humble, bien restaurés, y sont admirablement présentés. On s'y sent physiquement aussi bien, toutes proportions gardées, que dans l'aile orientale de la National Gallery de Washington ou dans l'aile occidentale du Museum of Fine Arts de Boston (toutes deux conçues par Ieoh Ming Pei), même si la Chine n'en est pas encore à proposer autant de services que les musées occidentaux.

Les panneaux explicatifs sont rédigés en chinois et en anglais, ce qui n'est généralement pas le cas, même à Pékin. Un excellent livret bilingue (chinois-anglais, mais une version française semble en préparation) est disponible.

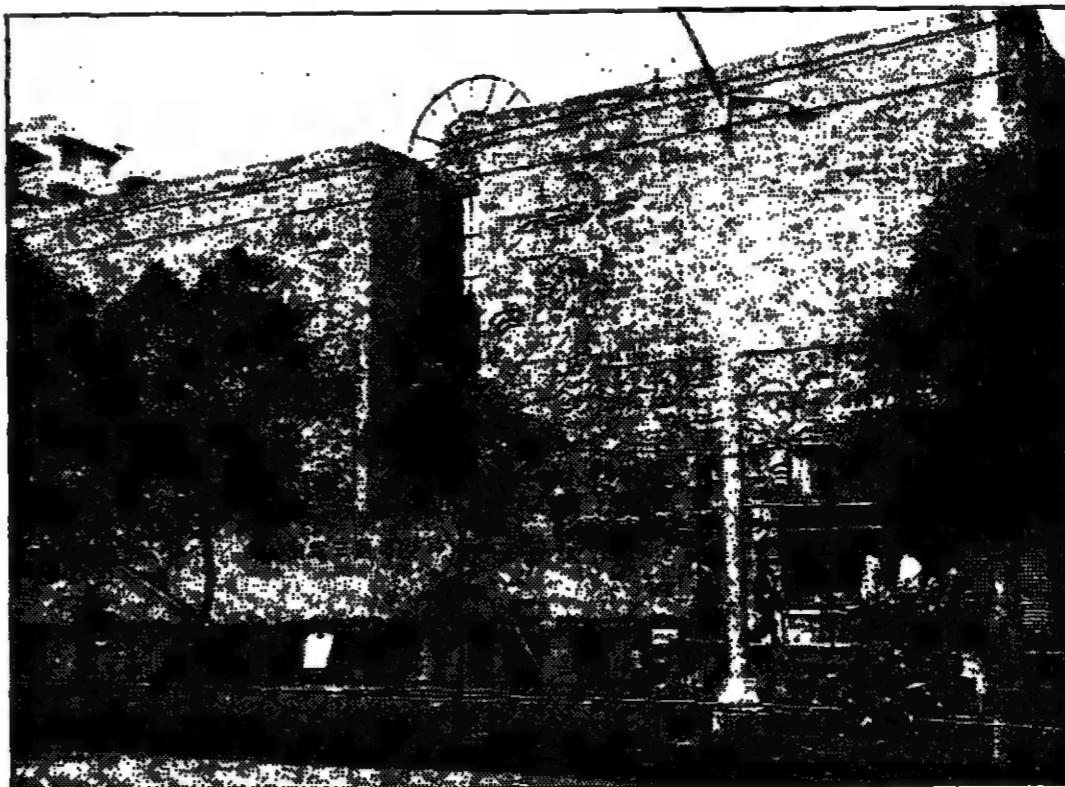
Dans un avenir proche, le sommet de la colline, rendu accessible au public, sera transformé en jardin. La tombe sera couverte d'une structure en verre fumé. A l'intérieur, une galerie permettra au visiteur d'en comprendre l'organisation et d'en apprécier physiquement les dimensions. Les chercheurs auront accès, sur demande, à l'intérieur de la sépulture.

Bibliothèque pour un royaume

Par la suite, si des fonds suffisants sont rassemblés, le musée sera agrandi après démolition des immeubles voisins : des pavillons bas dans un jardin recevront d'autres salles et les objets actuellement en cours de restauration. L'ensemble sera doté d'une bibliothèque spécialisée et transformé en centre de recherche sur l'histoire du royaume de Nanyue.

En quoi cet ancien petit royaume méridional mérite-t-il tant d'intérêt ?

Fondé entre 207 et 203 av. Jésus-Christ par le grand-père de Zhao Mei, officier dans l'armée de conquête envoyée par le premier empereur de Chine, le



D'un tombeau royal, la ville de Canton a fait un musée. Un musée dont les cheminements donnent rien moins qu'une civilisation en lecture. Sûrement un point de passage obligé dans un voyage en Chine.

royaume de Nanyue, peuplé de tribus yue, apparentées aux tenants de la culture d'Angkor du Vietnam, ne reste indépendant que peu de temps, jusqu'à 111 av. J.-C. L'actuelle Canton se trouve à l'emplacement de sa capitale, Panyu.

Bien que politiquement séparatiste, le pouvoir des Zhao constitue, en fait, le fer de lance de la culture chinoise dans le Sud. Par une astucieuse politique d'inter-mariages, le premier souverain se concilie l'aristocratie locale, satisfaite d'être gouvernée à la chinoise par un roi venu du Nord qui redoute, comme elle, que le pays soit intégré à l'Empire.

Curieusement, cette conscience de l'appartenance ethnique, attestée par les textes, va de pair avec un des processus d'acculturation les plus rapides qui soient. En effet, on peut considérer comme résiduelles les quelques traces archéologiques de la culture locale qui subsistent à la chute du royaume.

La tombe de Zhao Mei illustre bien ce phénomène. Alors que le roi est vraisemblablement « mélangé » de yue, sa tombe se rattache complètement et uniquement à la tradition des sépultures royales chinoises. Le mobilier funéraire est de type chinois, malgré quelques variations de style local. Il y a cependant une exception, dont l'importance et le sens restent à apprécier, celle des

situales (sortes de seaux) en bronze, étrangères à la culture chinoise et naguère encore considérées comme purement d'Angkor. L'une des quatre exposées au musée est particulièrement intéressante par son décor de bateaux de mer montés par des guerriers emplumés, pratiquant des sacrifices humains et, semble-t-il, la chasse aux têtes. Or des motifs similaires apparaissent fréquemment sur les tambours de bronze protohistoriques de Chine du Sud et du Vietnam. Tambours qui, eux, sont absents de la tombe de Zhao Mei.

D'autres problèmes archéologiques, économiques et historiques relatifs à cette région riche et ouverte sur l'extérieur justifient la création d'un centre de recherche. Celui-ci ne saurait manquer d'attirer l'attention des spécialistes d'Asie du Sud-Est, y compris du Vietnam voisin, dont ce royaume, avec toute son ambiguïté, peut être considéré, dans une certaine mesure, comme l'un des ancêtres.

Aujourd'hui, la province du Guangdong et sa capitale comptent parmi les plus ouvertes de Chine. Il n'est pas indifférent que Canton consacre tant d'argent à un musée municipal qui met en évidence à la fois son appartenance à la tradition chinoise et son originalité propre.

MAUD GIRARD-GESLAN.

ne entre deux mers

LAUSANNE
HOTEL VICTORIA
100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires. Chambres avec radio, TV, ligne téléph. direct. Service 24 h sur 24. Bar, sa salles de café, de 10 à 80 places. 48, av. de la Gare - Tél. 1941/21/20-27-71 - Télex 42844

LAUSANNE
HOTEL ELITE
107 hôtels de toutes catégories, 3000 appartements de vacances, 388 km de promenades, école de ski d'été et centre d'alpinisme, ski d'été, programme de sport varié.

VILLARS
M. S. Müller CH-1884 Villars-sur-Ollon
Tél. 19-41/25/35 1341. Télex 456 203
Un hôtel de la chaîne SUNSTAR.

ZERMAT
Offres spéciales d'été 1988 :
- Services forfaitaires : ski d'été, ski et tennis, services familiaux, semaines seniors.
- Programme de vacances varié à Zermatt.
Informations : Office du Tourisme, 3820 ZERMAT, tél. 1941/28/08 11 87.

LAC DE GENÈVE - MORGES
Hôtel du Mont-Blanc au Lac
Bord du lac, dès 60 FS (env. 240 FF) av. petit déjeuner en chambre double. Arrang. fort. Tél. : 19-41/21/802.30.72.

AIR HAVAS
TOUS LES VOLS POSSIBLES

TUNIS
à partir de : **1 220 F** aller retour

EN VENTE : AIR HAVAS - 15 Avenue de l'Opéra - 75 001 PARIS
Tél. : 42 96 97 34, dans les agences HAVAS VOYAGES et Agences Occidentales de Voyages.
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Les prix charter-La sécurité Havas-Voyages

Il n'y a pas de place pour tout le monde chez Marmara.

MARMARA, 8, rue Boudreau, 75009 PARIS. Tél. : 42.68.05.71

Council Travel

Toute l'Amérique, comme vous voulez.

Avec des vols inter-USA, forfaits intérieurs en avion ou en bus, locations de voitures, de motorhomes, circuits rafting ou camping en minibus, c'est vraiment l'Amérique comme vous voulez.

51, rue Dauphine PARIS (6^e)
Tél. : (1) 43 26 79 65

16, rue de Vaugirard PARIS (6^e)
Tél. : (1) 46 34 02 90

Nous, c'est l'Amérique!

Paris Bangkok en 12 h 30 tous les jours.

Thai Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 - 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

ARC

GHEZZI vous attend aussi au 3, rue Labou - Paris 17
PASTA E SUGHI

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

68890 SAINT-HIPPOLYTE
Pour vos vacances
HOTELLERIE MUNSCH
AUX DUCS DE LORRAINE
Au pied du Haut-Koenigsbourg.
Montagnes, forêts, promenades, séjour agréable, 1/2 pension.
Tél. 89-73-00-09.

68890 THANNENKIRCH
TOURING HOTEL
Tél. 89-73-10-01
Logis de France - Envois déjeunés.

Campagne

CHAUMONT-SUR-THARONNE
HOTEL * RESTAURANT ******
LA CROIX BLANCHE
41600 CHAUMONT-SUR-THARONNE
Tél. : 84-88-25-12
Relais gastronomique

Côte d'Azur

83240 CAVALAIRE
HOTEL-RESTAURANT
LA CALANQUE ***
« La Plage dans l'eau ». Site exceptionnel. Cabres avec TV, piscine, tennis. Spéc. poissons. 1/2 pens. à partir de 450 F/jour et par personne.
Tél. 94-64-04-27.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Majotel Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Télex 47041B.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Placé centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chauffage, TV couleur, s.d. direct, minibar.

Montagne

ARDÈCHE 07520 LA LOUVESC
1050 m alt. Votre plein de santé à **FHOTEL BEAUSITE****
Logis de France. Détente, repos, cure de bien-être. Prix modérés.
Tél. 75-67-82-14.

Auvergne

AU FAMILY HOTEL ***
Autour. Piscine. Tennis. Parc 1 ha. Part. As. Bains-Douches, 15800 VIC-SUR-CEZIE.
Tél. 71-47-58-49.

05380 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc régional. Site classé.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. - studio + cuis.-grill. Tennis De 50 F à 150 F par pers. et par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Piscine, Tennis.
1/2 pens. 1029 F à 1617 F sem. Pensions 1309 F à 1848 F la sem.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA ***
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c. TV couleur. Tél. direct.
De 250 à 350 F - Tél. 43-54-92-55.

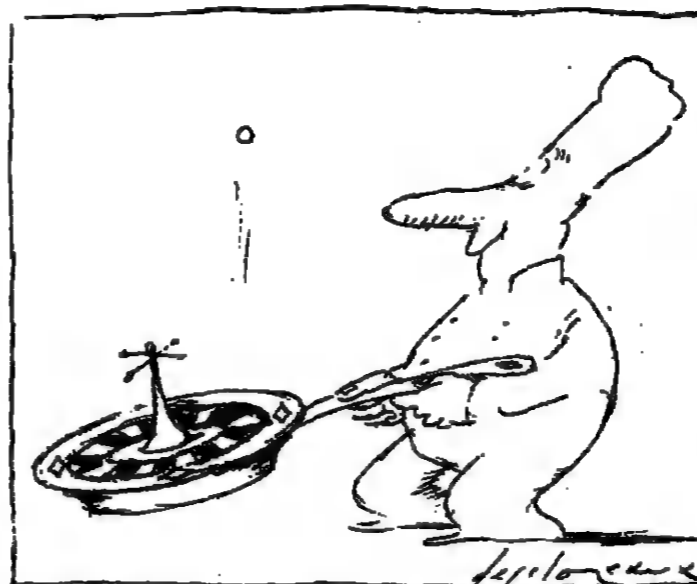
Abano Terme
De modernes hôtels avec sections superbement équipées pour cures physiothérapeutiques, piscines thermales sous toit et en plein air, chambres et appartements tous confort, grands jardins, tennis, mini-golf, jeu de boules. Gestion privée.
Hotel Terme LA RESIDENCE
à partir de livres 81.000 pension complète
35031 Abano Terme - Padova - Italy - Tél. (193949) 668333
Télégrammes, L'arabesque-Abano
Hotel Terme
ARISTON MOLINO
à partir de livres 63.200 pension complète
35031 Abano Terme - Padova - Italy - Tél. (193949) 669283

LA TABLE

Monte-Carlo ma non troppo

La Côte d'Azur (qui fête cette année les cent ans de son nom, emprunté à un ouvrage de Stephen Liégeois paru en décembre 1887) a souvent les yeux tournés vers la principauté de Monaco. Comme dirait un confrère qui croit connaître la cuisine : « C'est chic, c'est choc, c'est mode ! ». Monte-Carlo, c'est la SBM, c'est-à-dire la place où l'on peut divaguer du Casino à l'Hôtel de Paris, du Café de Paris à l'Herminette. Evénement : cette place est bouleversée par la construction d'un parking souterrain, le Café de Paris reconstruit n'ouvrira que dans quelques mois. Quant à l'Hôtel de Paris, il s'est enrichi d'un troisième restaurant-événement : le Louis-XV, ouvrant sur cette place et d'un luxe éblouissant.

A vrai dire, si l'on regrettera la mise à l'écart de Joyaux Mérimo, qui mettait dans les relations publiques de la SBM la gentillesse indispensable, on se réjouira du départ de l'ancienne équipe de cuisine. Car le grill panoramique de l'Hôtel de Paris comme sa salle Empire étaient de beaux cadres gâchés par une cuisine misérable. Passons. Donc, on a créé, ouvrant sur la place, un nouveau restaurant (50 couverts) d'un luxe quasi provocant (le personnel serait en habit à la française que l'on n'en



serait point dépayés) et pour lequel on a trouvé le cuisinier idéal, Alain Ducasse (du Juana de Juan-les-Pins). On ne saurait tout citer, mais l'énoncé du velouté de crustacés en infusion de cépes et morilles au cerfeuil, la daurade royale du pays poêlée croustillante, jus à la sauge et points de cépes, le croustillant aux citrons du pays avec son jus aux zestes et sorbets, peuvent vous donner idée sinon de la subtilité des accords, du moins de la recherche inspirée de ceux-ci. Ajoutons que le service est dirigé par Georges-Marie Gérimo et que le « livre de cave » est conçu et proposé par le maître sommelier Jean-Pierre Roux et son adjoint le jeune Frédéric Roemer (qui a, le mois dernier, remporté le « Master of Port », que deux langues listées de desserts (aux fruits et au chocolat) sont proposées avec des vins au verre sélectionnés par Jean-Pierre Roux, et l'on aura idée de cette carte prestigieuse conduisant à des additions dépassant les 750 F (menus : 460 F et 530 F). Carte et additions princières, c'est le cas de le dire !

Mais quittons Monte-Carlo avec un de ses anciens « grands », Dominique Le Stanc, mal accueilli ici et qui prend sa revanche, à quelques kilomètres, au Château Eza.

Le Château Eza, c'est, au sommet d'Eze-Village, une demeure (autrefois du prince Guillaume de Suède) qui enthousiasma un Helvét de passage, André Rochat. En faire un hôtel de luxe (6 chambres et 3 appartements) avec la plus belle vue du monde, c'était bien. Y associer la cuisine de Le Stanc (et l'accueil de sa charmante Danielle, qui mieux est) ne pouvait conduire qu'au succès. Venu de sa Bretagne originelle via son Alsace familiale et d'adoption, le voici naturalisé quasi montégasque. Une cuisine toute en nuances, mais très naturelle (salade de roquets aux pommes de terre, pigeon rôti au vinaigre, pigeon aux betteraves rouges et raifort, fricassée de sole, l'ail, fraises des bois à la crème de lait au conlis de réglisse, etc.). Belle carte des vins signée Patrick Millereau. Menus : 250 F et 480 F, et pour la carte comptez 500 F.

Un gourmet de là-bas m'a soufflé : « Outhier de La Napoule s'est retiré, Roger Vergé est venu hors de France, Maximin a ses caprices... Heureusement restent Ducasse et Le Stanc ! »

LA REYNIÈRE.

- LE LOUIS-XV, place du Casino. Tél. : 93-50-80-80 (fermé mardi et mercredi).
- RAMPOLDI, 3, av. des Spétuques. Tél. : 93-30-70-85.
- ROGER VERGÉ CAFÉ, galerie du Sporting d'hiver. Tél. : 93-25-86-12.
- CHATEAU EZA, à Eze-Village. Tél. : 93-41-12-24.

La reine des pommes

Suite à mon article sur la ratte, cette reine des pommes de terre (« le Monde sans visa » du 21 mai), et pour répondre à de nombreux lecteurs, il convient de préciser qu'on la trouve sur le marché, en primeurs, à partir de mai, mais que la grande saison est, en France, de septembre à avril. Il y en aura à ce moment chez Hédiard. Par contre, chez Fauchon, les variétés ne sont pas regroupées comme si j'étais un extraterrestre, et la ratte, conçois pas ? Enfin, si vous voulez en savoir plus sur la ratte du Touquet, vous pouvez téléphoner de la part du Monde au 21-06-04-76.

L. R.

SEMMAINE GOURMANDE

Gérard Besson

Ce n'est certes pas un malin (deux étoiles au Michelin comme au Bottin gourmand), mais est-il trop modeste ? La chronique n'en parle pas ou peu. Son menu déjeuner à 220 F est pourtant l'un des plus abordables et des meilleurs de Paris, avec son grand choix d'entrées, de poissons et viandes, le plateau des fromages, les desserts, le café et les petits fours (qui dit mieux !). A la carte et le soir, comptez 400 F à 550 F. Et vous apprécierez l'omlette aux dés de homard, la soupe de poissons fins au safran, la daurade à la confiture d'oignons, le poulet de Bresse cuit « en brique », la superbe tarte tibia bonne femme et sa glace... entre autres plats sérieux, cuisinés avec sagesse et imagination tout à la fois. Bonne cave. Oui, en vérité, il nous faut redécouvrir Gérard Besson.

- GÉRARD BESSON, 5, rue du Coq-Héron, 75001 Paris. Tél. : 42-33-14-74. Fermé samedi et dimanche. Parking : Louvre. Air conditionné. Carte bleue.

Chez Gorisse

Bien sûr, le pot-au-feu du mercredi n'a rien à voir avec celui de M^{me} Gorisse, et ses légumes sont... petits légumes (horreur !), mais, enfin, la viande, la cuisson, le service sont bons. Et 65 F, ce n'est pas cher. On retrouvera donc le chemin de ce bistrot d'autrefois avec ses plats du jour : navarin le lundi, coq au vin le mardi, tête de veau le jeudi, etc. Avec aussi des rillettes de saumon au beurre d'Éclairé amusantes. Le filet à la ficelle exquis, un sandwich au beurre nantais. Belle carte de vins de Loire. Comptez 250 F.

- CHEZ GORISSE, 84, rue Nollet, 75017 Paris. Tél. : 46-27-43-05. Fermé dimanche. Chiens acceptés. Carte bleue.

La Bretonnière à Boulogne

On reproche - moi le premier - au Michelin d'être en retard. Cela lui permet parfois d'être en avance. En effet, il cite cette honnête maison ignorée du Bottin gourmand comme du Millau-Le Point. Il y a une carte-menu avec quelques suppléments (oui, je sais, ce n'est pas agréable si l'on a un invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau de bœuf au jus échalote ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on a un invité, mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau de bœuf au jus échalote ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on a un invité, mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau de bœuf au jus échalote ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on a un invité, mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention.

- LA BRETONNIÈRE A BOULOGNE, 120, avenue J.-B. Clément, 92100 Boulogne. Tél. : 46-06-73-56. Fermé samedi et dimanche. Eurocard, Visa.

7, rue des Coches, à Saint-Germain

Gentille maison avec, au piano, Cyril Corbel. Les langoustines rôties en sauce douce à l'orange sont une trouvaille (100 F), le carré d'agneau des Alpes et son gratin daphnoïde, un classique avenant (110 F), le feuilleté de roquefort en salade aux noix, une trouvaille aussi, et la tarte fine aux pommes chaudes glace vanille, un délice. Il y a, au déjeuner, un petit menu à 98 F et un menu gastronomique à 190 F. A la carte, comptez 300 F, surtout si vous faites appel à l'excellente cave.

L. R.

Passionné ! Préciser VOLVIC.
« Plus que les saveurs elles-mêmes, c'est leur harmonie qui me passionne. Dans cette recherche des accords parfaits, VOLVIC est l'eau par excellence... »
VOLVIC AU CHÂMP DE MARS Paris 7^e
Elle accompagne les meilleurs plats de Paris

Bouchard Père & Fils
92 hectares dont 71 de Premiers crus et Grands crus

au Château 21200 Reims
Tél. (09) 22.14.41
Tél. (03) 26 28 28 7
Doc. LM sur demande

RÉSIDENCES

PLAGE DU MIDI
Locations de vacances. Départ gratuit. M. Bédard, 34 VALRAS, 67-57-33-94.

GOLFE DU MORRIHAN
face mer, à 50 m, accès direct. Vue superbe, calme. Lons JUIIN, 2^e quinzaine de JUILLET, SEPT, 11000 F. MAISON, 9 couchages, tv, bain comm. Tél. (1697-46-26-27 - (1) 46-42-05-49.

CAMPAGNE MER MONTAGNE
GRÈCE
VOUS RECHERCHEZ DE VRAIES VACANCES DÉCOUVREZ LES ÎLES IONIENNES
Une nature préservée, des gens hospitaliers. Villas et appartements sélectionnés à louer. Prix excepté du 12 mai au 14 juillet. Tél. 43-25-35-36.

GASTRONOMIE
NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3^H DU MATIN.

LA CHAMPAGNE
Le grand vin de France
Vigner de la région de la Vallée de la Marne
10 Ha, Côte de Reims
Récolte en 1988, 60.000 kg

سكوذا من الأصيل

ENQUETE

La France se refait une conduite

Création de France Club-ACF. Ne plus laisser l'Hexagone entretenir d'aussi mauvaises relations avec son patrimoine touristique. On va voir ce qu'on va voir.

A l'origine du projet France Club-ACF, rendu public dans le cadre du Salon du tourisme de la Foire de Paris, un triple constat. D'abord, la disparition récente du Touring-Club de France. Ensuite, la dégradation de la place de l'Hexagone dans le tourisme international. Enfin, l'absence d'un grand club automobile français capable d'assurer la réciprocité de services aux clubs étrangers.

Pour François Duvergé, initiateur et patron de France Club, ancien directeur général de Maison de la France, la détérioration de la position française sur le plan touristique tient à l'éparpillement et à l'inadaptation de la promotion touristique à l'étranger, à la qualité insuffisante de nombre des produits qu'elle offre, ainsi qu'à la mauvaise qualité de l'accueil dont témoignent, *a contrario*, la campagne actuellement menée dans notre pays (*Le Monde* du 12 mars). D'autre part, dans la mesure où l'on constate, dans le public, une forte demande d'informations dans un domaine caractérisé par une relative méfiance à l'égard des produits et des professionnels, on peut également s'étonner de la faiblesse du consommateur dans ce secteur.

D'où l'idée de créer un organisme destiné à mieux mettre en valeur les richesses touristiques de notre pays, tant auprès des Français que des étrangers. Un objectif qui rejoignait ainsi celui de l'Automobile-Club de France qui, de son côté, souhaitait depuis déjà un certain temps que les clubs automobiles s'ouvrent davantage au tourisme et aux loisirs, l'idée étant de transformer la condition de l'automobiliste circulant en France en rejoignant un grand mouvement associatif centré sur l'automobile et le tourisme, et également capable d'être le correspondant attendu

des grands clubs automobiles étrangers.

Deux réflexions convergentes, donc, d'où devait naître France Club-ACF, une société commerciale au capital de 6 millions de francs, bientôt porté à 12 millions. Constitué de plusieurs partenaires (l'ACF, la Garantie mutuelle des fonctionnaires, le Crédit lyonnais, le Crédit coopératif et Total-France), elle entend bénéficier des moyens, des compétences, des réseaux et de la notoriété de ces puissants associés. Etant bien entendu, aussi, que cette société doit permettre la rémunération du capital investi.

« Pas d'ambiguïté, confirme M. Duvergé, la démarche commerciale prime. » Reste que France Club se veut aussi un club soucieux d'apporter à ses membres une gamme de prestations de qualité. Il s'agit d'abord de sécuriser l'automobiliste en effaçant le sentiment d'inquiétude lié à l'éventualité d'une panne. Faire en sorte, donc, qu'il parte tranquille et circule en toute quiétude. Sont prévus à cet effet :

- une assistance familiale aux personnes, en France et dans le monde entier, accessible vingt-quatre heures sur vingt-quatre, par l'intermédiaire d'un numéro vert, c'est-à-dire gratuit ;
- une assistance aux véhicules, en France, dans les pays de la carte Vert et sur le pourtour méditerranéen ;

des prestations analogues à celles déjà offertes sur le marché mais qui privilégient cependant l'acheminement des adhérents vers les lieux de vacances et prévoient, entre autres, le remboursement des frais de séjours payés et non consommés, à la suite d'un empêchement ;

- un dépannage-remorquage, sans franchise kilométrique (mais à moins de 30 kilomètres du domicile, deux interventions seulement par an) et qui privilégiera le dépannage par rapport au remorquage, comme cela est le cas dans les grands pays étrangers ;

- un « Allo club » téléphonique permettant d'obtenir des renseignements précis sur la circulation, les péages, les problèmes mécaniques, les questions liées à l'assurance, aux réparations et à la facturation ;

- enfin, un réseau de points d'accueil qui, dans cent quarante-six villes de France, assurera accueil et conseils aux adhérents qui le souhaiteront.

Dans le domaine du tourisme et des loisirs, il s'agira d'offrir des prestations permettant de mieux découvrir les richesses de la France en ayant accès aux bons professionnels de ce secteur. Ouvert sept jours sur sept, le « Allo club » donnera également des renseignements précis sur les visites, les horaires, les prix, les hébergements, les stages et les diverses activités possibles. De

leur côté, les points d'accueil et d'information touristique fourniront une information locale précise. Enfin, un magazine, *France-Club*, aura pour vocation la promotion du patrimoine touristique français.

Toujours afin de répondre à un besoin de sécurisation du consommateur, France-Club a mis en place une politique de « labellisation » d'établissements, dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, du camping et de l'automobile. Effectuée à sa demande, une étude de marché confirme, en effet, la dégradation de l'image des professionnels travaillant dans ces secteurs et la lassitude des consommateurs, qui souhaiteraient ne plus être, constamment, sur la défensive. Partant du principe qu'il existe, dans notre pays, un grand nombre d'excellents professionnels, même s'ils ne sont pas forcément connus et établis dans les grandes régions touristiques, France Club s'est naturellement tourné vers ceux-ci pour signer avec eux une charte de qualité qui insiste, notamment, sur l'accueil personnalisé, la mise en valeur du terroir, les avantages réservés aux adhérents, la gestion des réclamations, les contrôles et les sanctions. Composée de professionnels de haut niveau, une commission nationale statuera sur les octrois et les retraits de ce label stylisé, bleu-rouge-jaune.

« L'objectif », insiste François Duvergé, n'est pas la quantité mais la qualité. Avec sa carte de membre, chaque adhérent recevra un guide des labellisés, celui de 1988 comprenant quelque mille trois cents noms.

Toutes ces prestations seront offertes contre une adhésion familiale annuelle de 450 F qui pourra être réglée par mensualités. Les adhérents pourront également, en option, s'abonner pour un an au magazine *France Club* (il en coû-

tera 70 F) qui agira dans trois domaines : la promotion et l'information touristique, la vie interne du club et la labellisation. Autre option : une carte de paiement et de crédit permettant l'accès à l'ensemble du réseau de la carte bancaire, formule mise au point avec le Crédit lyonnais.

Depuis mai, l'adhésion à France Club est proposée au grand public. Objectif avoué : cent mille adhérents en 1988 et un million en 1992. Ambition qualifiée de raisonnable, compte tenu de la mobilisation escomptée des partenaires et d'un produit qui, estimant ses créateurs, répond à des besoins réels. Certes, les prestations offertes existent souvent, çà et là, reconnaît M. Duvergé, qui insiste néanmoins sur l'importance du « plus » touristique et le fait que ce nouvel organisme couvrira l'ensemble des besoins de l'automobiliste, qu'il soit en vacances ou en déplacements « quotidiens » ou professionnels. Sans oublier la vocation nationale d'un projet qui, dès 1989, devrait prendre une dimension internationale, ses prestations étant alors offertes aux étrangers désirant se rendre en France.

Dans un premier temps, ce nouveau produit sera proposé dans les agences du Crédit Lyonnais de Paris et de la région parisienne, auxquelles s'ajouteront ensuite les cinquante stations-points d'information touristique Total et les mille trois cents labellisés. Sont également en cours de négociation des accords avec la Société nationale Corse-Méditerranée et les auto-écoles. Une commercialisation appuyée d'une campagne de publicité dans la presse, à la radio et, bientôt, à la télévision.

PATRICK FRANCÈS.
* Renseignements auprès de France Club-ACF, 8, rue Royale, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-30-95-25.

vol direct
PARIS
ISTANBUL
1 640F

tous les samedis
3 heures de vol au départ de Paris Orly (de mai à octobre)

3 circuits
en hôtels 3 et 4 étoiles

Turquie en liberté
A partir d'étapes pré-établies, la Turquie librement, avec les programmes auto découverte. Vol, transfert et 1 nuit à Thôtel.
A partir de **2 200F**

Istanbul - Cappadoce
En partant d'Istanbul, ce circuit de 8 jours vous emmènera en passant par Ankara à la découverte des merveilles de la Cappadoce et des plaines d'Anatolie.
A partir de **3 600F**

Sultanissime
Izmir, Ephèse, les antiques villes de Ionia, Pergame, Bursa : le circuit Sultanissime vous offre la découverte de la Turquie en 15 jours.
A partir de **5 600F**

TURQUIE
n°1

Réservez : 48.78.28.00
103, rue La Fayette - 75010 Paris
Tél. : (1) 48.78.28.00 - Téléc. : 780-446
Télécopie : 42.82.86.85.

Inoubliable week-end !
au **WALDORF ASTORIA DE NEW-YORK**
avec **CONCORDE**
Départ le 9 juin sur Boeing 747 Air-France, Retour le 12 juin en Concorde, à partir de 14 900 F.
Aéro : 98, rue de Valenciennes, 75008 Paris. Tél. : 45-22-46-46. Téléc. 643-780 F. Lic. 175001.

POUR LES BLASES DES PALACES :
LE RHIN AVEC KD !
Il y a encore des choses à découvrir dans la vie !
Pour apprécier le charme et la majesté des sites, pour vous détacher sans partir aux antipodes, nous vous offrons dans une atmosphère privilégiée, embarquez-vous sur le KD !
Dès aujourd'hui, mettez le cap sur votre agence de voyage.
Pour recevoir gratuitement notre brochure 1988, merci de nous adresser votre carte de visite en précisant le nom du journal et la date de parution :
CROISIERE-KD 9, rue du Fay Saint Honoré 75008 PARIS - Tél. : (1) 47 42 52 27

L'OEIL VIVANT
PATRICK ROEGERS
52 critiques parues dans **Le Monde**
Dix huit mois d'actualité photographique, à lire et à voir dans un numéro exceptionnel des *Cahiers de la Photographie*, largement illustré (160 pages).
En vente en librairies ou envoyez un chèque de 150 Frs à l'ordre de l'A.C.C.P. 32, rue Saint-Marc 75002 Paris.

Vacances ? Pensez ISLANDE !
 raids mountain bike trekking
 en voyages individuels en groupe.
Documentation gratuite sur demande à **ICELANDAIR**
9, Bd des Capucines 75002 Paris • (1) 47 42 52 26
INFO. MINTEL : 36.16 code OTISLAND
ICELANDAIR

CROISIÈRES
EJORDS, CAP NORD, SPITZBERG, ISLANDE, ILES FERØE
12 à 18 jours à bord du **FUNCHAL**
de 8 360 F à 28 400 F.
Un rapport qualité prix exceptionnel.
Demandez la brochure **SCANDITOURS** à votre agent de voyages ou à **SCANDITOURS**
10, rue Auber, 75009 PARIS - Tél. : (1) 47.42.80.00
La qualité scandinave **SCANDITOURS**

RHODES 2 000 F*
* Départ Paris. Prix A/R à partir de.
Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.
Jumbo CHARTER SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.
MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS : 46 34 19 79/45 42 03 87
ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

RETROUVEZ L'AUTHEICITE DES GRANDS PELERINAGES
NDS D'AUTRES VOYAGES.
Chacun dans sa vie ressent la nécessité d'aller vers d'autres lieux, de faire d'autres rencontres. Partir vers ceux qui ont fait notre histoire, bâti notre Foi, c'est le sens même du pèlerinage.
De Jérusalem à Saint-Jacques de Compostelle, vers tous ces lieux où souffle l'esprit, NDS depuis 115 ans propose des pèlerinages en petit groupe, en avion, en bateau et même à pied. Dans une ambiance conviviale, revivre les grands pèlerinages, c'est possible dès aujourd'hui avec NDS et vers toutes les destinations.
Pour faire des rencontres extraordinaires il y a un catalogue, celui de NDS, demandez-le.
ST-JACQUES DE COMPOSTELLE A PIED
DU 2 AU 30 JUILLET 7380F
DU 2 AU 30 AOUT 5330F
(départ St-Jean-Pied-de-Port)
NDS D'AUTRES VOYAGES.
Désire recevoir, sans engagement, le catalogue NDS 88. Pour toute information supplémentaire, appelez également sur Minitel au 3614
NDS
17, rue de Babylone 75007 PARIS
Tél. : (1) 46 40 20 30

JEUX

échecs

N° 1282

L'ESPAGNE A LENINGRAD

Coupe du monde. Tournoi S.W.I.F.T. - Bruxelles, 1988

Blancs : J. MURN. Noirs : A. BELIAVSKY

Partie espagnole. Système fermé.

1. f4 21. Cc4 (f) Df6 (k) 2. Cc3 22. Rf4 Td4 (l) 3. f5 23. Df3 Tf8 (m) 4. Fd4 24. Ff4 Cf6 (n) 5. d4 25. Fg4 Cf6 (n) 6. Te1 26. g3 h5 (o) 7. Ff5 27. g4 h4 8. g3 28. Cd5 (p) g4 9. h3 29. Cc4 Dd5 (q) 10. d4 30. Cb5+

NOTES a) Une défense toujours populaire... b) Et non 10... Fb7 à cause de 11. dx65, dx65; 12. Dxd8, Fxd8; 13. Cx65, Cx64; 14. F63, Cx64; 15. Fd5f avec avantage aux Blancs (Keres-Benko, 1959). c) La suite du Tournoi des candidats des années 1956. 11. g4, g6; 12. g5, Dg7 à pratiquement disparu, les Noirs pouvant égaliser facilement. d) Ou 13. a4 ou 13. b3 ou encore 13. Cf1. e) Ou a aussi essayé 14. Fb2, g6; 15. a3, Fg7; 16. g4. f) Timman a expérimenté contre Kasparov (Londres, 1984) 15. axb5 mais n'a rien obtenu. g) Après 16... Df8 les Blancs pensent à l'avantage par 17. g4, bx4; 18. Fd4, g6; 19. Cx64, dx64; 20. Dx44, d5; 21. dx65, Tx61+; 22. Cx61f (Kavalek-Reshevsky, 1973). La suite 16... Tb8 a été souvent jouée; les Blancs disposent, dans ce cas, de plusieurs réponses, 17. Dbl ou 17. g4 ou 17. Tbl. Ou aussi, comme dans une

intéressante partie par correspondance Batakov-Biklov, 1981-1982: 17. Ch2, d5; 18. Fd4, dx64; 19. E5, dx63; 20. Fx63, dx6; 21. Fxd4, Cd5; 22. Cg4, Cf4; 23. Tf1, Cg6; 24. Cf3, g5; 25. Fb2f, g4; 26. Fb3, Cb8; 27. Dd1, Fg5+; 28. Rb1, Cf8; 29. Td1, Fd7; 30. Ch4, Fg8; 31. d6f, Cx66; 32. Dg3f, Cg5; 33. Td4f, Fg6; 34. Cf6+, g4f6; 35. Fx4f6, abandon. h) Prévoyant la défense indirecte du pion b4 après l'avance g3-g4. i) Forcé car, après 19. dx65; 20. Fc3 et 21. Cx64 les Blancs sont nettement mieux. j) Une surprise de taille pour les Noirs qui s'attendaient d'abord à la défense du pion b4 par Fc3. k) La prise 21... Fxb4 donne lieu à quelques développements tactiques: 22... Cx65f, Fx61; 23. Dx61, Dg5; 24. Cxf7, Rxf7; 25. Fb3+, Rf8; 26. Dd4+, Dd7; 27. Dd4f, etc. L'échange des D 21... Dxd1; 22. Txd1 n'améliore pas non plus la position des Noirs. l) Si 22... Td8-d8; 23. Db3, Fd6; 24. Dc3!

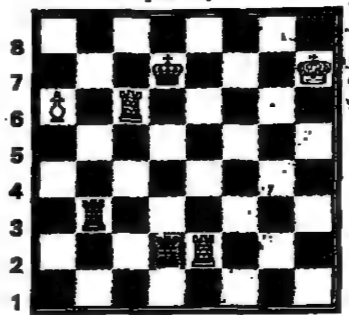
m) 23... Td8 était nettement préférable. n) Si 25... Dg5; 26. Fg1 et si 25... Cg7; 26. Dg3. o) Que faire d'autre? p) La grande diagonale a1-h8 est ouverte au profit des Blancs. Si 28... Dxf4? 29. Cxg6! q) 29... Dxf4 perd la D après 30. Cb6+, Rb6; 31. Cd5+. r) Forcé. s) Le gain le plus simple. t) Si 34... Fxd7?; 35. Tb8 mat. u) Si la T-D était en d8! (cf. le 23^e coup). v) Les pions blancs ne peuvent être arrêtés. SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1281 A. DANNEL (1934) (Blancs : Ra7, T66, Noirs : Rç8, Fç3, Pd4 et h4, Nulle.) 1. T64, h3 (si 1... d3; 2. Tç4+, Rd7; 3. Td4+ et 4. Txd3 et si 1... Ff2; 2. Tf4, Fç1; 3. Txç4, d3; 4. Ra8, d2; 5. Td4f); 2. Txç4, Ff2; 3. Ra8, h2 (si 3... Fxd4,

pat); 4. Td1, Fç1; 5. T85, h1=T (si 5... h1=D, pat); 6. Tb5, Fh2 (si 6... Txh5, pat); 7. Tb8+, mat.

CLAUDE LEMONNE

ÉTUDE N° 1282

N. COX (1982)



BLANCS (4) : Rb7, Tç6 et ç2, Pd4, Fç1, Nd2, Nb1. NOIRS (3) : Rd7, Tb3 et d2. Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1280

L'ASTUCE ET LA TECHNIQUE

Dans cette donne de l'Open par équipes à Biarritz, le déclarant a su allier un coup astucieux et une bonne technique pour réunir un contrat qui était infaisable au début.

A7 10962 A1075 A1075 V1084 N E VA O E OD962 R S DB843 R DR8754 R843 75

Am. : S don NS valn. Sud Ouest Nord Est Passe 10 passe 1V 1 2V 2 4V 4 contre passe 5V passe passe

Le déclarant (Boutbou) a eu l'idée de prendre avec le Roi (bien qu'il savait la Dame en Est), et cette précaution sauva la situation! Après le Roi de Carreau, Sud joua le Roi de Cœur pris par l'As d'Est, qui renonça à faire couper son partenaire à Carreau... Est dut rejouer Carreau dans la fourchette du mort ou Trèfle dans coupe et défausse.

Il fit le Roi de Pique et la Dame de Cœur, puis il monta un mort grâce à l'As de Trèfle pour tirer l'As de Pique et défausser un Trèfle. Ensuite il coupa le 6 de Trèfle et remonta au mort à l'atout afin d'achever son jeu d'élimination en coupant le dernier Trèfle. Il joua alors tranquillement le 3 de Carreau

et, Ouest n'ayant pas fait le 7 de Carreau du mort qu'Est doit prendre avec le 9.

Précaution sans risque La majorité des joueurs de bridge croient être plus forts qu'ils ne sont, et la principale raison est qu'ils ne pensent pas à faire leur atout coup. Ainsi, quand ils chutent un contrat, ils ont tendance à invoquer la malchance au lieu de chercher s'ils n'auraient pas pu mieux jouer.

Voici un excellent exemple, un chelem joué au championnat d'Europe de 1981 dans le match de la Norvège contre Israël. A une table, le déclarant israélien a chuté en jouant, semble-t-il, normalement, et à l'autre table le Norvégien Erik Stabell a réussi le contrat.

Mettez-vous à sa place en Sud en cachant les mains d'Est-Ouest.

74 VD32 RD982 853 DV9 V9765 O E AV10 S 974 AR62 VAR 4 ARV1062

Ouest ayant entamé sa quatrième meilleure, le 5 de Pique, pour le 4 de mort et le Valet d'Est, Sud a pris avec l'As de Pique, et il a tiré l'As de Trèfle sur lequel est tombée la Dame de Trèfle sèche d'Ouest.

gagné ce PETIT CHELEM A TRÈFLE contre toute défense?

Sur le rebid de « 3 Carreaux », Sud aurait pu également dire « 3 Piques » (au lieu de « 3 SA ») au cas où Nord aurait un solide soutien à Pique, mais de toute façon on aboutira à « 6 Trèfles » car Nord a le maximum pour avoir fait la réponse négative de « 2 Carreaux » au premier tour.

scrabble®

N° 294

LE PIANO DU RICHE

Ce dimanche soir, vous êtes en manque : aucun tournoi, aucun partenaire à des heures à la ronde, votre stock de parties jouées est épuisé; plus de transfert possible sur un étrange tour d'élection présidentielle. Ne désespérez pas pour autant, mais pianotez SCRABBLE sur votre minitel. Au menu, on vous propose tout d'abord de jouer en local... Certaine une partie form. déjà en cours, vous est ouverte, mais vous êtes découragé par l'affichage de la grille de scrabble, où les chiffres des cases à prime jouxtent les lettres des mots déjà placés. On vous offre ensuite des parties de grands tournois déjà jouées, mais vous avez déjà

donné, merci, autant vous abonner à la revue Scrabblemania. Finalement, vous découvrez que jouer en direct contre Michel Ouguet est le seul mets nourrissant et savoureux de ce menu; mais hélas, on ne vous le sert qu'à jour et heure fixes (mardi et samedi 14 h 30; jeudi 20 h 30). Deux jours plus tard, vous affrontez notre collaborateur. Dès que le premier tirage est affiché, laissez-vous de le dupliquer sur votre jeu personnel; vous n'avez guère que 75 secondes avant la sonnerie, laquelle retentit une minute avant la fin du coup. Une minute, ce n'est pas trop pour les manipulations qui vous incombent : taper le mot que vous avez trouvé, les références, l'horizontalité ou la verticalité, et enfin, un oui de confirmation. En revanche, l'ordinateur compte les points de votre mot, tient votre score et gère votre classement et votre pourcentage. En bref, un bon exercice pour les amateurs de « blitz », avec, en prime, un meilleur rapport qualité-prix : à 1 F la minute, la partie vous coûtera 75 F contre quelque 100 F pour une partie en local.

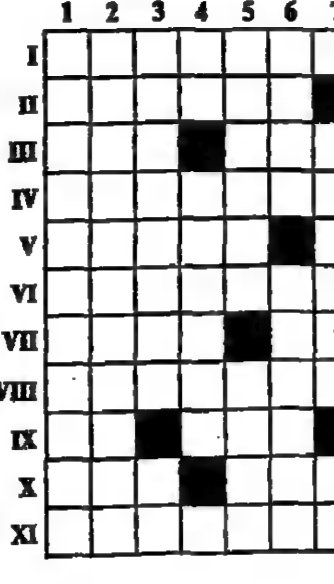
MICHEL CHARLEMAGNE.

Table with columns: N°, TIRAGE, SOLUTION, RÉF., PTS. Lists words and their scores from a Scrabble tournament.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

mots croisés

N° 510



Horizontalement I. Prend parti sans prendre parti... II. Prit parti. Va à la selle... III. C'est zéro. Fait mal aux oreilles... IV. Ne tarit pas d'amabilité. Participe à l'entretien... V. Ne sont plus de saison. On peut se fier à son jugement... VI. Va partout... VII. N'est pas sans danger avec le possessif qui la suit. Un bout de conduite. Préposition... VIII. Possessif. Vaut parfois son contenu... IX. Fin d'infinif. S'avale ou se

ravale dans l'autre sens. Donne de la peine ou promet le profit... X. A ses fidèles. Remise en état ou presque... XI. Des bonnets rétro... Verticalement 1. Doit se boire, sans doute, religieusement... 2. Crèmes pour les peaux douces... 3. Fait l'automate. En fuite... 4. Vrai. Est-ce son supérieur qui lui paraît ainsi?... 5. On a confiance si elle est bonne. On a confiance si on ne l'a pas perdue... 6. Ne marchent pas. Fonceur... 7. Mauvais. Convient... 8. Gardent pour eux... 9. Ne manque pas de feu. En déroute... 10. Un petit d'Espagne. Dans une décade... 11. Vieux pays. Il sut parler d'angoisse... 12. Le 1, c'est sa spécialité.

SOLUTION DU N° 508 Horizontalement I. Bicentenaire. II. Inabordable. III. Pass. Intrans. IV. Acquie. Tibia. V. Rhabilles. FM. VI. Tania. US. OLP. VII. Ite. Ngt. Crée. VIII. Serpentera. IX. Encorcollé. X. Erna. Mens. On. XI. Suturaient. Verticalement 1. Bipartites. 2. Inachevé. Ru. 3. Cancardent. 4. Ebaubi. Pasu. 5. No. Liane. 6. Trel. Gnome. 7. Edn. Lustre. 8. Nites. Ecia. 9. Abris. Crati. 10. Ish. Orul. 11. Remife. Eon. 12. Estampant. FRANÇOIS DORLET.

anacrosisés

N° 511

Horizontalement 1. ABEGINO (+ 1). 2. AACELMV. 3. AEILNUX (+ 1). 4. DEGINOR (+ 1). 5. AEHOORST. 6. ABEORR (+ 1). 7. BEINRSTU (+ 3). 8. EHNORS (+ 3). 9. EHMINT. 10. EENOVZ. 11. CEEORSU (+ 6). 12. AEEGRST (+ 4). 13. EIOQSTU (+ 1). 14. AAEIMNT (+ 7). 15. EEIOSST (+ 1). 16. EFINPS. 17. EEESSX. 18. ACEEIPR. Verticalement 19. ABGINNO. 20. ABEINOS (+ 1). 21. EEGIOST. 22. ABEILNIX (+ 3). 23. DEEQTU. 24. ACEEINN (+ 1). 25. EEEENOORT. 26. AEELNST (+ 1). 27. ACEESSS. 28. ABDEBORS (+ 3). 29. AEINORU (+ 3). 30. EELPRU (+ 2). 31. EELNRV. 32. AEEIRXZ. 33. AEEIST (+ 5). 34. ALNOST. 35. ACENORU. 36. AEEINST (+ 1). 37. ACEINRT (+ 5).

Word search puzzle with grid and solutions for words like BISEAUTA, ALBATROS, AUTUNTE, etc.

سكرواجن الامتل

Culture

THÉÂTRE

Deux festivals en Allemagne

Le théâtre français à Sarrebruck

Perspectives, le Festival du théâtre français de Sarrebruck s'est achevé dans les volutes du fourreau noir d'Ingrid Caven. Elle vit en France, elle était de retour dans sa ville natale pour un unique récital. Elle fut l'épave de cette onzième manifestation.

« Non, rien de rien, non je ne regrette rien... Je me fous du passé... » Dans la Saarland Staatstheater de Sarrebruck, cadens de Hitler à la ville, la chanson d'Edith Piaf choisie par Ingrid Caven comme un défi. La salle hésite. Avec un Ave Maria, entre la prière et la rage, la caresse et le coup de poing, Ingrid frémit, bascule. Après, elle peut faire ce qu'elle veut, la Caven. Revisiter l'Est c'est, La Paloue, Fassbinder, elle peut chuchoter une mélodie comme une confidence, étendue sur le piano, tourner au public son dos démodé dans son fourreau noir Yves Saint-Laurent pour chanter la complainte d'un hôtel triste de Chelsea, ou un Polaroid Coke.

Avec sa joie pas vraie, sa générosité fabuleuse, sa façon de rayer la mémoire et l'oubli du côté de l'Allemagne années 30, avec sa voix qui à coup sûr aurait frappé d'apoplexie et Brecht et Kurt Weill, le théâtre n'est plus qu'à elle. Il y a quatre ans, elle était venue chanter à Sarrebruck, devant une petite salle, deux cents personnes à peine. Cette fois, ils sont huit cents à l'applaudir et même à reprendre en chœur quelques vieux airs familiaux. Souvenirs, souvenirs...

Souvenir et mémoire encore sont les véritables anti-héros de la pièce d'un jeune auteur français, Roland Fichet, présent à Sarrebruck : Plège de la Libération brasse les

vieilles haines entre résistants et collabos qui poissent encore plus d'un mouvement aux mots français, le racisme anti-allemand aussi, tandis qu'à la guerre tout court a succédé la guerre économique et le repli sur des valeurs nationales... Plège de la Libération a été lue en version française et allemande, à l'occasion d'une série de rencontres destinées à promouvoir les auteurs français en Allemagne, organisée par Théâtrales dans la lignée de son action, en France.

À Sarrebruck, Plège de la Libération a particulièrement retenu l'attention. René Luyon créera la pièce en France la saison prochaine, et elle devrait être montée en Allemagne, à Berlin. Les *Opuscles* de Philippe Miquyas, l'histoire de trois hommes qui se retrouvent, et se battent pour une femme, après la guerre, — fera aussi l'objet d'une création radiophonique à la radio de Brême. On a traduit, et la présente le festival des *Guerras Frías* d'Yves Reyman, et *Berlin, ton danseur est mort*, d'Enzo Cormann.

Des « tables rondes », sur la diffusion, la traduction, accompagnent ces lectures. La dernière, consacrée à l'écriture, fut fort pâle, faite de combattants. Les auteurs, metteurs en scène, éditeurs, dont la venue était annoncée en force, n'étaient pas dans la salle ; manque d'organisation, et sans doute de force de conviction, ou de crédibilité. Le sujet pourtant était beau : pourquoi, après avoir dans les années 50 assumé Anouilh, Giraudoux, Caillet ou Sartre, l'Allemagne ignore les auteurs français d'aujourd'hui (sauf Bernard-Marie Koltès...), tandis que la France reste toujours fascinée par Heiner Müller, Rolf Strauß, Peter Handke, Kroeber ou, bien sûr, Fassbinder.

Marc Adam, qui assure la direction du Festival pour la seconde année consécutive, a bâti une programmation largement ouverte au théâtre musical, sous toutes ses formes. Sont venus à Sarrebruck le trio Le Cercle, la Compagnie Vincent Collin, avec *Les Pêcheurs de Baguiolet*, la fabrique d'utopies fan-

taïstes avec *la Rose où l'Héphant est tombé*, Beaux Quartiers et son *Everest Annapurna*, tandis que, tous les soirs, Le Globe était le rendez-vous de musiciens de tous horizons. La famille Deschamps, de Jérôme Deschamps a fait un tabac, avec son très français *C'est dimanche*. Le lot, la télévision et le gros rouge, le sens mordant de l'échec et de l'humour surtout, passent bien les frontières. Dans le genre alcoolisé aussi, il y a eu la bataille rangée de canettes de bière lancées par Briqueux et Chastot, héros minimes de *Juste avant Tamerlan*, de Michel Deutsch. Les Sarrois ont parfaitement reçu cette beuverie brouillonne, ce théâtre raffiné (pourtant joué en français) où deux pères se rêvent conquérants... l'histoire encore.

Cette année, le Festival, financé majoritairement par la Sarre, a reçu un soutien accru du ministère de la culture et du ministère des Affaires étrangères français. Serron — et à quelques bouillons dans la programmation lui serait salutaire. C'est en tout cas souhaité par le spectateur français qui a fait le voyage. Il faudrait une création... pourquoi pas une coproduction franco-allemande. Mais le public de Sarrebruck a cette année pratiquement doublé. Et dans cette cité paisible, à la limite de la frontière, on fait la fête au théâtre français, pendant dix jours.

ODILE QUIROT.

Le théâtre pour la jeunesse à Munich

Organisé du 11 au 21 mai par la Schauburg et son directeur Jürgen Fluge, le Schauspiel 88 de Munich a pleinement justifié son appellation de « Théâtre du monde ».

En dix jours, trente-cinq compagnies des cinq continents ont présenté des spectacles en direction du jeune public. Question éternelle : ce jeune public existe-t-il, quel théâtre prend-on lui donner ? Le Festival de Munich nous a appris que le mythe de la spécialisation comme celui du spectacle pour tous, c'est-à-dire pour personne, ont vécu. Dans le meilleur des cas, l'enfance inspire un style, devient un emblème et parfois un encouragement à l'audace poétique.

Au-delà d'un souci louable de diversifier le répertoire (à travers la tragédie rock de *Blood Brothers* présentée par la Schauburg ou le Beckett décliné et drôle de *Doublement*, Billy, grand succès du TJA de Lyon), ceux qui proposent les voix les plus nouvelles et les plus toniques sont aujourd'hui les Hollandais.

D'une façon générale, leur premier principe est de ne pas imiter « l'autre » théâtre, en faisant plus petit, en simplifiant un peu ce qui se fait pour les adultes. Pas de structure fixe, on joue à travers les écoles, on verbalise le moins possible, on fait agir avant tout le corps, la musique. Le théâtre réinvente « l'enfance intérieure » à un public d'enfants sans aucune exploitation pédagogique possible.

Dans l'esprit de cette école hollandaise, il y a eu le triomphe de la compagnie du Zèbre bleu (De Blaue Zebra). Cinq comédiens, quatre hommes et une femme, vivent en danse, en musique et, par le dédoublement de leurs ombres chinoises, l'étrange dialectique de l'ici et de l'ailleurs. Ce ne sont pas cinq personnes, mais cinq aspects d'un seul caractère (le poète qui doute de lui, l'homme fasciné par le spectacle de sa mort, etc.). Il est question d'une nostalgie, chacun porte la sienne, les histoires interfèrent comme les musiques, Schumann et le guitar rock, Mozart et l'opérette vénitienne.

Les merveilleux comédiens du Blaue Zebra vivent avec appétit une situation de rêve, et nous entrions sans peine dans leur logique de l'imprévisible, qui est bien celle de l'enfance. Le Zèbre bleu, autour de son metteur en scène Hans Van den Boom, a choisi de travailler loin d'Amsterdam, dans la petite ville de Kampen, pour prendre tout le temps nécessaire à sa fantaisie exigeante. L'an prochain, ils monteront *La Passion selon saint Marthe*, sans aucun rapport à la vie du Christ. Aucun formalisme à craindre. BERNARD RAFFALLI.

Au plateau Beaubourg

Les Semaines de la marionnette

Un peu perdues l'an passé à La Villette, les septièmes Semaines de la marionnette se partagent du 25 mai au 11 juin, le Centre de Wallonie et le théâtre du Tourtour.

Un nouveau président pour la SADC

Claude Santelli quitte la présidence de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques qui a désigné, pour lui succéder, Claude Brulé, scénariste-trois ans. Auteur dramatique, scénariste d'Astruc, Chabrol, Vadim, Visconti, Clément, il a été couronné en 1982 par la SADC pour l'ensemble de son œuvre télévisuelle (*Arabe Lupin*, *La Dame de Monsoreau*, *Molière pour rire et pour pleurer*, *Voltaire ce diable d'homme*...).

Dans la série Intimités, une opérette dans un minuscule théâtre baroque (*Monsieur de Narbonne*), le Théâtre Ursula, *le Capitif*, d'après la correspondance du marquis de Sade. Enfin et surtout, *Solitude*, coproduction des Polonais du Buz-

Juliette Binoche répète « la Mouette » à l'Odéon

Face au public

Le Théâtre de l'Europe à l'Odéon, a invité Andreï Konchalovsky à mettre en scène la Mouette, de Tchekhov, qui sera donnée du 31 mai au 26 juin. Nina aura pour l'occasion les traits de Juliette Binoche, qui retrouve les planches après de fracassants débuts à l'écran.



Evidemment, à la rencontre pour la première fois dans les coulisses de l'Odéon transformées en studio de télévision, au haut d'un escalier qui à quelques jours d'une première ressemble plus à l'écouille d'un navire prêt à sombrer qu'à un chemin qui conduit à la scène du théâtre, on pourrait se dire que Juliette Binoche, vingt-trois ans, une carte de visite grande comme ça, a déjà rejoint la famille hystérique des stars maniaques-dépressives.

Quand, d'une main ferme, elle vous aura conduit un peu plus loin dans l'illustre quietude d'un restaurant parisien et aura commencé calmement à parler d'elle, il faudra convenir une fois encore de la vanité des premières impressions. Juliette Binoche, hissée par la grande presse — dont elle se méfie pourtant — au rang des « jeunes actrices françaises prêtes à assurer la relève », est bien plutôt dépositaire d'un savoir-faire familial, artisanal, auquel elle s'est frottée dès l'enfance, sorte d'héritière d'une petite fabrique d'objets d'art dont elle symbolise la réussite et le génie.

Qui n'a rêvé à un moment ou l'autre de sa vie d'être le fils ou la fille d'un comédien et d'une prof de lettres amoureux de théâtre ? Juliette Binoche n'est pas née sur les planches, tant pis pour la légende, mais à, juste à côté. Des l'école de douze ans, sa mère lui fait découvrir le plaisir du jeu. Avec ses camarades d'une classe de Mondoubleau, dans la Loire-et-Cher, la voilà héroïne du *Jeu de la foulée*, dienne à venir, coûte que coûte, de travailler : il faut commencer, gagner sa croûte, c'est le meilleur moyen d'apprendre ce métier, d'apprendre à se connaître. Au début, il n'y a pas de caillots, pas d'idée arrêtée, on s'en fouit.

Pas question pour autant de se laisser aller. Juliette Binoche décide d'entrer — et y parvient — au Conservatoire national d'art dramatique. Mais l'armée est à peine commencée qu'André Téchiné lui propose le rôle principal de *Rendez-vous*, peu après sélectionnée pour le Festival de Cannes 1985. Le voilà donc, pour le plus grand plaisir de festivistes avides de nouvelles têtes, appartenant à la Croisette.

« A partir de là j'ai pu choisir ; le succès, ça aide. » Juliette Binoche choisit donc d'affronter l'un de nos monstres de l'écran, Michel Serrault sous les caméras de Jacques Rouffio. Elle sort indemne de *Mon beau-frère a tué ma sœur*. Puis vient la rencontre avec Luc Carax, avec qui, pendant de longs mois, aux côtés de Michel Piccoli et Denis Lavant, elle travaillera sur *Mauvais sang*. Elle prendra alors un temps de pause avant qu'on ne la retrouve auprès de Daniel Day-Lewis dans *l'Insoutenable légèreté de l'être*, de Philip Kaufman et, aujourd'hui, dans le rôle de Nina, la Mouette, de Tchekhov, pour la première fois sur une grande scène.

Elle a voulu mettre tous les stouts dans son jeu : « J'ai, depuis un an, beaucoup lu sur la période, sur les actrices de l'époque, les auteurs russes, Gorki, Tourgueniev. Je suis allée à Moscou pour sentir, regarder les gens, les regards, la neige. J'ai fait le pèlerinage Tchekhov, visité sa maison, rencontré la fille de Stanislavski à qui j'ai posé mille questions. Je n'avis jamais eu avant l'arrivée de connaître à ce point un auteur. J'admire beaucoup Tchekhov, j'aime profondément, lui, sa vie, ses doutes. La Mouette est une pièce de passion, nous l'avons répétée avec passion. Je sais que cela va être dur. Je sais désormais qu'il me faudra plusieurs années pour donner à mes personnages la force que j'ai envie de leur donner. Mais, comme d'habitude, j'ai compris ce qui me manquait au cinéma : le public, en face de moi. » OLIVIER SCHWITT.

ACTUELLEMENT

ISAACH DE BANKOLE GIULIA BOSCHI FRANÇOIS CLUZET

CHOCOLAT

UN FILM DE CLAIRE DENIS



Culture

EXPOSITION

« Le Palais-Royal », au Musée Carnavalet

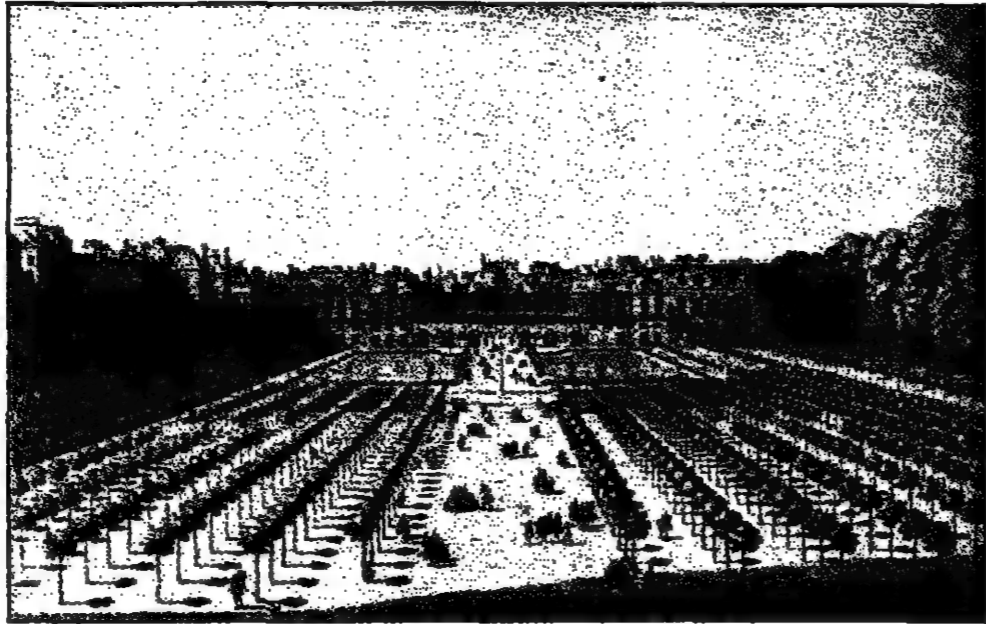
Le palais des paradoxes

Construit par un prince de l'Eglise - Richelieu - le Palais-Royal a derrière lui une belle carrière de scandales avant de devenir ce qu'il est : une oasis de calme au centre de Paris.

Depuis plus de cent ans, le Palais-Royal, enclavé abandonné aux enfants et aux pigeons, vieillissait paisiblement avec sa ceinture de boutiques léthargiques, vouées aux collectionneurs de timbres-poste et aux amateurs d'ordres de chevalerie. Colette avait depuis longtemps déserté sa fenêtre et Cocteau son entresol quand « l'affaire » des colonnes de Buren vint ranimer l'endroit. On se pressa soudain pour apercevoir l'objet de litige. S'indigner ou applaudir. Une manière de renouer un bref instant avec le scandale attaché jadis à ce haut lieu de la vie parisienne, rassemblement de la jeunesse la plus tapageuse, centre actif de tous les plaisirs plus ou moins licites.

Combien de mouvements qui allaient bouleverser Paris sont partis de ce véritable quartier grand comme un mouchoir de poche ? Une bruyante et paradoxale histoire, tissée d'intrigues politiques et d'émotions populaires, de fastes princiers et de ragots de bistrot, qui nous est racontée au Musée Carnavalet, documents à l'appui.

Première étrange, ce palais royal ne mérite guère son nom. C'est Richelieu qui le fait élever pour posséder, face au Louvre, une résidence digne de son rang. De ces bâtiments dessinés par Le Mercier, il ne reste pratiquement rien. Et la galerie de tableaux des « hommes illustres de la France » peints par Vouet et Philippe de Champaigne, dispersée, n'est (en partie) réunie à Carnavalet que pour le temps de l'exposition. Louis XIII hérite de son ministre mais ne lui survit que six mois. Le jeune Louis XIV passe là une enfance troublée par les épisodes de la Fronde. C'est le seul souverain qui y réside un temps. En revanche, la salle de spectacle construite sur ordre du cardinal, grand amateur de théâtre, accueille presque toutes les créations de Molière.



« Vue du Palais-Royal » : J. Chausson et A. Avellan

Autre paradoxe, cette ancienne résidence d'un prince de l'Eglise fut très vite, à Paris, synonyme de débauche. Passé entre les mains de la famille d'Orléans, le palais, profondément remanié, va connaître avec le Régent une sorte d'âge d'or. Celui-ci y loge son énorme collection de tableaux, italiens (Véronèse, Bellini, Tintoret, Corrége), flamands (Rubens) et français (Coyppel, Foussin).

Ses petits appartements sont décorés au goût du jour par Oppenheim, en style rocaille. C'est là qu'ont lieu les fameux « petits soupers » décrits par Saint-Simon : « On buvait d'autant, on s'échauffait, on disait des ordures à gorge déployée et des impiétés à qui mieux mieux et quand on avait fait du bruit et qu'on était bien ivre, on s'allait coucher et on recommençait le lendemain ».

Le théâtre devint opéra constituée une source de revenus non négligeable pour le duc d'Orléans qui, de plus, nous dit encore Saint-Simon, « n'avait qu'un pas à faire pour y aller au sortir de ses soupers et pour s'y montrer soûvent dans un état bien peu convenable ». La salle

brûle à plusieurs reprises, mais toujours est reconstruite. La dernière en date - à l'origine de notre Comédie-Française - le sera sur les plans de Victor Louis, l'auteur des galeries du Palais-Royal que nous connaissons et qui allaient servir de cadre aux premières journées de la Révolution française.

Car, en 1789, c'est ici la promesse à la mode. On y vient pour voir et se faire voir, acheter les gazettes et les commenter. Les arcades qui abritent boutiques et cafés regardent de monde. C'est là que Paris y apprend le 24 juin la réunion du tiers-état au Jeu de paume. Là encore que les gardes-françaises libérées de la prison de l'Abbaye sont abreuvés par les Parisiens. Là toujours, qu'à l'annonce du renvoi de Necker, le 12 juillet, Camille Desmoulins arrange la foule, qui va se lancer à l'assaut de la Bastille. Pendant toute la Révolution, le Palais d'en-dehors Royal, et désormais Egalité, restera un centre actif. Un centre de plus en plus tourné vers le plaisir. D'abord ceux du sexe et de l'estomac, puis celui du jeu qui fait rage dans les entresols convertis en tripots. Le musée Carnavalet expose une brassée de documents : dessins,

caricatures, gravures qui moquent les habitués de ce quartier chaud.

Cette situation va se prolonger après l'Empire. La Restauration pudibonde va tenter d'endiguer les flots des prostituées et des joueurs. En vain. Il faudra attendre le retour de l'ordre bourgeois sous la monarchie de Juillet pour voir disparaître ces « autres du vice ». Mais cette décision portera un coup mortel à l'activité des galeries. Louis-Philippe, propriétaire des lieux, aura beau construire un nouveau passage couvert, c'est un fiasco. Le périmètre va déperir lentement. Pillé en 1848, incendié sous la Commune, le Palais est à chaque fois remanié.

Il est une dernière fois quand le Conseil d'Etat s'y installe au début de la III^e République. Le ministère de la culture en occupe maintenant une aile. Ses fenêtres s'ouvrent désormais sur un paisible jardin provincial. Et l'élegante colonnade de Buren que l'on prit un peu vite pour une œuvre révolutionnaire est devenu le décor favori des photographes de mode.

EMMANUEL DE ROUX.

* Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, jusqu'au 4 septembre.

MUSIQUE

La messe « Cum júbilo », de Gilbert Amy

Dans la grande tradition

La messe Cum júbilo, de Gilbert Amy, écrite de 1981 à 1983, a été créée ce jeudi par l'Orchestre de Paris, salle Pleyel. Elle s'inscrit dans la tradition des messes symphoniques de Bach, de Beethoven ou de Bruckner.

Pour sa messe Cum júbilo, Gilbert Amy cite comme références stylistiques Stravinski et le symbolisme de psalmes qui ont influé sur l'instrumentation : pas de violon ni d'alto, de nature trop expressive, mais un orchestre très fourni en bois et en cuivres, en percussions et comportant harpes et claviers.

A cet effectif important s'ajoutent un chœur d'enfants (chargé de renforcer les couleurs claires, par moments), un grand chœur sur qui repose l'essentiel de l'énonciation du texte et quatre chanteurs solistes qui enjolivent, dramatisent et décorent maintes sections.

Le Kyrie commence très doucement par des échelonnements de voix de femmes avec quelques touches impressionnistes des harpes et des bois. Le Christ, étonné par les hommes, s'élève en une supplication ardente du chœur qui gagne tout l'espace sonore et le dernier Kyrie déploie divers épisodes dramatiques et mystérieux : l'alto et le soprano soliste lancent des cris presque verdians, les cuivres sonnent en longs points d'orgue crescendo, les claviers émaillent ce climat très contemplatif.

Le Gloria et le Credo sont médités phrase par phrase comme chez les classiques et l'on ne peut ici les détailler. On note au début du premier, dans la psalmodie alternée, comme un signe amical au Gloria de Poulenc. Les vocalises extatiques de la soprano contrastent avec la rude déclamation du chœur. Les épisodes dramatiques, sur un orchestre très agité, alternent avec des pages calmes, lentes et majestueuses. Mais, à la fin - « Et tu te es englouti dans une muraille sonore de louanges où les chanteurs évoluent en

une polyrythmie très complexe au milieu des cloches et des percussions.

Dans l'impressionnant Credo, il y a également des effets de masse et parfois de saturation en raison des effectifs engagés, mais aussi tout un côté presque descriptif : l'annonce étonnée, bruisante, du chœur d'hommes au milieu des percussions : « Il descendit du ciel » ; puis dans le calme avec un peu de harpe et de flûte grave : « Il s'incarna dans le sein de la Vierge Marie » ; proclamation des témoins dans l'aigu : « Il s'est fait homme » ; alors, la trompette éclate, les percussions grondent, les chœurs restent sans voix. Et puis, pendant le Crucifixus retentit le bruit de bois que l'on cloche.

Cette messe est ainsi un monde complexe qu'il faudra étudier dans le détail. La démarche paraît souvent très volontaire, un peu lourde peut-être, alors qu'on aimerait voir la musique plus emportée, balayée par un courant lyrique comme c'est le cas dans le Sanctus et surtout dans l'Agnus dei.

Celui-ci commence par une sorte de canon de voix éternelles comme O King de Bérol, sur des bandes de musiques sonores, elles s'animent, se développent au quatuor vocal et s'achèvent en longues vocalises sur lesquelles se détache le texte en une déclamation rapide. De légères percussions de flûte, quelques échos et la messe s'éteint discrètement.

On réunit dans le même éloge les quatre solistes (Mary Shearer, Benedetta Pochioli, Peter Lindroos, Gregory Reinhart), le chœur prodigieux des BBC Singers (préparé par John Poole), la maîtrise des Hauts-de-Seine et l'Orchestre de Paris dirigés par Peter Eötvsy, qui a dirigé dans l'espace cet édifice ample et complexe avec une grande majesté et une grande sûreté.

La messe de Gilbert Amy sera diffusée prochainement par Radio-France et publiée sur disques Erato. Commandée par l'Etat, elle a été réalisée avec le concours de la Fondation Total.

JACQUES LONCHAMPT.

Caroline Gautier à la Bastille

Le mélodrame au sens propre

A l'origine le mélodrame juxtapose, comme son nom l'indique, drame et musique. A la Bastille Caroline Gautier le remet à la mode.

Le principe même du mélodrame est singulier en ceci qu'il associe la déclamation parlée à un accompagnement musical qui lui sert de trampoline et de résonateur. Les effets sont essentiellement pathétiques, d'une force souvent irrésistible, et c'est cela qui captive sans doute l'attention du terme mélodrame à des pièces de théâtre larmoyantes, où la musique n'intervient pas nécessairement.

On attribue généralement au Pyramion (1770) de Jean-Jacques Rousseau l'origine du mélodrame, mais le premier grand musicien à avoir donné ses lettres de noblesse à ce genre nouveau fut Jiri Antonin Bendá (1772-1795), avec *Arlene à Nazos* et *Météo*. Lorsque Mozart vit ce dernier ouvrage, en 1778 à Mannheim, il fut si frappé qu'il écrivit à son père : « J'ai toujours désiré écrire des drames de cette manière (...). Vous savez bien que l'on n'y chante pas, mais que l'on y décline et que la musique ressemble à celle d'un récitif accompagné. On y parle aussi de temps en temps pendant la musique, ce qui produit l'effet le plus magnifique qui soit. »

Passablement méconnu, le répertoire du mélodrame est assez vaste, depuis Weber, Schubert, Schumann et Liszt jusqu'à Massenet, Strauss et Schönberg. Depuis plusieurs années, Caroline Gautier s'emploie à l'explorer et à le réhabiliter avec autant d'énergie que d'imagination.

Un disque a été, provisoirement, les premiers résultats décisifs de cette reconquête (1), tandis que la *Météo* de Bendá et *Héxentil* (1903) de Max von Schilling, qu'elle présente actuellement au Théâtre de la Bastille, sont devenus ses nouveaux chœurs de bataille.

La participation de *Météo*, surtout réduite au piano, un poème plus austère qu'à l'époque de Mozart, et comme le texte, récit en allemand,

n'a au mieux qu'un impact indirect, on admire la performance vocale, la présence dramatique et certaines idées du metteur en scène Daniel Girard, mais sans vibrer vraiment, ce qui est assez paradoxal. En outre, le jeu pianistique de William Nabore, sensible et attentif aux moindres inflexions de la voix et du texte, révèle quelques déficiences dans l'agilité. Traduite en français, cette œuvre très aboutie porterait certainement davantage.

En revanche, le poème *Héxentil* (*le Chant de la sorcière*) est écrit en vers fortement allitérés, musicaux par eux-mêmes, et Caroline Gautier réussit si bien à les couler dans les dessins de l'accompagnement que le résultat possède une puissance de conviction irrésistible. Il suffit de prendre connaissance de la traduction donnée dans le programme et de se laisser porter. La mise en scène, plutôt convenable, n'ajoute rien et l'on reste suspendu à la confession de ce vieux moine poursuivi pendant cinquante ans par le chant d'amour d'une femme condamnée au bûcher et qui, dit-il, lui ouvre à présent la porte des cieux.

GÉRARD CONDÉ.

* Jusqu'au 29 mai, à 21 h 15, le dimanche à 17 heures, au Théâtre de la Bastille (tél. : 43-57-42-14).

(1) « Mélodrames de Schubert, Schumann et Liszt », Disque compact, Stefanotis, 249002, distribué par Music Disc (M4U 750).

LOBO

Sculptures
DU 27 MAI AU 9 JUILLET
daniel malingue



Sélection Officielle
Festival de
CANNES 88

PHILIPPE SNAPE présente
GIAN MARIA VOLONTE
L'ŒUVRE AU NOIR
N. DELVAUX
MARGUERITE YOURCENAR

"Une œuvre d'une haute tenue avec une mise en scène pleine de rigueur, une interprétation exemplaire et des images d'une grande beauté."
ROBERT CHAZAL - FRANCE SOIR

"Le film est fort et touchant."
L'ÉVÉNEMENT DU JEU

"... Le récit d'une chasse à l'homme à travers l'Europe et surtout Bruges, dont André DELVAUX, avec l'art magistral du peintre, reconstitue le décor et l'ambiance."
CLAUDE BAIGNERES - LE FIGARO

"... A souligner le miracle de l'interprétation, la magnifique présence de Gian Maria VOLONTE et l'interiorité bouleversante de Sami FREY."
STUDIO MAGAZINE

"YOURCENAR aurait aimé. Ce film lui ressemble."
Marie-Françoise LESLÈRE - LE POINT

"Gian Maria VOLONTE domine majestueusement une éblouissante distribution qui constitue à elle seule, un véritable Festival de Cannes."
GILLES MEGNON - L'EXPRESS

Le Pritzker Architecture Prize à Oscar Niemeyer et Gordon Bunshaft

Le Pritzker Architecture Prize, l'équivalent du prix Nobel pour l'architecture, a été décerné le lundi 23 mai au cours d'une cérémonie organisée à l'Art Institute de Chicago à Oscar Niemeyer et Gordon Bunshaft pour l'ensemble de leur œuvre. Le Pritzker Prize, institué en 1979 par la Hyatt Foundation, récompense chaque année des architectes qui ont « contribué à l'enrichissement du patrimoine architectural mondial ». Ce prix international est doté d'un montant de 100 000 dollars (environ 550 000 FF).

L'architecte brésilien Oscar Niemeyer reste une des grandes figures de l'architecture mondiale. Né en 1907, il fit ses études à l'école des Beaux-Arts de Rio de Janeiro. Il travailla ensuite auprès de Licio Costa et collabora avec Le Corbusier. Son œuvre majeure reste sans doute la réalisation des bâtiments officiels de la nouvelle capitale, Brasilia, qui fête cette année son trentième anniversaire. En France, on lui doit notamment le siège de PCF à Paris,

ainsi que le centre culturel du Havre.

Gordon Bunshaft est né en 1909 aux Etats-Unis. Diplômé du Massachusetts Institute of Technology, admirateur de Le Corbusier et de Mies van der Rohe, Gordon Bunshaft est perçu comme l'un des maîtres de l'architecture américaine. Sa œuvre majeure est le 24-Story Lever House à New-York.

DÉJÀ LYRIQUE !

MEDEA
LE CHANT DE LA SORCIÈRE
DU 26 AU 29 MAI A 21 H 15
DIMANCHE A 17 H
THÉÂTRE DE LA BASTILLE

ORCHESTRE DE PARIS
EJC
CONCERT A DEUX ORCHESTRES
Luciano Berio Laborintus II
Arnold Schoenberg PelleasetMelisande
ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
ORCHESTRE DE PARIS
Choeur du Conservatoire National Supérieur de Musique de Paris.
Direction
Pierre Boulez
Federico Sanguineti, Nicole Tibbels, Judith Rees, Meriel Dickinson.
récitant. sopranos mezzo soprano
Mercredi 1er, Jeudi 2 juin 1988 20 H 30
Salle Pleyel Loc : 45 63 07 96

GYMNASÉ-MARIE BELL
ROMAN
POLANSKI
La Métamorphose
de KAFKA
DERNIER le 11 juin

صك:امتن الأهل

Communication

La communication des collectivités locales

Le poids des images et le choc des suffrages

Les collectivités locales ont soif de communication, et multiplient depuis dix ans les structures spécialisées, tant pour s'adresser à leurs habitants que pour attirer des entreprises nouvelles ou redorer leur image extérieure. Sans oublier, bien sûr, l'importance électorale de la communication baptisée pudiquement de « fin de mandat ». Cet effort se traduit par des dépenses conséquentes : la communication représenterait ainsi un marché de 400 millions de francs par an pour les seules communes, de 1 milliard pour l'ensemble des collectivités locales. Selon les promoteurs du premier salon spécialisé du secteur, Col'Com, qui se tiendra à Valenciennes les 23, 24 et 25 juin (1).

Les villes ont défriché le terrain d'une communication continue, professionnelle, et tous azimuts : d'une part, le support traditionnel de la presse régionale, au lectorat parfois déclinant, ne leur suffisait plus pour informer tous les habitants ; d'autre part, elles ont pris conscience de l'importance de leur image sur leur capacité d'attraction. Depuis la loi de décentralisation qui a été le déclencheur de leur action, les départements ou régions sont saisis de la même boulimie de reconnaissance : une étude menée par le Col'Com auprès de trente-cinq départements et dix régions montre que la quasi-totalité n'ont créé un service de communication qu'après 1982. En moyenne, les départements consacrent 0,37 % de leur budget à la communication, contre 1,8 % en moyenne pour les régions, avec un record de 6 % en Ile-de-France.

La même étude menée auprès de 154 villes sur tout le territoire montre que les plus grandes, toutes tendances confondues, sont aussi les plus actives en communication : sur 34 villes de plus de cent mille habitants, seules trois n'ont pas de service spécialisé, et, sur les 29 qui ont accepté de donner leurs comptes, l'enveloppe « communication » atteint en moyenne 1,31 % du budget (avec des pointes à 7 % pour Bordeaux ou 6 % pour Rennes). Ces services sont relativement récents, seuls 6 existaient avant 1977, et 19 sont nés pendant la période municipale 1977-1983.

Dans les 110 villes de moins de 100 000 habitants étudiées, l'existence de services de communication est liée en partie à la couleur politique : ces services sont présents dans 60 % des villes RPR, 72 % pour l'UDF, 88 % pour le PS et 91 % pour le PC. Avec des budgets oscillant entre 0,9 % et 1,6 % des ressources com-

munes. Dans la plupart des cas, ces services sont postérieurs à 1977. De « surdoués » à « porte du monde », villes, départements et régions rivalisent de slogans et d'invention des « positionnements ». Si cette « guerre des images » n'a jamais l'importance des suffrages, la communication locale adopte de plus en plus les méthodes classiques de la publicité ou des relations publiques. Y compris dans la personnalisation des dirigeants, comme en témoigne par exemple l'appel d'adhésion des présidents de conseils généraux.

M. C. L.

(1) A côté du salon qui réunit une centaine d'exposants, une série d'ateliers auront pour thème, entre autres, « la place des élus », « la télématique municipale », « le journal », « les relations avec la presse », etc.

Préavis de grève à FR 3 Alpes

Grenoble défend son information contre l'« hégémonie » de Lyon

GRENOBLE de notre correspondant

Les personnels de FR 3 Alpes ont déposé, mercredi 25 mai, un préavis de grève d'une durée indéterminée à compter du 31 mai. Ils entendent ainsi protester contre l'organisation par la seule station de Lyon des soirées électorales des 5 et 12 juin. Les journalistes et techniciens de FR 3 Alpes estiment, dans un communiqué, que « cette manœuvre apparaît comme un bon d'essai du plan de restructuration qui prévoit, dans la région Rhône-Alpes, la suppression du journal des Alpes ».

Ce journal télévisé régional, créé le 1^{er} juin 1982 et diffusé à partir des studios de FR 3 Grenoble, devrait disparaître le 1^{er} janvier 1989. A moins qu'il ne soit remplacé par un journal régional, en effet, à l'heure de la suppression de FR 3 sur ses propres émetteurs et de la récupération du créneau horaire qu'elle mettait jusqu'ici à disposition de la région Rhône-Alpes, les responsables de la chaîne envisagent de remplacer la station de Grenoble dans un état de dépendance vis-à-vis de Lyon semblable à celui qu'elle connaît jusqu'en 1982. Des solutions techniques pourraient cependant être envisagées comme la duplication de plusieurs émetteurs dont celui, très puissant, du mont Pilat. Le coût élevé que cette opé-

Nouvelle maquette et remise en question des suppléments

« L'Express » tourne la page de l'ère Goldsmith

Jimmy Goldsmith fait désormais partie du passé de L'Express. Le lancement, vendredi 27 mai, de sa nouvelle maquette symbolise pour le premier hebdomadaire français — 535 286 exemplaires en moyenne diffusés en 1987 et à l'étranger — la rupture avec la décennie 1977-1987 pendant laquelle Sir James Goldsmith était aux commandes.

Nouveaux caractères, introduction générale de la couleur, pages rythmées en trois grandes parties (analyse, commentaires et repères portant sur la vie politique et économique française et internationale ; grands reportages et enquêtes ; spectacles et livres) donnent une allure plus dynamique au journal, décidé à renouer avec son statut de *new magazine*. « Nos lecteurs, déjà informés par les autres médias, n'ont pas besoin de synthèses de

l'actualité aussi bien faites solennelles, commente Yann de l'Écotais, directeur des rédactions de L'Express. Ils exigent des analyses plus précises et veulent qu'on leur raconte des histoires grâce aux reportages et enquêtes. « Nous réfléchissons depuis longtemps à une évolution du journal en ce sens, ajoute-t-il, mais le propriétaire n'y opposait. » Sir James Goldsmith avait révisé, par exemple, le traitement de sujets « sociétaux » (évolution des mœurs, changement des modes de vie, etc.) dans l'hebdomadaire. Comme pour mieux marquer la rupture, la couverture de L'Express titre cette semaine sur « Les nouvelles lois de l'amour ».

Jusqu'à l'été dernier, date à laquelle le *raider* franco-britannique décidait de revendre la maison mère de L'Express, la Générale occidentale, à la Compagnie générale d'électricité, L'Express était son journal. Ces deux dernières années, il avait voulu même en faire le flambeau de l'ultra-libéralisme en France et en Europe. Non sans rencontrer des oppositions au sein de la rédaction et enregistrer le départ de contestataires, en juin 1986. Sa grande idée, c'était les « hebdomodimensuels » (sport, style, argent, économie, sciences-société) destinés à accueillir les sujets non traités dans l'hebdomadaire. La rédaction est une partie de la hiérarchie les avaient pourtant clairement désavoués. Coûteux — les « hebdomodimensuels » lancés à l'automne 1986 représentent entre 200 et 300 millions de francs d'investissement, — cette création est déficitaire : seul le titre L'Express - Votre argent engrange des bénéfices grâce à la publicité. La préparation de L'5, à laquelle Jimmy Goldsmith s'était porté candidat et ces « hebdomodimensuels » avaient d'ailleurs prévu les comptes de la Générale occidentale.

Mi-juin, un conseil d'administration doit décider de la survie de ces suppléments. Mais, dès le 2 juin, un comité d'entreprise se réunit. Les couloirs de l'hebdomadaire font déjà écho de dizaines de licenciements, dont ceux de plusieurs journalistes, qu'entraînerait la suppression des quatre « hebdomodimensuels ». M. Willy Stricker, administrateur-directeur de L'Express, se refuse à préciser leur nombre mais confirme que, le 2 juin, d'importantes décisions seront annoncées.

CLAUDE FRANCLON.

YVES-MARIE LABÉ.

Coup de force des TV privées en Allemagne

Bertelsmann arrache le football aux chaînes publiques

BONN de notre correspondant

Coup de poker et coup de force réussi pour les chaînes privées de télévision de RFA : UFA-Film, une filiale du groupe Bertelsmann, qui contrôle également la chaîne privée RTL Pps, s'est assuré, mercredi 25 mai l'exclusivité des droits de diffusion des rencontres de football de la Bundesliga, la première division du championnat ouest-allemand. Le comité directeur de la Fédération, réuni à Stuttgart, a accepté l'offre de UFA, 135 millions de deutschemarks (environ 450 millions de francs), pour les trois prochaines années, une somme deux fois supérieure aux propositions des deux chaînes publiques, ARD et ZDF, qui avaient jusque-là le monopole des retransmissions.

Jusqu'au dernier moment, ARD et ZDF s'étaient cru que les clubs allaient sauter le pas et abandonner le service public pour les offres alléchantes du privé. Les deux chaînes privées ouest-allemandes, RTL Plus et SAT 1, ne sont pour l'instant que des candidats à la compétition allemande, ceux qui bénéficient de la télévision par câble. Sûrs de leur force et de leur couverture nationale, les chaînes publiques considèrent comme un droit acquis le fait de pouvoir rassembler devant leurs écrans du samedi soir les amateurs de ballon rond : l'émission *Sportschau*, qui rend compte des matches de première division tous les samedis à 18 heures sur la première chaîne, est la plus regardée de toutes les émissions de la télévision, à une heure où la publicité sur le petit écran est encore permise par la loi.

On peut s'imaginer l'émotion suscitée dans le public par cette affaire : les trois quarts des fans risquent bien tôt de se retrouver privés de leur drogue hebdomadaire ! Pas entièrement toutefois, car la loi prévoit que des extraits d'excitant pas trois minutes peuvent être librement diffusés. Mais quelle frustration tout de même ! Les amateurs de football étant également des électeurs, de nombreux hommes politiques ont pris position : si les chrétiens-démocrates, les plus chauds partisans du développement de la télévision privée, sont plutôt discrets et demandent simplement, comme le chancelier Kohl, que « l'on assure au plus grand nombre d'Allemands possible la possibilité de voir les matches », les membres de l'opposition social démocrate tempèrent : les maires, gestionnaires des stades, menacent de supprimer les tarifs de faveur accordés pour la location des terrains, et même de

faire payer aux clubs les frais de police nécessaires au maintien de l'ordre dans les stades.

Les vainqueurs du bras de fer, RTL Plus, Bertelsmann et UFA, sont maintenant en bonne position pour assurer les chaînes publiques à long terme, et à leur revendre à leurs conditions, les droits de diffusion en attendant d'avoir atteint une couverture nationale. En jouant gros sur le football, RTL et Bertelsmann espèrent donner un coup d'accélérateur au développement des chaînes privées en RFA, qui est nettement moins avancé qu'en France ou en Italie.

Les grands perdants de ce combat sont les téléspectateurs de la République démocratique allemande. Les supporters des grandes équipes ouest-allemandes sont en effet fort nombreux de l'autre côté du mur et n'ont aucune chance, dans un avenir prévisible, d'avoir accès à la télévision par câble.

LUC ROSENZWEIG.

Les grands prix audiovisuels 1988. — A l'unanimité, le jury des grands prix de télévision a désigné les lauréats pour 1988. Il s'agit de Anne Hoang, disparue le 7 octobre 1987, pour l'ensemble de son œuvre audiovisuelle (*Contre-Enquête* notamment) et Claude Lanzmann pour *Shoah*. Une mention spéciale a été décernée au film de Miriam Dumas et Dominique Colonna les *Trois Familles d'Eric Robert*.

Les grands prix de radio ont également été décernés à l'unanimité à Mildred Clay pour l'ensemble de son œuvre radiophonique et à Jean Daire pour sa série « Mardi du cinéma » (France-Culture) et « Une vie — une œuvre » (France-Culture), consacrée à Deshaël Hammett. Le jury, présidé par Jean-René Vivet, était composé de nombreuses personnalités de la radio et de la télévision, membres de la Société des gens de lettres ou de la Société civile des auteurs multimédia.

M. Berlusconi signe un accord avec la télévision catalane TV 3. — M. Silvio Berlusconi a signé un accord sur trois ans avec la télévision catalane TV 3 en vertu duquel elle pourra diffuser des séries américaines, dont notamment le célèbre feuilleton « Dallas », et soixante longs métrages. Il a déclaré mercredi à la presse que cet accord entre la société Reteitalia, filiale de son groupe Fininvest Media, et la radio et télévision catalanes prévoyait également la coproduction de programmes de divertissement qui seraient vendus à d'autres télévisions européennes.

La grève des imprimeurs de province

Quotidiens régionaux et titres matinaux sont touchés

La grève lancée par la fédération OGT du Livre à ce des comités de la presse régionale et départementale, le jeudi 26 mai. Alors que plusieurs grands quotidiens régionaux comme la *Montagne*, la *Dépêche du Midi*, le *Midi Libre*, l'*Est républicain*, le *Républicain lorrain*, la *Voix du Nord*, *Paris-Normandie*, le *Provençal*, le *Dauphiné libéré*, *Nice-Matin*, paraissent normalement, d'autres ont été totalement absents des kiosques (Ouest-France, le *Télégramme de Brest*, les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, l'*Alsace*, le *Progrès de Lyon*, le *Bien public* (Dijon), l'*Union de Reims*...).

D'autres, enfin, n'ont pu faire paraître qu'une partie de leurs éditions, comme *Sud-Ouest* qui a tiré trente mille exemplaires au lieu de quatre cent vingt mille habituels.

La grève a aussi eu des conséquences sur les éditions décentralisées des quotidiens nationaux, dont le plupart n'ont pu être imprimés dans les imprimeries de province en grève comme à Toulouse, Marseille ou Saint-Etienne.

Libération, qui cherchait à pallier ce manque en tirant cent mille exemplaires supplémentaires dans une imprimerie parisiennaise, proteste contre le fait que les ouvriers du Livre OGT n'ont pas limité son tirage. De son côté, la CGT fait remarquer que *Libération* a pu imprimer cinquante mille exemplaires de plus que son tirage habituel, mais que le supplément demandé dépassait les limites techniques de l'imprimerie.

Vendredi, la grève a touché l'impression des quotidiens matinaux *France-Océan* et *l'Éclair*, absents des kiosques, ainsi que les éditions décentralisées à Nantes des quotidiens nationaux.

M. C. L.

M. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.



صباحنا الأصلي

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans votre supplément du samedi matin...

Vendredi 27 mai

TF 1 20.40 Variétés: Les uns et les autres. Émission présentée par Patrick Sabrier. Spécial Fins des mères. 22.35 Magazine: Un monde. Le magazine de l'étranger...

Allo Livres Vite un livre! Commandez et recevez vos livres chez vous de 7h à 24h, 7 jours/7. 45 31 70 70

Samedi 28 mai

TF 1 11.15 Magazine: Reportage. De Michèle Cotta et Jean-Claude Paris. La responsabilité médicale. Les erreurs. Aujourd'hui les victimes ou les familles...

J'AMAMAN DRUGSTORES PUBLICIS

Audience TV du 26 mai 1988

Table with columns: HORAIRES, FORCES AVANT, TF1, A2, FR3, CANAL+, LA 5, M6. Shows audience ratings for various programs.

Dimanche 29 mai

TF 1 6.55 Bonjour la France, bonjour l'Europe. Journal présenté par Jean Offredo. 8.00 Météo. 8.05 Dessins animés: Candy. Les trois sorcières...

FRANCE-CULTURE

20.30 Concert (dans le cadre de la semaine de la musique): Les deux frères de la rue de la Harpe...

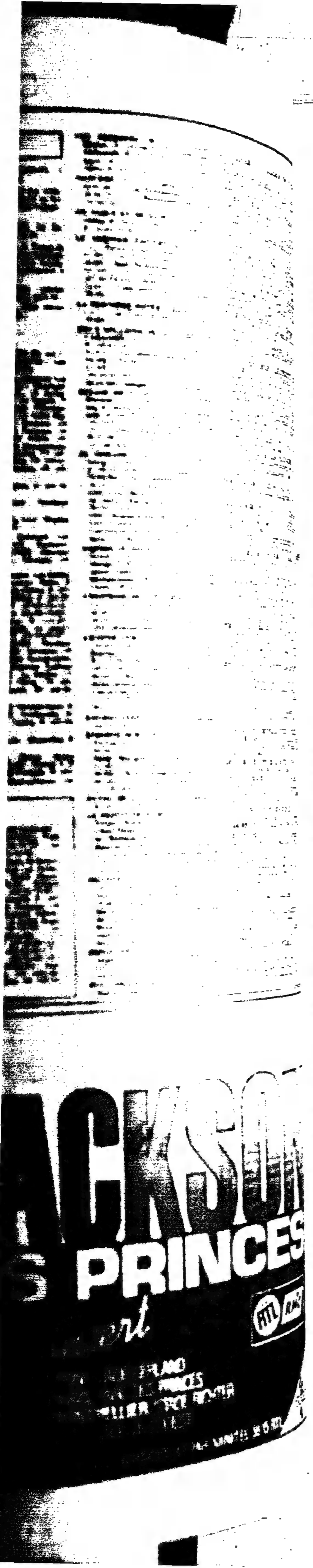
FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (dans le cadre de la semaine de la musique): Les deux frères de la rue de la Harpe...

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Ile-de-France Samedi 28 mai: Croustillers, 14 heures: philatélie; Fougères, 14 heures: vin; Le Raincy, 14 h 30: affiches; Suresnes, 20 h 30: mobilier, objets d'art...

Le 1er juin à partir de 12 h Avec Le Monde sur Minitel. ADMISSIBILITÉS À EDHEC - ESC REIMS ICN - ESC ROUEN GRANDES ÉCOLES 36.15 LEMONDE



Economie

SOMMAIRE

■ La direction de Renault, avec l'aide d'un cabinet « de décrutement », a mis au point des procédés sophistiqués pour inciter certains salariés à quitter l'entreprise (lire première page et page 33). ■ Ni nationalisation ni

privatisation avait déclaré le candidat Mitterrand. La réalité sera plus nuancée, avec pour seule règle : apporter aux entreprises le capital dont elles ont besoin (lire ci-dessous). ■ La société

d'électronique ouest-allemande Grundig ne « délocalise » pas ses usines en Asie. Elle mise sur le Portugal (lire page 31). ■ Une polémique inutile s'instaure sur les chiffres du chômage (lire ci-contre).

BILLET

Chômage : l'inutile polémique

On veut croire que la polémique à propos des chiffres du chômage s'arrêtera aux premières escarmouches. Et que le gouvernement Rocard, qui se veut modeste et ouvert, nous épargnera les calculs de notaire qui ne devraient plus avoir cours, même en période électorale. Par crainte de se voir reprocher de mauvais résultats, M. Séguin avait parlé de « chômage incompressible ». La même crainte, aussi fondée soit-elle, ne devrait pas amener son successeur à commettre pareille erreur, sauf à y voir un aveu d'impuissance.

On en est aujourd'hui à dénoncer les effets négatifs du traitement social du chômage. En amplifiant un procédé que les socialistes avaient eux-mêmes mis au point, M. Séguin avait voulu donner l'impression de la création d'emplois nouveaux, conclut l'INSEE. S'il fallait évaluer cette conclusion, le gouvernement reconnaîtrait que son prédécesseur a eu, au moins en partie, cette ambition. Il lui appartiendrait d'amplifier le mouvement et de veiller ce qui n'a pas été vraiment fait, à la création d'emplois dans les services. En commençant par définir rigoureusement les besoins.

Une économie dynamique permet de surmonter tous les obstacles. Michel-Louis Lévy rappelle ce qui se produisit en 1962, année du rapatriement de plus d'un million de Français d'Algérie, du retour du contingent et des premiers effets du « baby boom » sur le marché du travail. « De 1962 à 1967, écrit-il, l'afflux de nouveaux actifs a été entièrement absorbé par de nouveaux emplois au point que l'appel aux travailleurs étrangers, qui avait commencé en 1955, s'est poursuivi avec un simple ralentissement ».

Faisons d'abord tourner les machines.
FRANÇOIS SIMON.
(1) Economie et statistiques, n° 195, janvier 1987.
(2) Annuaire des Mines, mai 1987.

Le débat sur les nationalisations-privatisations La seule règle sera celle du besoin en capital des entreprises publiques

Privatise-t-on ? Ne privatise-t-on pas ? Visiblement, les observateurs ont quel que mal à se faire une opinion sur les desseins du gouvernement de M. Rocard sur la question. Le 25 mai, M. Roger Fouroux, ministre de l'Industrie, affirmait, dans une interview à la Tribune de l'Expansion, qu'il n'y avait pas « d'objection à ouvrir le capital des sociétés encore nationalisées pour permettre aux capitaux privés d'y tenir une plus grande place ». Le 26 mai, lors de son point de presse, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, déclarait de son côté qu'il n'y avait « pas de projet en préparation pour vendre sur le marché une partie du capital des sociétés nationalisées ».

Certains ont pu y voir une contradiction, même si les deux affirmations ne sont pas incompatibles. Mais force est de reconnaître qu'un certain flou entoure les intentions gouvernementales, dont l'origine est à chercher dans les déclarations faites par M. Mitterrand pendant sa campagne présidentielle : « Ni privatisations, ni nationalisations pour les cinq ans à venir ». Le principe énoncé par le président-candidat, autant pour désamorcer tout débat politique sur le sujet que pour

éviter un va-et-vient nuisible aux grands groupes industriels, aux banques et aux compagnies d'assurances avant l'échéance de 1992, était posé. Mais, dans la pratique, la marge de manœuvre laissée au gouvernement est large.

Au sens strict, la déclaration présidentielle signifie que l'Etat, encore actionnaire d'entreprises publiques (Thomson, Pechiney, BNP, UAP, AGF...), ne pourra faire descendre sa participation en dessous de la barre fatidique de 51 % qui fixe la ligne de démarcation légale entre une entreprise nationalisée et une entreprise privée.

L'Etat actionnaire peut donc, en principe, vendre 49 % de ses titres en Bourse. Mais pas dans n'importe quel but, s'empresse-t-on de préciser Rue de Rivoli. Pas question en effet de céder des participations publiques dans le but unique de privatiser, comme le réclament - ou le réclamaient - certains PDG d'entreprises publiques, expliqués-on dans l'entourage du ministre de l'Économie.

À la différence de la logique de M. Balladur, les socialistes affirment ne vouloir l'entrée de capitaux privés dans

les entreprises publiques que dans l'intérêt des sociétés elles-mêmes, afin de leur permettre de renforcer leurs capitaux propres. Une nécessité pour plusieurs d'entre elles qui voient à la fois mettre leur situation financière au niveau de celle de leurs concurrents - en réduisant le rapport entre les dettes et les fonds propres - et disposer d'argent frais pour mener à bien des acquisitions nécessaires au développement de leur stratégie internationale. C'est notamment le cas de Rhône-Poulenc ou de Pechiney.

Entre zéro et cent

Pour se procurer des capitaux, les nationalisées ont en principe trois sources de financement. Les dotations en capital apportées par le budget de l'Etat d'abord, la prise de participation d'autres entreprises publiques « riches » ensuite - on pense aux compagnies d'assurances - et enfin l'appel au marché. M. Bérégovoy est hostile à la première, rigueur budgétaire et néolibéralisme obligent. La deuxième doit être appuyée sur une synergie entre les groupes et une volonté des investisseurs de jouer un rôle actif dans les entreprises où elles prennent une participation : ce n'est pas toujours possible, loin de là. Reste donc la troisième solution, permise notamment par l'émission de

titres participatifs ou de certificats d'investissement, limitée pour l'heure par les textes à 25 % du capital des entreprises publiques. Mais rien n'empêche que cette limite soit portée à 49 %, comme l'a déclaré le 26 mai M. Bérégovoy. Sans qu'il soit obligatoirement nécessaire de prévoir un texte législatif, les problèmes de « seuil » relevant la plupart du temps de décrets et non de la loi.

Alors ? « Pour l'heure, affirme-t-on Rue de Rivoli, il n'y a aucun projet parce qu'il n'y a pas d'objets de projet. » Toute vente pure et simple de titres d'Etat et toute conversion de certificats d'investissement en actions - qui consisterait à privatiser pour privatiser - sont exclues. Le pragmatisme est désormais le maître mot en la matière. « On ne peut pas vendre ce qui n'est pas là », ce qui signifie aussi que la déclaration de M. Mitterrand n'empêche pas un jour ou l'autre, au gré des besoins financiers ou des alliances, de franchir la barre des 51 % du capital détenus par l'Etat. Le premier ministre lui-même, favorable en 1981 à une nationalisation à 51 %, ne reconnaît-il pas dans une interview aux Echos, le 19 avril, qu'il ne voulait pas faire de fétichisme : « Même ce pourcentage - 51 % - me gêne, car il a acquis une valeur symbolique excessive. On peut choisir n'importe quel pourcentage entre zéro et cent. »

CLAIRE BLANDIN.

ETRANGER

Réponse de l'American Express Bank au FMI Les banques continuent de financer les pays en développement

Les banques commerciales accordent des financements « considérables » aux pays les plus endettés, à ceux d'Amérique latine principalement. Elles ont donc suivi le plan Baker, affirme l'American Express Bank.

Dans une étude intitulée « La dette des pays en développement : le débat s'élargit », l'American Express répond au Fonds monétaire international et au secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, qui reprochent aux banques de ne pas en faire assez pour les pays endettés du tiers-monde.

Selon cette étude, depuis le lancement du plan Baker en octobre 1985, qui demandait aux banques d'accroître de 20 milliards de dollars en trois ans leurs financements, la communauté bancaire a déjà accordé 14 milliards de dollars. Cette somme, ajoute la banque américaine, atteindra 19 milliards lorsque le montage financier actuel avec le Brésil sera réalisé et 20 milliards

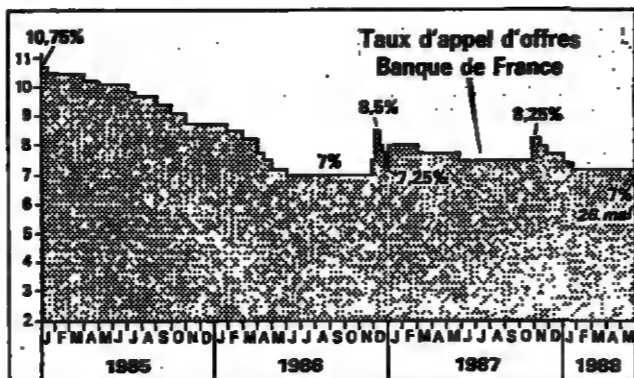
dès que de nouveaux prêts seront accordés à l'Argentine.

De plus, ajoute l'étude, ces transferts ne tiennent pas compte des 7,5 milliards de dollars que représentent les échanges de créances contre des investissements dans les pays endettés.

Cependant, reconnaît l'American Express, « l'impact de la contribution des banques semble être moindre lorsque l'on tient compte des importants transferts nets de capitaux des pays en développement vers les banques ». Selon l'étude, ce transfert est « inévitable » car ces pays cherchent à la fois à réduire le service de leur dette et à ralentir l'accroissement de leur endettement.

De plus, l'American Express indique que « la prudence des banques » à l'égard du Brésil « est compréhensible » après le moratoire décidé en 1987 par ce pays sur une partie de sa dette et les importantes provisions faites par les banques l'année dernière pour faire face à leurs créances douteuses. - (AFP.)

L'évolution du taux d'intérêt en France



Après sa diminution d'un quart de point, le 26 mai 1988, le taux d'appel d'offres de la Banque de France, considéré comme le taux directeur par le marché financier français, est revenu à son niveau de la fin 1986 avant un épisode de faiblesse du franc, suivi d'un autre en novembre 1987. La bonne santé retrouvée du franc permettrait maintenant une poursuite de la désescalade des taux à court terme en France, au-dessous des 7 % atteints de juin à décembre 1986.

DÉVELOPPEMENT

Devant le Conseil mondial de l'alimentation Les pays européens refusent de lier les problèmes de la famine et des excédents agricoles

Le Conseil mondial de l'alimentation (CMA), qui a terminé, jeudi 26 mai à Nice, les travaux de sa quatorzième session, a adopté à l'unanimité le texte d'une « Initiative contre la faim dans le monde », aussitôt baptisée « Initiative de Chypre ». Elle consiste à créer un groupe de travail restreint, chargé d'examiner d'évaluer les politiques actuellement disponibles pour combattre la faim et la malnutrition chronique dans les pays en développement (...), d'étudier des mesures concrètes et réalistes qui pourraient rendre plus efficaces les politiques et instruments existants, d'identifier des initiatives valables, de recommander une marche à suivre pour combattre la faim plus efficacement.

Les premières propositions devraient être formulées avant la fin de l'année.

Le CMA a répondu à une proposition tendant à lier par une initiative internationale les problèmes de la faim avec ceux des excédents alimentaires, grâce à des transferts à des conditions de faveur. Cette proposition, qui a reçu l'appui des pays en développement, ainsi que de pays à forts excédents, comme le Canada, ou de pays développés importateurs, comme l'Union soviétique et le Japon, s'est heurtée à l'opposition des pays européens, pour qui il ne faut pas mêler les problèmes de la faim et ceux des excédents alimentaires.

C&C Computers and Communications

Où est NEC ?

L'information qui route pour vous ! - Les téléphones de voiture NEC offrent un grand nombre de fonctions dans un tout petit boîtier. Rien d'étonnant à ce que la nouvelle circule!



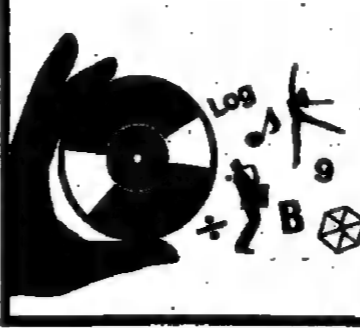
Les bonnes nouvelles n'attendent pas - Les bipsers NEC vous les écrivent et vibrent en silence pour vous en avertir, et ça c'est une bonne nouvelle!



Les TV et les magnétoscopes d'une nouvelle dimension - Haute fidélité, haute résolution et hautes performances, avec NEC, l'espace loisir atteint de nouveaux sommets.



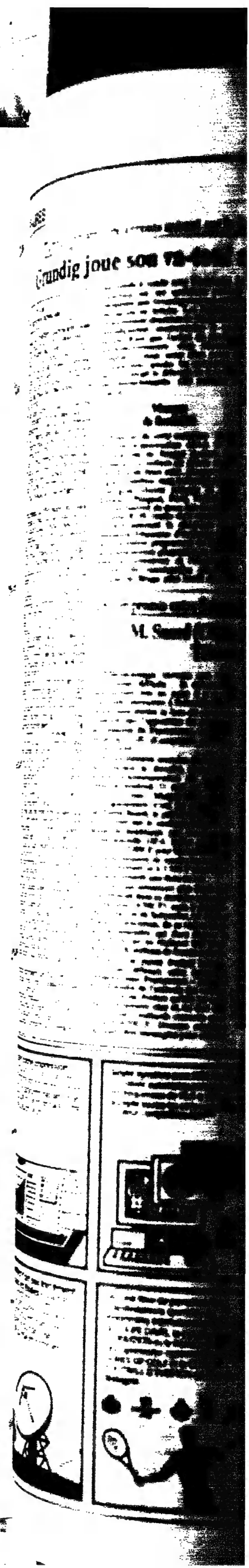
Le compact joue un nouvel air - De réputation solide, les disques durs NEC jouissent d'une qualité irréprochable. Les CD-ROM confirment la règle.



Des milliers d'informations qui ne tiennent qu'à un fil - Les fibres optiques NEC véhiculent toutes sortes d'informations, signaux vocaux, données, textes, images... aussi vrais que nature.



هكزا من الأصل



Économie

SOCIAL

Aides au reclassement et à la reconversion chez Renault

Les « décrets » en douceur de la Régie

(Suite de la première page.)

« Nous essayons avec des gens pour qui nous pensons qu'il faut faire plus », arguement de M. Claude Girault, directeur des relations sociales. « Ce sont des salariés de production qui n'ont pas démerité. En phase d'expansion, ils auraient pu rester. Mais ils ne le peuvent pas à cause de la situation de l'entreprise et de la productivité... »

« Leur travail n'est pas en cause », poursuit-il. « Ils sont en surnombre dans les secteurs les plus touchés. Plus d'avance dans la réduction d'effectifs, meilleure serait la qualité de ceux qui doivent partir... »

Raison de plus pour se séparer correctement et en donnant les chances d'une réussite, ailleurs. « Nous sommes partis de la conjonction de la motivation de la direction et de la propre volonté des candidats de tenter le coup », souligne encore M. Girault. « On paie ce qu'il faut et cela doit pouvoir se faire sans heurts », un peu à la manière des congés de formation-reclassement que M. Delebarre avait tenté d'instaurer en 1985.

L'action, programmée sur cinq mois, prévoit que les « cobayes » sont toujours salariés de la Régie pendant les deux premiers mois, sont rétribués normalement pendant leur préavis de deux mois, et, si nécessaire, sont suivis pendant un mois. Pendant toute cette phase, ils sont accompagnés par l'équipe de MOA et les conseillers de la Régie. La période d'essai dans la future entreprise est payée par Renault et, le cas échéant, la formation est fournie « uniquement pour l'adaptation à un emploi identifié ».

Des pompiers de l'emploi

Au long de cette épreuve, psychologiquement difficile, tout est fait pour rassurer et surtout faciliter par la prise de conscience la fin du mariage par une grande entreprise. De fait, les résultats sont plutôt encourageants. Une création d'entreprise est en cours. Huit travailleurs sont en période d'essai pour quatre postes de magasiniers, deux futurs caristes, deux préparateurs de voitures de location, un ouvrier d'entretien dans un garage et un monteur à lampes. « L'objectif est d'instaurer, reprend M. Girault, qui imagine la suite. Si ce marché la formule deviendra une démarche normale. Il nous faut des dispositifs de ce type quand les départs naturels ne suffisent plus. Il faudrait même que cela devienne une revendication... »

A Flins, où l'on a oublié les événements épiques de mai 1968, l'équipe de MOA s'est aussi mise au travail. MM. Christian Ménard et Daniel Cohen, déjà vieux routiers du « décretement collectif », y interviennent sans complexe, plutôt fiers de leur métier qu'ils n'assimilent pas de tout un rôle de « licenciés ».

« Plutôt que rassurer, il faut mobiliser », prétendent ces pompiers de l'emploi en qu'onille qui veulent obliger cadres, dirigeants et salariés, coincés dans leurs habitudes ou leurs craintes « à regarder la réalité en face, à affronter le monde extérieur ».

Ils sont là pour faire sortir du cocon et provoquer l'électrochoc nécessaire pour l'entreprise elle-même, pour les travailleurs qui doivent vite reprendre confiance, le moment d'émotion passé. Cela n'est

pas toujours facile bien sûr, et passe par de brusques instants de tension, mais, affirmant-ils, l'impulsion donnée est salutaire. « Le porteur se remet dans une autre réalité progressivement. C'est gagné quand il commence à se positionner par rapport au marché du travail... »

Mais l'essentiel n'est pas là : il réside davantage dans la faculté des consultants — « souvent des commerciaux » — à donner de la crédibilité à leur action. Pour ce faire, et dès les premiers jours de leur arrivée, ils recherchent activement de l'emploi, font « du marketing direct » auprès des entreprises de la région et dénichent des postes comme des sources. « 60 % de l'emploi disponible n'apparaît pas dans les petites annonces ou à l'ANPE », prétendent MM. Christian Ménard et Daniel Cohen. « Il faut le révéler, faire des rapprochements et, au futur employeur, offrir un service de recrutement gratuit avec toutes les garanties. Non seulement il fait une bonne action, mais il réalise une bonne affaire... »

La réussite dépend de ce démarrage offensif. MOA se vante d'avoir un fichier de 10 000 entreprises. « Pour obtenir un reclassement, nous composons en moyenne dix postes valables et cent contacts », estiment les deux compères, qui annoncent « 80 % des cas résolus dans un bassin d'emplois normal pour une opération normale avec moins de deux cents personnes ». Mais il y a plus rassurant pour ces spécialistes du « service après-vente » de l'emploi : « Il y a un savoir-faire réel de l'OS que les petites entreprises découvrent vite... »

« Les employeurs qui ont embauché beaucoup de jeunes songent maintenant à se rééquilibrer avec des quarante-cinq-cinquante ans et plus... »

Comme M. Girault, ils pensent aussi que les grosses entreprises vont intégrer ces nouvelles procédures, disposer en leur sein de services spécialisés et en faire un élément permanent de leur politique sociale. « Chez Renault, nous avons déjà formé quatre-vingts conseillers, observent-ils. Il y a une forme de complicité entre la Régie et nous. Elle pompe ainsi un nouveau métier comme seule une vieille entreprise peut le faire en utilisant les services d'une petite boîte. Renault se modifiera comme ça... »

« Le « décretement collectif » est pourtant un outil parmi tant d'autres », fait remarquer M. Girault. Parallèlement en effet, la direction des affaires sociales a « ajouté un coup de turbo sur le mouvement naturel de turcs over ». Une comparaison qui convient parfaitement pour une entreprise de l'automobile qui découvre les licenciements discrets.

aux techniciens BTS mais aussi aux cadres pour qui on organise la sortie discrète de l'entreprise ou la mutation.

Plus de 120 reclassements ont été effectués en utilisant en permanence les méthodes de la reconversion. Les offres d'emploi sont affichées, collationnées et surtout spécialement recherchées par une équipe. Le journal téléphonique hebdomadaire a reçu plus de 2 000 appels, tout comme le numéro de téléphone vert, signe évident d'un intérêt de la part du personnel.

Dernier exemple : 900 salariés de chez Renault ont créé ou repris une entreprise depuis trois ans sur les 1700 personnes repues, dont une forte proportion de cadres. Ainsi qu'on le dit à Boulogne-Billancourt, il s'agit, par toutes ces opérations, d'« ajouter un coup de turbo sur le mouvement naturel de turcs over ».

ALAIN LEBEAUCHE.

Une population vieillissante

« La population Renault vieillit de 0,8 an par année », se lamentent M. Pradier, directeur du personnel et des affaires sociales du groupe, angoissé à l'idée de ce qui l'attend.

Si la situation financière s'améliore, si les résultats industriels sont confortants, l'avenir de la Régie pourrait, en effet, se lire dans l'évolution prévisible des courbes d'âge. Et les indices ne sont pas encourageants, ni socialement ni techniquement. Dans le secteur fabrication, la moyenne d'âge est actuellement de 39,7 ans, mais atteint les 44,2 ans à l'usine de Renault-Billancourt, alors que le site lui-même vieillit et que ses fabrications sont sur le déclin. Ailleurs, ce n'est guère mieux, à l'exception de Douai — « très bon » —, de Sandouville — « bon » — ou de Dreux — « la seule usine jeune, mais petite ».

A Clon, la situation n'est pas dramatique, mais pourrait le devenir à Orléans. Choisy-le-Roi prend de l'âge, en partie avec l'arrivée d'éléments en provenance de Billancourt. Flins, en revanche, commence

à se rider sérieusement et on assiste à un vieillissement important dans les secteurs de la carrosserie ou du montage.

En outre, un phénomène se conjugue avec la situation déjà délicate des ouvriers de production. Les métiers physiquement difficiles ont certes tendance à disparaître, mais ils sont occupés par des travailleurs moins jeunes qu'autrefois. Comme il y a peu d'apports nouveaux, les derniers arrivés ne voient pas le relèvement et ne peuvent espérer se déplacer vers des fonctions moins éprouvantes et plus qualifiées. Les espoirs professionnels se réduisent.

Faute d'embauche, des creux et des poches se constituent qui pourraient avoir des conséquences sur les évolutions. A Billancourt, il n'y a personne au-delà de cinquante-cinq ans, mais également au-dessous de vingt-cinq ans. Les plus forts effectifs sont âgés de trente-cinq à cinquante-quatre ans et comptent deux cents salariés, de vingt-cinq à

vingt-neuf ans, trois cents de trente à trente-quatre ans.

Le renouvellement enfin ne se fait pas. Alors que, dans les belles années, la Régie recrutait de dix mille à quinze mille personnes, on a embauché mille trois cents salariés en 1987, soit 2 % des effectifs employés. L'essentiel de cet apport est allé vers la direction technique, les services commerciaux ou le réseau de vente. Hormis les vendeurs, il y a eu quatre cent seize cadres nouveaux, deux cent quarante techniciens ou employés, cent soixante ouvriers P2 employeurs, cent soixante ouvriers P2 employés, cent soixante ouvriers P2 employés, cent soixante ouvriers P2 employés.

A.L.

European spoken here

The Economist

Independent Views of World Affairs, Finance, Science. Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus :

« La machine de traitement de l'information du monde »

THE ECONOMIST, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAP GEMINI SOGETI

CHIFFRE D'AFFAIRES DES 4 PREMIERS MOIS DE 1988

Hors SESA, le Groupe CAP GEMINI SOGETI a réalisé, pour les quatre premiers mois de l'année 1988, un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 1 420 millions de francs, soit une progression de 30 % par rapport à celui réalisé pendant la même période de l'exercice précédent (1 095 millions de francs).

A ce chiffre d'affaires il convient d'ajouter celui réalisé par le groupe SESA (dans lequel CAP GEMINI SOGETI vient de porter sa participation de 93 % à 100 %) qui est de 390 millions de francs.

On peut rappeler que le chiffre d'affaires total prévu pour l'exercice 1988 pour l'ensemble CAP GEMINI SOGETI + SESA est de 5,4 milliards de francs.

صكنا من الأصل

PARIS

Marchés financiers

BOURSE DU 26 MAI

Cours relevés à 17 h 30

Main table containing market data for 'BOURSE DU 26 MAI' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Précédent', 'Différence', and 'Règlement mensuel'.

Comptant (indication) SICAV (indication) 26/5

Table with multiple columns for 'Comptant', 'SICAV', and '26/5' listing various financial instruments and their values.

Table with columns for 'Cote des changes', 'Marché libre de l'or', and 'Marché des billets'.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-81-82, poste 4330

• : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - * : marché continu

LETTRES BRES

